

Avant-projet de décret instituant le Code de la gestion des ressources du sous-sol

Le Gouvernement wallon, Sur la proposition du Ministre ayant l'Environnement et les Richesses naturelles dans ses attributions ;

Après délibération,

ARRÊTE :

Le Ministre ayant l'Environnement et les Richesses Naturelles dans ses attributions est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit:

TITRE Ier. – CODE DE LA GESTION DES RESSOURCES DU SOUS-SOL

Article 1er. Le texte qui suit forme la partie décrétole du Livre IV du Code de l'Environnement constituant le Code de la gestion des ressources du sous-sol.

PARTIE IÈRE.- PRINCIPES, CHAMP D'APPLICATION ET DEFINITIONS

TITRE IER.- PRINCIPES ET CHAMP D'APPLICATION

Art. D. I. 1. Le présent Code régit la gestion des ressources du sous-sol wallon et les activités en milieu souterrain, dans le respect de la santé et de la sécurité de l'Homme et la protection de l'Environnement.

A cette fin, le présent Code règle, dans le respect du développement durable, l'exploration et l'exploitation, en ce compris le cas échéant la post-gestion:

- 1° des mines;
- 2° des gisements d'hydrocarbures et de gaz combustibles;
- 3° des sites de stockage géologique de chaleur ou de froid;
- 4° des gîtes de géothermie profonde aux fins de production d'énergie (chaleur et/ou électricité);
- 5° des gîtes de géothermie non profonde aux fins de production d'énergie et de chaleur;
- 6° des carrières;
- 7° des terrils et des terrisses;
- 8° des cavités souterraines anthropiques ou naturelles;

Übersetzung Seite 1:

Vorgeschlagener Entwurf eines Dekrets zur Festlegung des Codes für die Verwaltung von Untergrundressourcen

Die wallonische Regierung, auf Vorschlag des Ministers, der die Umwelt und die natürlichen Ressourcen in seinen Zuschreibungen trägt;

Nach der Überlegung

Arret:

Der zuständige Minister für Umwelt und natürliche Ressourcen ist dafür verantwortlich, den Entwurf des Dekrets dem Parlament vorzulegen, dessen Inhalt wie folgt lautet:

TITEL I - CODE OF RESOURCE MANAGEMENT VON BASIS Artikel

1. Der folgende Text bildet den dekretalen Teil von Buch IV des Umweltkodex, der den Kodex für die Bewirtschaftung unterirdischer Ressourcen darstellt.

TEIL I. - GRUNDSÄTZE, ANWENDUNGSBEREICH UND BEGRIFFSBESTIMMUNGEN TITEL IER.- GRUNDSÄTZE UND UMFANG

Art. D. I. 1. Dieser Kodex regelt die Bewirtschaftung der Ressourcen des wallonischen Baugrundes und die Aktivitäten im Untergrund, in Bezug auf die Gesundheit und Sicherheit des Menschen und den Schutz der Umwelt.

Zu diesem Zweck werden in diesem Kodex unter Beachtung der nachhaltigen Entwicklung, der Erkundung und der Nutzung, einschließlich gegebenenfalls der Nachsorge, festgelegt:

1° Minen;

2° Ablagerungen von Kohlenwasserstoffen und brennbaren Gasen;

3 ° Standorte für die geologische Speicherung von Wärme oder Kälte;

4 ° tiefe geothermische Lagerstätten zum Zwecke der Energieerzeugung (Wärme und / oder Strom);

5° Ablagerungen von nicht tiefer geothermischer Energie zur Erzeugung von Energie und Wärme;

6 ° Steinbrüche;

7 ° Haufen und Boden;

8° anthropische oder natürliche unterirdische Hohlräume;

9° des sites de stockage géologique du dioxyde de carbone sur le territoire de la Région wallonne.

Art. D. I. 2. Les mines, les gisements d'hydrocarbures et de gaz combustibles, les sites de stockage géologique de chaleur ou de froid, ainsi que les gîtes de géothermie profonde exploitables sis sur le territoire de la Région wallonne, n'appartiennent pas au propriétaire de la surface mais à la Région wallonne. Ils constituent le patrimoine commun de ses habitants.

Ils sont administrés par la Région. **Leur gestion et leur exploitation sont d'intérêt général.**

Le Gouvernement peut s'en réserver l'exploration ou l'exploitation ou accorder sur ceux-ci des droits exclusifs d'exploration ou d'exploitation, sans préjudice de la nécessité de l'obtention d'un permis d'environnement et d'un permis d'urbanisme pour l'exercice des activités correspondantes et pour l'exploitation des installations et équipements associés.

Art. D. I. 3. Sauf disposition contraire, tout envoi visé dans le présent Code se fait soit : 1° par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ; 2° par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé ; 3° par le dépôt de l'acte contre récépissé. Le Gouvernement peut déterminer la liste des procédés, en ce compris électroniques, qu'il reconnaît comme permettant de donner une date certaine à l'envoi et à la réception.

Art. D. I. 4. L'envoi se fait au plus tard le jour de l'échéance du délai. Le jour de la réception de l'acte qui est le point de départ n'y est pas inclus. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

TITRE II.- DEFINITIONS

Art. D. I. 5. Au sens du présent Code, il faut entendre par :

1° Activités et installations en milieu souterrain : activités sportives, récréatives, culturelles et touristiques, d'exploitation horticole et de dépôts dans des cavités souterraines, naturelles ou artificielles, en ce compris les mines dont les gîtes ne sont plus exploités, et les installations nécessaires à l'exercice de ces activités. Ne sont pas visés les tunnels liés à des voies de communication en activité et dans le domaine militaire.

9 ° Standorte für die geologische Speicherung von Kohlendioxid im Gebiet der Wallonischen Region.

Art. DI 2. Minen, Kohlenwasserstoff- und brennbare Gaslagerstätten, geologische Lagerstätten für Wärme oder Kälte sowie nutzbare tiefe geothermische Lagerstätten auf dem Territorium der Wallonischen Region gehören nicht dem Eigentümer von der Oberfläche aber in der wallonischen Region. Sie bilden das gemeinsame Erbe seiner Bewohner.

Sie werden von der Region verwaltet. **Ihre Verwaltung und Verwertung ist von allgemeinem Interesse.**

Die Regierung kann sich die Erkundung oder Nutzung von ihnen vorbehalten oder ihnen ausschließliche Explorations- oder Verwertungsrechte gewähren, unbeschadet der Notwendigkeit, eine Umweltgenehmigung zu erhalten, und eine Planungserlaubnis für die Ausübung der entsprechenden Tätigkeiten und für den Betrieb der zugehörigen Einrichtungen und Ausrüstungen.

Art. D. I. 3. Soweit nichts anderes bestimmt ist, wird jeder in diesem Code genannte Gegenstand hergestellt: (1) per Einschreiben an die Post mit Empfangsbestätigung; 2. unter Verwendung einer ähnlichen Formel, die es erlaubt, der Versendung und dem Empfang der Handlung ein bestimmtes Datum zu geben, unabhängig von der Zustellungsdienstleistung der verwendeten Post; 3 ° durch Einreichung der Urkunde gegen Erhalt. Die Regierung kann die Liste der Prozesse festlegen, einschließlich elektronischer Prozesse, von denen sie anerkennt, dass sie dem Absenden und Empfangen ein bestimmtes Datum geben.

Art. D. I. 4. Der Versand erfolgt spätestens am Tag des Ablaufs der Frist. Der Tag des Eingangs der Handlung, der den Abgangsort darstellt, ist nicht enthalten. In der Frist wird der Tag des Ablaufs gezählt. Wenn dieser Tag jedoch ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird der Stichtag auf den nächsten Geschäftstag verschoben.

TITEL II.- BEGRIFFSBESTIMMUNGEN

Art. ID 5. Für die Zwecke dieses Kodexes:

1 ° Aktivitäten und Einrichtungen in einer unterirdischen Umgebung: Sport, Freizeit, kulturelle und touristische Aktivitäten, Ausbeutung von Gartenbaubetrieben und Ablagerungen in natürlichen oder künstlichen unterirdischen Hohlräumen, einschließlich Minen, deren Ablagerungen nicht mehr verwendet werden, sowie Einrichtungen zur Durchführung dieser Tätigkeiten erforderlich. Tunnel, die mit aktiven und militärischen Kommunikationswegen verbunden sind, werden nicht abgedeckt.

2° Administration : la Direction générale ou le service du Service public de Wallonie désignés par le Gouvernement ;

3° Carrières : les activités assurant l'extraction et la mise en valeur des masses de substances minérales ou fossiles renfermées dans le sein de la terre ou existant à la surface et qui ne sont pas classées comme mines ;

4° CODT : Code wallon de l'aménagement du territoire établi par le décret du 20 juillet 2016;

5° Concession de mine : l'acte autorisant l'exploitation d'une mine visée par le décret du 7 juillet 1988 sur les mines, les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919 et par les lois antérieures;

6° Déchets : les substances définies comme déchet à l'article 2, 1°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

7° Dépendances : activités et installations établies au voisinage des activités, en souterrain ou à la surface, nécessaires ou utiles aux travaux d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol, en ce compris les installations nécessaires à la mise en valeur des produits y extraits et les installations de gestion de déchets de l'industrie extractive;

8° Exploitation : mise en valeur de certaines ressources du sous-sol dans un périmètre ou un volume, fixé dans le permis exclusif d'exploration ou d'exploitation, soit en extrayant tout ou partie des couches et corps géologiques existants, à des fins de commercialisation, avec ou sans traitement, des roches, minéraux, substances et fluides extraits, soit en extrayant ou stockant de la chaleur, des gaz ou des fluides, à l'exception des systèmes géothermiques fermés (sondes géothermiques) et des ouvrages et opérations de prise d'eau souterraine;

9° Exploiter un terril : extraire, évacuer, éliminer, transformer ou utiliser, en tout ou en partie, les matières qui composent le terril, soit en vue de leur valorisation énergétique, soit comme matériaux pierreux ou de remblai, ou utiliser un terril en vue d'une exploitation touristique ;

10° Exploration: toute opération ou campagne d'opérations menées dans un périmètre fixé et visant à caractériser le sous-sol et certaines de ses ressources, en vue de déterminer leur existence et leur localisation ainsi que d'en évaluer les possibilités d'exploitation ou de valorisation, quels que soient les moyens mis en œuvre sur le terrain;

11° Exploration du sous-sol : toute opération ou campagne d'opérations visant à caractériser le sous-sol du point de vue géologique et/ou hydrogéologique, quels que soient les moyens mis en œuvre sur le terrain;

Übersetzung Seite 3

2° Verwaltung: die allgemeine Direktion oder der von der Regierung bestimmte Dienst des Öffentlichen Dienstes von Wallonien;

3° Steinbrüche: Aktivitäten, die die Gewinnung und Entwicklung von Massen von mineralischen oder fossilen Stoffen sicherstellen, die im Herzen der Erde enthalten sind oder sich auf der Oberfläche befinden und nicht als Minen eingestuft sind;

4° CODT: Wallonischer Kodex für Raumordnung, der durch Dekret vom 20. Juli 2016 festgelegt wurde;

5° Minenkonzession: Gesetz über den Betrieb einer Mine, die unter das Dekret vom 7. Juli 1988 über Minen, die Gesetze über Minen, Minen und Steinbrüche fällt, koordiniert durch das Königliche Dekret vom 15. September 1919 und durch frühere Gesetze;

6° Abfall: die als Abfall im Sinne von Artikel 2 Absatz 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über Abfälle definierten Stoffe;

7° Abhängigkeiten: Aktivitäten und Einrichtungen, die in der Nähe der Aktivitäten unterirdisch oder oberirdisch angelegt sind und für die Erkundung und Nutzung der unterirdischen Ressourcen einschließlich der für die Erschließung erforderlichen Einrichtungen erforderlich oder nützlich sind extrahierte Produkte und Abfallentsorgungsanlagen der extraktiven Industrie;

8° Verwertung: Entwicklung bestimmter unterirdischer Ressourcen in einem Umkreis oder Volumen, festgelegt in der ausschließlichen Explorations- oder Verwertungsgenehmigung, entweder durch Entnahme der vorhandenen Schichten und geologischen Körper oder eines Teils davon zu Zwecken Vermarktung von gewonnenem Gestein, Mineralien, Stoffen und Flüssigkeiten mit oder ohne Behandlung, entweder durch Extraktion oder Speicherung von Wärme, Gasen oder Flüssigkeiten, mit Ausnahme geschlossener geothermischer Systeme (Geothermiesonden) sowie von Strukturen und Betrieben Grundwasseraufnahme;

9° Einen Haufen ausnutzen: Das gesamte Material, aus dem der Haufen besteht, entweder zur Energiegewinnung oder als Stein- oder Böschungsmaterial extrahieren, evakuieren, beseitigen, umwandeln oder ganz oder teilweise verwenden oder einen Haufen verwenden Anblick einer touristischen Ausbeutung;

10° Exploration: jede Operation oder Kampagne von Operationen, die innerhalb eines festgelegten Umkreises durchgeführt werden und darauf abzielen, den Untergrund und einige seiner Ressourcen zu charakterisieren, um deren Existenz und Standort zu bestimmen und ihre Nutzungsmöglichkeiten zu bewerten. oder Erholung, unabhängig von den Mitteln vor Ort;

11° Erkundung des Baugrundes: jede Tätigkeit oder Kampagne, die darauf abzielt, den Untergrund unter geologischen und / oder hydrogeologischen Gesichtspunkten unabhängig von den in diesem Bereich eingesetzten Mitteln zu charakterisieren;

12° Fonctionnaire technique : le ou les fonctionnaires désignés par le Gouvernement ;

13° Fonctionnaire du sous-sol : le ou les fonctionnaires désignés par le Gouvernement ;

14° Formation géologique : une division lithostratigraphique au sein de laquelle s'observent des couches de roche distinctes pouvant faire l'objet d'une cartographie ;

15° Fracturation : méthode d'extraction dont le principe repose sur la modification de la perméabilité du milieu ;

16° Géothermie profonde : l'ensemble des procédés qui permettent l'extraction et la valorisation (thermique ou électrique) de l'énergie géothermique, soit l'énergie emmagasinée sous forme de chaleur sous la surface de la terre solide, à des profondeurs supérieures ou égales à 500m ;

17° Gîte géothermique : le gisement renfermé dans le sein de la terre à des profondeurs supérieures à 500 m sous la surface du sol dont on peut extraire de l'énergie sous forme thermique pouvant être valorisée en énergie thermique ou électrique, notamment par le biais des eaux chaudes et des vapeurs souterraines qu'il contient ;

18° Installations de gestion de déchets de l'industrie extractive : tout dépôt, temporaire ou permanent – à l'exclusion de l'assiette du terrain – de substances résultant des opérations d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol, en ce compris les résidus de traitement, primaire ou secondaire, de minéraux, de minerais, d'hydrocarbures, de gaz ou d'eaux géothermales profondes ;

19° Mines : sont considérées comme mines les masses de substances minérales ou fossiles dans le sous-sol qui sont connues pour contenir en filons, en couches ou en amas, de l'or, de l'argent, du platine, du mercure, du plomb, du fer, du cuivre, de l'étain, du zinc, de la calamine, du bismuth, du cobalt, de l'arsenic, du manganèse, de l'antimoine, du molybdène, de la plombagine, du gallium, du germanium, du hafnium, de l'indium, du niobium, du scandium, du tantale, du tungstène, du vanadium, de l'uranium ou autres matières métalliques, ainsi que leurs sels et oxydes, du baryum, de la barytine, du soufre, du graphite, du charbon de terre ou de pierre, du bois fossile, des bitumes, de l'alun et du sel, ainsi que les roches bitumineuses susceptibles d'un traitement industriel ayant pour objet d'en tirer notamment des substances hydrocarbonées et les roches phosphatées susceptibles d'un traitement industriel ayant pour objet la production de fertilisants. Sont également considérés comme mines les gisements de roche en place ou altérées et déplacées naturellement qui renferment des terres rares valorisables industriellement, à savoir le scandium, l'yttrium, le lanthane, le cérium, le praséodyme, le néodyme, le prométhium, le samarium, l'euporium, le gadolinium, le terbium, le dysprosium, l'holmium, l'erbium, le thulium, l'ytterbium et le lutécium.

1². Technischer Beamter: der oder die von der Regierung bestellten Beamten;

13°. Unteroffizier: der oder die von der Regierung benannten Beamten;

14 ° geologische Formation: eine lithostratigraphische Unterteilung, in der verschiedene Gesteinsschichten beobachtet werden können, die kartiert werden können;

15 ° Fracturing: Extraktionsmethode, deren Prinzip auf der Veränderung der Permeabilität des Mediums beruht;

16 ° Tiefe geothermische Energie: Alle Prozesse, die die Gewinnung und Rückgewinnung (thermisch oder elektrisch) der geothermischen Energie, der in Form von Wärme unter der Oberfläche der festen Erde gespeicherten Energie, in größeren Tiefen ermöglichen oder gleich 500m;

17 ° Geothermische Lagerstätte: Die in der Erdkruste eingeschlossene Lagerstätte in Tiefen von mehr als 500 m unter der Erdoberfläche, aus der Wärme in thermischer Form gewonnen werden kann, die in thermische oder elektrische Energie umgewandelt werden kann, insbesondere durch warmes Wasser und unterirdische Dämpfe, die es enthält;

18°. Abfallentsorgungseinrichtungen für die mineralgewinnende Industrie: jede vorübergehende oder dauerhafte Ablagerung von Stoffen, die aus der Exploration und Nutzung der unterirdischen Ressourcen stammen, mit Ausnahme des Bodens des Landes. einschließlich primärer oder sekundärer Behandlungsrückstände von Mineralien, Erzen, Kohlenwasserstoffen, Gas oder tiefen geothermischen Wässern;

19° Minen: Minen sind die Massen mineralischer oder fossiler Substanzen im Untergrund, von denen bekannt ist, dass sie in Adern, in Schichten oder in Clustern enthalten sind, Gold, Silber, Platin, Quecksilber, Blei, Eisen, Kupfer, Zinn, Zink, Calamin, Wismut, Cobalt, Arsen, Mangan, Antimon, Molybdän, Plumbago, Gallium, Germanium, Hafnium, Indium, Niob, Scandium, Tantal, Wolfram, Vanadium, Uran oder andere metallische Materialien, ihre Salze und Oxide, Barium, Baryt, Schwefel, Graphit, Kohle oder Stein, fossiles Holz, Bitumen, Alaun und Salz sowie bituminöse Gesteine, die für industrielle Verarbeitung geeignet sind, um bestimmte Kohlenwasserstoffe abzuleiten und für industrielle Verarbeitung anfälliger Phosphatgestein zur Herstellung von Düngemitteln. Als Minen werden auch Gesteinsablagerungen betrachtet oder verändert und auf natürliche Weise verdrängt, die industriell wiedergewinnbare Seltene Erden enthalten, nämlich Scandium, Yttrium, Lanthan, Cer, Praseodym, Neodym, Promethium, Samarium Europium, Gadolinium, Terbium, Dysprosium, Holmium, Erbium, Thulium, Ytterbium und Lutetium.

20° Permis d'environnement : le permis visé à l'article 1er, 1°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

21° Permis de recherche de mine : le permis visé à l'article 5 du décret du 7 juillet 1988 sur les mines et visé par les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919 ;

22° Permis de valorisation de terril : le permis visé à l'article 2 du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils ;

23° Permis exclusif d'exploration: la décision par laquelle le Gouvernement wallon octroie l'exclusivité des activités d'exploration de mines, de gisements d'hydrocarbures et de gaz combustibles, de sites de stockage géologique de chaleur ou de froid et de sites de géothermie profonde à un titulaire désigné;

24° Permis exclusif d'exploitation: la décision par laquelle le Gouvernement wallon octroie l'exclusivité des activités d'exploitation de mines, de gisements d'hydrocarbures et de gaz combustible, de sites de stockage géologique de chaleur ou de froid et de sites de géothermie profonde à un titulaire désigné;

25° Permis exclusif de recherches de pétrole et des gaz combustibles : le permis autorisant la recherche de pétrole et des gaz combustibles visé à l'article 2 de l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux n°83 du 28 novembre 1939 relatif à la recherche et à l'exploitation des roches bitumeuses, du pétrole et des gaz combustibles

26° Permis exclusif d'exploitation de pétrole et des gaz combustibles : le permis autorisant la recherche d'exploitation de pétrole et des gaz combustibles visé à l'article 2 de l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux n°83 du 28 novembre 1939 relatif à la recherche et à l'exploitation des roches bitumeuses, du pétrole et des gaz combustibles

27° Postgestion : les obligations d'entretien, de surveillance, de contrôle et de remédiation mises à charge du titulaire du permis exclusif à la suite de la cessation totale ou partielle de l'exploration et/ou de l'exploitation ;

28° Remise en état : la remise en état au sens de l'article 1er, alinéa 1er, 13°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

29° Site : périmètre constitué des parcelles cadastrales visées dans le permis d'environnement ;

30° Terril : installation historique de gestion de déchets de l'industrie d'extraction et de traitement de la houille, d'un volume supérieur à 50.000 m³;

20 ° Umweltgenehmigung: die Genehmigung gemäß Artikel 1 Absatz 1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

21 ° Minensucherlaubnis: Die Genehmigung gemäß Artikel 5 des Dekrets vom 7. Juli 1988 über Minen, die unter die Gesetze zum Bergbau, Bergbau und Steinbruch fällt, koordiniert durch den Königlichen Erlass vom 15. September 1919.

22 Abfallbeseitigungslizenz: die Genehmigung gemäß Artikel 2 des Dekrets vom 9. Mai 1985 über die Rückgewinnung von Schlackenhalde;

23 ° Ausschließliche Explorationsgenehmigung: Die Entscheidung, mit der die wallonische Regierung Exklusivrechte für die Exploration von Bergwerken, Kohlenwasserstofflagerstätten und brennbaren Gaslagerstätten, geologischen Lagerstätten für Wärme oder Kälte sowie von Standorten gewährt tiefe Geothermie an einen bestimmten Besitzer;

24° Ausschließliche Nutzungsgenehmigung: Die Entscheidung, mit der die wallonische Regierung ausschließliche Rechte für die Nutzung von Bergwerken, Kohlenwasserstofflagerstätten und brennbaren Gaslagerstätten, geologischen Lagern für Wärme oder Kälte sowie von Standorten einräumt tiefe Geothermie an einen bestimmten Besitzer;

25 ° Ausschließliche Genehmigung für die Suche nach Öl und brennbaren Gasen: die Genehmigung, die die Suche nach Öl und brennbaren Gasen gemäß Artikel 2 des Königlichen Erlasses der Sondermächte Nr. 83 vom 28. November 1939 in Bezug auf Forschung und Forschung erlaubt die Nutzung von bituminösen Gesteinen, Öl und brennbaren Gasen.

26 ° Ausschließliche Genehmigung für die Nutzung von Erdöl und brennbaren Gasen: die Genehmigung, mit der die Exploration von Erdöl und brennbaren Gasen gemäß Artikel 2 des Königlichen Erlasses der Sonderbehörden Nr. 83 vom 28. November 1939 am 28. November 1939 gestattet wird Erforschung und Nutzung von bituminösen Gesteinen, Öl und brennbaren Gasen

27° Nacherfüllung: Aufrechterhaltung, Überwachung, Kontrolle und Sanierungspflichten des Inhabers der ausschließlichen Genehmigung infolge der vollständigen oder teilweisen Einstellung der Erkundung und / oder Nutzung;

28 ° Rehabilitation: Wiederherstellung im Sinne von Artikel 1 Absatz 1 Nummer 13 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

29 ° Standort: Umkreis bestehend aus den in der Umweltgenehmigung genannten Katasterparzellen;

30 ° Terril: historische Abfallentsorgungsanlage der Kohlegewinnungs- und Verarbeitungsindustrie mit einem Volumen von mehr als 50.000 m³;

31° Terrisse : installation historique de gestion de déchets de l'industrie d'extraction et de traitement de la houille, d'un volume inférieur à 50.000 m³;

32° Thermie : unité de chaleur, une thermie équivaut à 1.000.000 calories.

TITRE III.- EXECUTION DES OBLIGATIONS EUROPEENNES

Art. D. I. 6. La présente partie transpose partiellement :

1° la Directive 94/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 1994 sur les conditions d'octroi et d'exercice des autorisations de prospector, d'exploiter et d'extraire des hydrocarbures ;

2° la Directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

3° la Directive 2006/21 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive et modifiant la Directive 2004/35/CE ;

4° la Directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone et modifiant la Directive 85/337/CEE du Conseil, les Directives 2000/60/CE, 2001/80/CE, 2004/35/CE, 2006/12/CE et 2008/1/CE et le Règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil ;

5° la Directive 2009/98/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant, puis abrogeant les directives 2001/77/CE et 2003/30/CE.

PARTIE II.- DES INSTANCES CONSULTATIVES ET DE COORDINATION

TITRE IER. - DU CONSEIL DU SOUS-SOL

Art. D.II.1. § 1er. Il est institué un Conseil du Sous-sol. Ce conseil se compose :

1° pour un tiers de fonctionnaires émanant du Service Public de Wallonie ;

2° pour un tiers de représentants des exploitants ;

3° et pour un tiers de représentants des intérêts divers, désignés par le Gouvernement, comprenant des membres scientifiques et l'Institut scientifique de service public.

§ 2. Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant. Lorsque le membre est, en vertu des dispositions qui régissent le fonctionnement et l'organisation du Conseil du sous-sol, désigné en raison d'une fonction spécifique qu'il assume ou d'un titre qu'il porte, il peut être dérogé à cette règle.

31 ° Terrisse: Historische Abfallentsorgungsanlage der Steinkohlenbergbau- und verarbeitenden Industrie mit einem Volumen von weniger als 50.000 m³;

32 ° Thermie: Einheit Wärme, eine Thermie entspricht 1.000.000 Kalorien.

TITEL III.- AUSFÜHRUNG EUROPÄISCHER VERPFLICHTUNGEN

Art. D. I. 6. Dieser Teil setzt teilweise um:

1 ° Richtlinie 94/22 / EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 1994 über die Erteilung und Ausübung von Genehmigungen zum Aufsuchen, Ausbeuten und Gewinnen von Kohlenwasserstoffen;

2 ° Richtlinie 2001/42 / EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Juni 2001 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten Plänen und Programmen;

3 ° Richtlinie 2006/21 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2006 über die Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie und zur Änderung der Richtlinie 2004/35 / EG;

TEIL II.- BERATUNGS- UND KOORDINIERUNGSSTELLEN

TITEL IER. - DER BASISRAT

Art. D.II.1. § 1. Es wird ein Rat des Untergrundes eingesetzt. Dieser Rat besteht aus:

1 ° für ein Drittel der Beamten des öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2 ° für ein Drittel der Vertreter der Betreiber;

3 ° und für ein Drittel der Vertreter verschiedener Interessen, die von der Regierung ernannt werden, einschließlich wissenschaftlicher Mitglieder und des Wissenschaftlichen Instituts für öffentlichen Dienst.

§ 2. Für jedes ordentliche Mitglied wird ein stellvertretendes Mitglied ernannt. Wird das Mitglied aufgrund der Bestimmungen über die Arbeitsweise und Organisation des Baugrundrates aufgrund einer bestimmten Funktion, die er übernimmt, oder eines Titels, den er trägt, benannt, so kann auf dieses Mitglied verzichtet werden zu dieser Regel.

Un membre suppléant ne peut siéger qu'en l'absence du membre effectif qu'il remplace.

Les membres suppléants disposent des mêmes documents afférents aux réunions de l'organisme que les membres effectifs. Ces documents sont transmis aux membres suppléants concomitamment à leur transmission aux membres effectifs.

§ 3. Les membres du Gouvernement, ou leurs délégués, peuvent être invités aux réunions lorsqu'une question relevant de leur compétence est soumise à l'avis du Conseil du Sous-sol.

§ 4. Le Gouvernement détermine le nombre de membres du Conseil du sous-sol, les modalités de présentation de ceux-ci et le fonctionnement du Conseil du sous-sol.

Le Gouvernement désigne le président et le vice-président du Conseil du Sous-sol parmi les membres visés à l'alinéa 1er.

Art. D.II.2. Le Conseil du Sous-sol a pour missions :

1° de donner son avis sur le projet de plan stratégique de gestion des ressources du sous-sol visé à l'article D.III.1.;

2° d'informer le Gouvernement de tous les aspects afférents à la recherche et à l'exploitation des matières visées au présent décret ;

3° de donner un avis sur les projets de travaux d'infrastructure, en regard de l'exploitation rationnelle de matières minérales ou de sites de stockage ;

4° de donner son avis sur les utilisations concurrentes visant un même gîte ou une même zone en sous-sol ;

5° de faire des propositions sur la révision des plans de secteur ;

6° de donner un avis sur les demandes de permis exclusifs d'exploration ou d'exploitation ainsi que sur les demandes de permis d'environnement et permis d'urbanisme ayant trait à des installations et activités d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol ;

7° de donner un avis sur les recours administratifs organisés à l'encontre des décisions des autorités compétentes en matière d'exploration et d'exploitation;

8° de donner son avis sur la classification des terrils visée à l'article D.VI.9 ;

9° de donner son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Gouvernement.

TITRE II.- DE LA CELLULE DE CONSEIL ET DE COORDINATION EN MATIÈRE D'EFFONDREMENTS GEOLOGIQUES

Art. D.II.3. Le Gouvernement peut instituer une cellule permanente de conseil et de coordination en matière d'effondrements géologiques pendant et en dehors d'une crise, destinée notamment à :

Ein Ersatzmitglied kann nur in Abwesenheit des Vollmitglieds sitzen, das er ersetzt.

Stellvertreter haben die gleichen Dokumente zu den Sitzungen der Organisation wie die Vollmitglieder. Diese Dokumente werden den stellvertretenden Mitgliedern gleichzeitig mit der Übermittlung an die ordentlichen Mitglieder übermittelt.

§ 3. Die Regierungsmitglieder oder ihre Delegierten können zu Versammlungen eingeladen werden, wenn eine Angelegenheit, die in ihre Zuständigkeit fällt, dem Untergrundrat vorgelegt wird.

§ 4. Die Regierung bestimmt die Anzahl der Mitglieder des Untergrundrates, die Darstellungsmodalitäten und die Arbeitsweise des Untergrundrates.

Die Regierung bestimmt aus den in Absatz 1 genannten Mitgliedern den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden des Untergrundrates.

Art. D.II.2. Die Aufgaben des Untergrundrates sind:

1° eine Stellungnahme zu dem Entwurf des strategischen Plans für die Bewirtschaftung der unterirdischen Ressourcen gemäß Artikel D.III.1 abzugeben;

2° die Regierung über alle Aspekte der Erforschung und Verwertung der in diesem Beschluss genannten Materialien zu unterrichten;

3° eine Stellungnahme zu den Projekten der Infrastrukturarbeiten im Hinblick auf die rationelle Nutzung mineralischer Materialien oder Lagerstätten abzugeben;

4° zu den gleichzeitigen Verwendungen derselben Lagerstätte oder derselben Zone im Untergeschoss Stellung zu nehmen;

5° Vorschläge zur Überarbeitung der Sektorenpläne vorzulegen;

6° ein Gutachten zu Anträgen auf ausschließliche Explorations- oder Verwertungsgenehmigungen sowie zu Anträgen auf Umweltgenehmigungen und Planungsgenehmigungen für Anlagen und Tätigkeiten zur Exploration und Nutzung von Ressourcen abgeben;

7° zur Abgabe einer Stellungnahme zu den Verwaltungsbeschwerden gegen die Entscheidungen der zuständigen Behörden über Exploration und Ausbeutung;

8° um ein Gutachten zur Einstufung von Halden gemäß Artikel D.VI.9 abzugeben;

9° um zu allen Fragen Stellung zu nehmen, die ihm von der Regierung vorgelegt werden.

TITEL II.- DIE ZELLE DER BERATUNG UND KOORDINIERUNG BEI GEOLOGISCHEN SPIELEN

Art. D.II.3. Die Regierung kann eine ständige Beratungs- und Koordinierungsstelle für geologische Zusammenbrüche während und nach einer Krise einrichten, die insbesondere folgende Ziele verfolgt:

PARTIE V.- OBLIGATION DE DECLARER LES EXPLORATIONS DU SOUSSOL

Art. D.V.1. § 1er. L'entreprise, ainsi que la reprise par voie d'extension ou d'approfondissement, de tout travail de fouille, y compris les galeries, les puits, les sondages et les forages de toute espèce, qui, même exécutée dans un but purement scientifique, est prévue à dix mètres sous le niveau du sol naturel, est subordonnée à une déclaration préalable de début de travaux faite dans les conditions et selon le formulaire fixés par le Gouvernement.

§ 2. La découverte de cavités naturelles ou anthropiques inusitées, de puits et issues de mines anciennes est soumise aux mêmes obligations.

§ 3. Tout levé de prospection géophysique, même entrepris dans un but purement scientifique, est également subordonné à semblable déclaration, sans préjudice de l'obtention préalable des autorisations prescrites par l'article 120ter du Code pénal.

§ 4. Tout traçage destiné à déterminer la circulation des eaux souterraines est également subordonné à semblable déclaration.

Art. D.V.2. Les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement ont, en tout temps où une activité s'y exerce, accès aux bureaux, ateliers et chantiers de fouille et de prospection. Ils peuvent se faire remettre tous renseignements et échantillons utiles à la confection de la carte géologique, de la carte hydrogéologique et de la carte du potentiel géothermique.

Art. D.V.3. Les résultats des fouilles profondes et des levés géophysiques sont consignés dans les archives de la Carte géologique de Wallonie dont la garde est confiée à l'Administration. Les archives sont tenues à la disposition du public. Si l'auteur des recherches spécifie dans sa déclaration qu'il y a lieu de les considérer comme confidentielles, aucun document ou échantillon y relatif ne peut, sans l'autorisation préalable et écrite de l'auteur des recherches, être communiqué, ni aucun résultat être divulgué avant l'expiration d'un délai de cinq ans, à partir de la remise du document ou de l'échantillon.

PARTIE VI.- DE L'EXPLORATION ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES DU SOUS-SOL

TITRE IER.- DE L'EXPLORATION DES RESSOURCES DU SOUS-SOL

TEIL V. VERPFLICHTUNG, ERKLÄRUNGEN VON SOUSSOL ZU ERKLÄREN

Art. D.V.1. § 1. Die Durchführung sowie die Wiedererlangung oder Vertiefung von Aushubarbeiten einschließlich Galerien, Bohrungen, Bohrlöchern und Bohrlöchern jeglicher Art, die auch zu rein wissenschaftlichen Zwecken durchgeführt werden, wird zehn Meter unter dem natürlichen Bodenniveau bereitgestellt, unterliegt einer vorherigen Erklärung des Beginns der Arbeit unter den Bedingungen und gemäß der von der Regierung festgelegten Form.

§ 2. Die Entdeckung ungewöhnlicher natürlicher oder künstlicher Hohlräume, Brunnen und alter Bergwerke unterliegt den gleichen Verpflichtungen.

§ 3. Jeder Überblick über geophysikalische Prospektion, auch zu rein wissenschaftlichen Zwecken, unterliegt einer solchen Erklärung, unbeschadet der vorherigen Einholung der in Artikel 120ter des Strafgesetzbuchs vorgeschriebenen Genehmigungen.

§ 4. Für jede Rückverfolgung, die zur Bestimmung der Zirkulation des Grundwassers bestimmt ist, ist ebenfalls eine entsprechende Erklärung erforderlich.

Art. D.V.2. Beamte und Beauftragte, die von der Regierung benannt werden, haben jederzeit, wenn eine Tätigkeit stattfindet, Zugang zu Büros, Werkstätten sowie Ausgrabungs- und Prospektionsstätten.

Sie können alle Informationen und Beispiele erhalten, die für die Erstellung der geologischen Karte, der hydrogeologischen Karte und der geothermischen Potenzialkarte nützlich sind.

Art. D.V.3. Die Ergebnisse der tiefen Ausgrabungen und geophysikalischen Untersuchungen werden in den Archiven der Geologischen Karte von Wallonien aufgezeichnet, deren Verwahrung der Verwaltung anvertraut wird. Die Archive werden der Öffentlichkeit zugänglich gemacht. Wenn der Autor der Recherche in seiner Erklärung angibt, dass sie als vertraulich zu betrachten ist, dürfen keine diesbezüglichen Dokumente oder Muster ohne die vorherige schriftliche Genehmigung des Autors der Recherche übermittelt werden. Das Ergebnis muss vor Ablauf von fünf Jahren nach Vorlage des Dokuments oder der Probe veröffentlicht werden.

TEIL VI - ERSUCHUNG UND AUSBEUTUNG VON BASIS-RESSOURCEN TITEL IER.-

ENTDECKUNG DER RESSOURCEN DER BASIS

CHAPITRE IER.- DES PERMIS EXCLUSIFS D'EXPLORATION DES RESSOURCES DU SOUS-SOL

Art. D.VI.1. Nul ne peut se réserver un droit d'explorer des ressources du sous-sol visées à l'article D.I.1., § 1er, alinéa 1er, 1° à 4°, même sur des terrains lui appartenant, sans être titulaire d'un permis exclusif d'exploration délivré par le Gouvernement selon les modalités prévues dans la présente partie.

Art. D.VI.1/2. L'exploration par la méthode de la fracturation, ou par tout autre processus similaire est interdite.

CHAPITRE II.- DES ACTIVITÉS D'EXPLORATION DES RESSOURCES DU SOUS-SOL

Art. D.VI.2. Les activités et installations nécessaires à l'exploration des ressources du sous-sol ne peuvent être exercées qu'en vertu d'une déclaration ou d'un permis d'environnement au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le cas échéant d'un permis d'urbanisme au sens du Code du Développement territorial.

TITRE II.- DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES DU SOUS-SOL

CHAPITRE IER.- DES PERMIS EXCLUSIFS D'EXPLOITATION DES RESSOURCES DU SOUS-SOL

Art. D.VI.3. Nul ne peut se réserver un droit d'exploiter des ressources du sous-sol visées à l'article D.I.1., § 1er, alinéa 1er, 1° à 4°, même sur des terrains lui appartenant, sans être titulaire d'un permis exclusif d'exploitation délivré selon les modalités prévues dans la présente partie.

Art. D.VI.4. Le permis exclusif d'exploitation des ressources du sous-sol comporte le droit exclusif d'exploration.

Art. D.VI.5. §1er. Hors le cas où il est accordé à la Région, le permis exclusif d'exploitation ne peut être adjugé qu'à une personne morale existante ou en formation. Dans ce dernier cas, la personne morale doit être constituée dans le délai fixé par le Gouvernement.

§ 2. L'exploitation des ressources du sous-sol dans le cadre d'un permis exclusif est un acte de commerce.

KAPITEL I. - AUSSCHLIESSLICHE ERLAUBNISSE FÜR DIE ENTDECKUNG VON BASIS-RESSOURCEN

Art. D.VI.1. Niemand darf sich ein Recht auf Erkundung der Ressourcen des in Artikel DI1, § 1 Absatz 1 Nr. 1 bis 4 ° genannten Baugrundes auch auf dem dazugehörigen Land ohne Erlaubnis einer ausschließlichen Genehmigung vorbehalten Exploration von der Regierung in der in diesem Teil vorgesehenen Weise.

Art. D.VI.1 / 2. Die Erkundung durch die Methode des Bruches oder durch ein anderes ähnliches Verfahren ist verboten.

KAPITEL II.- Erkundungsaktivitäten der Ressourcen des Basements

Art. D.VI.2. Die zur Erkundung der unterirdischen Ressourcen erforderlichen Tätigkeiten und Anlagen dürfen nur aufgrund einer Erklärung oder einer Umweltgenehmigung im Sinne der Verordnung vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und gegebenenfalls eine Planungserlaubnis im Sinne des Territorial Development Code.

TITEL II.- AUSBEUTUNG VON BASISRESSOURCEN

KAPITEL I. - EXKLUSIVE ERLAUBNISSE FÜR DIE AUSBEUTUNG VON BASISRESSOURCEN

Art. D.VI.3. Niemand darf sich das Recht vorbehalten, die Ressourcen des in Artikel DI1, § 1, Absatz 1, Nummer 1 bis 4, genannten Bodens auch auf dem dazugehörigen Land zu nutzen, ohne eine ausschließliche Genehmigung zu besitzen gemäß den Bestimmungen dieses Teils ausgestellt.

Art. D.VI.4. Die ausschließliche Lizenz zur Nutzung der unterirdischen Ressourcen beinhaltet das ausschließliche Explorationsrecht.

Art. D.VI.5. §1. Außer in dem Fall, in dem sie der Region gewährt wird, kann die ausschließliche Nutzungsgenehmigung nur einer bestehenden juristischen Person oder einer Formation erteilt werden. Im letzteren Fall muss die juristische Person innerhalb der von der Regierung gesetzten Frist eingegliedert werden.

§ 2. Die Nutzung unterirdischer Ressourcen im Rahmen einer ausschließlichen Genehmigung ist ein Handelsgesetz.

Art. D.VI.4/2. L'exploitation par la méthode de la fracturation, ou par tout autre processus similaire est interdite.

CHAPITRE II.- DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION DES RESSOURCES DU SOUS-SOL

Section 1ère.- Des installations et activités d'exploitation des ressources du sous-sol exercées dans le cadre des permis exclusifs

Art. D.VI.6. §1er. Sans préjudice de l'application de l'article D.170 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les installations et activités nécessaires ou utiles à l'exploitation des ressources du sous-sol pour l'objet visé par les permis exclusifs d'exploitation, en ce compris les installations de gestion des déchets d'extraction, les puits, galeries, communications souterraines et fosses d'extraction, ne peuvent être implantées et exploitées qu'en vertu d'un permis d'environnement et le cas échéant d'un permis d'urbanisme au sens du Code du Développement Territorial.

§ 2. Par dérogation à l'article 50 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le permis d'environnement, ne peut être délivré, pour la partie qui couvre l'extraction proprement dite ou le stockage, au sens de l'article D.I.5., 7°, pour une durée supérieure à celle du permis exclusif d'exploration ou d'exploitation des ressources du sous-sol.

§ 3. Le permis d'environnement est assorti d'une sûreté au sens de l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

§ 4. Durant la procédure d'instruction d'un permis d'environnement ou unique visé au § 1er, ou d'un permis d'urbanisme au sens de l'article D.IV.4. du CoDT, aucune autre activité, installation, ou acte incompatibles avec l'exploitation concernée ne peut être autorisé. Le permis d'environnement et le permis d'urbanisme ne peuvent être délivrés lorsque les activités et installations, et actes et travaux y afférents sont incompatibles avec d'autres activités ou installations autorisées en application d'une autre police administrative.

Section 2.- Des gîtes géothermiques de géothermie non profonde

Art. D.VI.7. § 1er. Sans préjudice de l'application de l'article D.170 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les installations et activités nécessaires à l'exploitation des gîtes géothermiques de géothermie non profonde, ne peuvent être implantées et exploitées qu'en vertu d'un permis d'environnement ou une déclaration au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le cas échéant d'un permis d'urbanisme au sens du Code du Développement Territorial.

Art. D.VI.4 / 2. Die Ausbeutung durch die Methode des Bruches oder durch ein anderes ähnliches Verfahren ist verboten.

KAPITEL II.- ARBEITEN ZUR AUSBEUTUNG VON BASIS-RESSOURCEN

Abschnitt 1. - Anlagen und Aktivitäten zur Nutzung unterirdischer Ressourcen unter ausschließlichen Genehmigungen

Art. D.VI.6. §1. Unbeschadet der Anwendung von Artikel D.170 des Buches II des Umweltgesetzbuchs, das das Wassergesetzbuch enthält, die Anlagen und Tätigkeiten, die für die Nutzung der unterirdischen Ressourcen für das Wasserfahrzeug erforderlich oder nützlich sind Objekte, für die exklusive Betriebsgenehmigungen gelten, einschließlich Anlagen für die Entsorgung von Abfällen, Brunnen, Tunnel, unterirdische Kommunikationsanlagen und Entnahmegruben, dürfen nur im Rahmen einer Genehmigung errichtet und betrieben werden Umwelt und gegebenenfalls eine Planungserlaubnis im Sinne des Territorial Development Code.

§ 2. Abweichend von Artikel 50 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung darf die Umweltgenehmigung nicht für den Teil erteilt werden, der die eigentliche Gewinnung oder Lagerung im Sinne von Artikel DI5., 7 °, für einen längeren Zeitraum als die ausschließliche Lizenz zur Erkundung oder Nutzung der Ressourcen des Untergrunds.

§ 3. Die Umweltgenehmigung ist mit einer Sicherheit im Sinne von Artikel 55 des Erlasses vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung versehen.

§ 4. Während des Verfahrens zur Prüfung einer Umweltgenehmigung oder einer Einzelgenehmigung gemäß § 1 oder einer Baugenehmigung im Sinne von Artikel D.IV.4. des CoDT dürfen keine anderen Aktivitäten, Installationen oder Handlungen genehmigt werden, die mit der betreffenden Nutzung unvereinbar sind. Die Umweltgenehmigung und die Planungsgenehmigung dürfen nicht erteilt werden, wenn die Tätigkeiten und Einrichtungen sowie damit zusammenhängende Handlungen und Arbeiten mit anderen Tätigkeiten oder Einrichtungen unvereinbar sind, die gemäß einer anderen Verwaltungsrichtlinie zugelassen sind.

Abschnitt 2.- Geothermie-Lagerstätten nicht geothermischer Energie

Art. D.VI.7. § 1. Unbeschadet der Anwendung von Artikel D.170 des Buches II des Umweltgesetz der Wasser-Code, die Einrichtungen und Aktivitäten auf die Nutzung geothermischer Lagerstätten von nicht-tiefen Geothermie enthält, kann nicht sein, gegründet und nur unter einer Umweltgenehmigung oder eine Erklärung nach dem Erlass vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und gegebenenfalls eine Planungsgenehmigung im Sinne des territorialen Entwicklung-Code betrieben.

§ 2. Le permis d'environnement peut être assorti d'une sûreté au sens de l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Section 3. – Des carrières

Art. D.VI.8. § 1er. Les carrières et leurs dépendances, ainsi que les installations de gestion des déchets d'extraction, ne peuvent être exploitées qu'en vertu du permis d'environnement ou d'une déclaration au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

§2. Le permis d'environnement est assorti d'une sûreté au sens de l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Section 4.- Des terrils et des terrisses

Art. D.VI.9. § 1er. Le Gouvernement classe les terrils selon leur vocation à être ou devenir :

1° un site bénéficiant d'une protection en matière d'environnement, de conservation de la nature, de patrimoine ou d'aménagement du territoire (catégorie I) ;

2° un site pouvant être mis en valeur pour son intérêt social, pédagogique ou culturel (catégorie II) ;

3° un site pouvant faire l'objet d'une exploitation touristique (catégorie III) ;

4° un site pouvant faire l'objet d'une exploitation économique, autre que touristique ou minérale (catégorie IV) ;

5° une réserve potentielle de matériaux minéraux ou énergétiques (catégorie V).

Cette classification est établie en fonction de l'intérêt ou des intérêts majeurs que chaque terril, individuellement ou comme élément d'un ensemble cohérent, présente au niveau industriel, patrimonial, paysager, environnemental, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, social, récréatif et/ou touristique, pédagogique et/ou culturel.

La vocation d'un terril peut ne pas être définie en l'absence de mise en évidence d'au moins un critère majeur.

La classification est fixée au terme d'une procédure consultative ouverte aux acteurs locaux et régionaux.

§ 2. Le Gouvernement fixe la procédure de classement ainsi que les modalités de consultation et la procédure de révision, totale ou partielle de cette classification.

Le Gouvernement soumet le projet de classification aux communes ainsi qu'aux instances d'avis qu'il désigne ou établit.

§ 2. Der Umweltgenehmigung kann ein Sicherheitsinteresse im Sinne von Artikel 55 des Erlasses vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung beiliegen.

Abschnitt 3. - Karriere

Art. D.VI.8. § 1. Steinbrüche und ihre Abhängigkeiten sowie Anlagen zur Gewinnung von Gewinnungsabfällen dürfen nur im Rahmen der Umweltgenehmigung oder einer Erklärung im Sinne der Verordnung vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung betrieben werden .

§2. Mit der Umweltgenehmigung ist eine Sicherheit im Sinne von Artikel 55 des Erlasses vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verbunden.

Abschnitt 4.- Haufen und Schmutz

Art. D.VI.9. § 1. Die Regierung klassifiziert Haufen nach ihrer Berufung als:

1 ° ein Gebiet, das von Umweltschutz, Naturschutz, Kulturerbe oder Regionalplanung (Kategorie I) profitiert;

2° eine Site, die aufgrund ihres sozialen, pädagogischen oder kulturellen Interesses entwickelt werden kann (Kategorie II);

3° ein Ort, der zu touristischen Zwecken genutzt werden kann (Kategorie III);

4° ein Gebiet, das zu wirtschaftlichen Zwecken außer Tourismus oder Mineralien (Kategorie IV) genutzt werden kann;

5 ° eine potenzielle Reserve von mineralischen oder energetischen Materialien (Kategorie V).

Diese Klassifizierung wird entsprechend dem Interesse oder den Hauptinteressen festgelegt, die jede Schlacke einzeln oder als Teil eines kohärenten Ganzen auf der Ebene der Industrie, des Kulturerbes, der Landschaft, der Umwelt, der Landnutzung und der Stadtplanung aufweist. soziale, erholsame und / oder touristische, pädagogische und / oder kulturelle.

Die Berufung einer Schlacke darf nicht definiert werden, wenn mindestens ein wesentliches Kriterium nachgewiesen wird.

Die Klassifizierung basiert auf einem Beratungsverfahren, das lokalen und regionalen Akteuren offensteht.

§ 2. Die Regierung legt das Einstufungsverfahren sowie die Modalitäten der Konsultation und das Überprüfungsverfahren insgesamt oder teilweise dieser Einteilung fest.

Die Regierung legt den Entwurf der Klassifizierung den Gemeinden sowie den von ihr bestimmten oder festgesetzten Meinungsbehörden vor.

§ 3. La catégorie d'un terril est notamment prise en compte lors de l'établissement des plans relatifs à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme, et à la protection environnementale des sites. Aucun permis d'urbanisme ou d'environnement ne peut être délivré s'il contrevient à l'utilisation du terril déterminée dans la classification établie en vertu du §1er.

§4. Le Gouvernement peut étendre la classification à tout ou partie des terrisses.

Art. D.VI.10. Les terrils et leurs dépendances ne peuvent être exploités qu'en vertu d'un permis d'environnement ou d'une déclaration au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le cas échéant d'un permis d'urbanisme au sens de l'article D.IV.4. du Code du Développement Territorial.

Le permis d'environnement est assorti d'une sûreté au sens de l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Le Gouvernement peut soumettre l'exploitation des terrisses à permis d'environnement ou à déclaration au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Section 5.- Des activités et installations en milieu souterrain

Art. D.VI.11. Les activités et installations en milieu souterrain sont soumises à permis d'environnement ou à déclaration au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le cas échéant à permis d'urbanisme au du Code du Développement Territorial. Une sûreté au sens de l'article 55 du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement peut être imposée.

Section 6.- Du stockage géologique de CO2 d'une capacité de stockage totale envisagée inférieure à 100 kilotonnes entrepris à des fins d'exploration et de développement ou d'expérimentation de nouveaux produits et procédés

Art. D.VI.12. Le stockage géologique de CO2 d'une capacité de stockage totale envisagée inférieure à 100 kilotonnes, entrepris à des fins d'exploration et de développement ou d'expérimentation de nouveaux produits et procédés est soumis à permis d'environnement ou à déclaration suivant les règles prévues par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le cas échéant à permis d'urbanisme au sens de l'article D.IV.4. du Code du Développement Territorial.

§ 3. Bei der Aufstellung der Pläne zur Stadt- und Landesplanung und zum Umweltschutz der Standorte wird insbesondere die Kategorie einer Halde berücksichtigt. Eine Planungs- oder Umweltgenehmigung darf nicht erteilt werden, wenn sie gegen die Verwendung von Schlackenhalde verstößt, die in der nach § 1 festgelegten Einstufung festgelegt sind.

§4. Die Regierung kann die Klassifizierung auf den gesamten Boden oder einen Teil davon ausdehnen.

Art. D.VI.10. Die Schlackenhalde und ihre Abhängigkeiten können nur im Rahmen einer Umweltgenehmigung oder einer Deklaration im Sinne der Verordnung vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und gegebenenfalls einer Planungsgenehmigung verwertet werden im Sinne von Artikel D.IV.4. des Territorial Development Code.

Mit der Umweltgenehmigung ist eine Sicherheit im Sinne von Artikel 55 des Erlasses vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verbunden.

Die Regierung kann die Nutzung des Bodens einer Umweltgenehmigung oder einer Erklärung im Sinne der Verordnung vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung unterwerfen.

Abschnitt 5.- Aktivitäten und Einrichtungen in einer unterirdischen Umgebung

Art. D.VI.11. Unterirdische Aktivitäten und Anlagen unterliegen Umweltgenehmigungen oder -erklärungen im Sinne der Verordnung vom 11. März 1999, die sich auf die Umweltgenehmigung und gegebenenfalls die Baugenehmigung im Territorial Development Code beziehen. Es kann eine Sicherheit im Sinne von Artikel 55 vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung auferlegt werden.

Abschnitt 6. Geologische CO₂-Speicherung mit einer geschätzten Gesamtspeicherkapazität von weniger als 100 Kilotonnen, die zum Zwecke der Erkundung, Entwicklung oder Erprobung neuer Produkte und Verfahren durchgeführt wird

Art. D.VI.12. Geologische CO₂-Speicherung mit einer geschätzten Gesamtspeicherkapazität von weniger als 100 Kilotonnen, die zum Zwecke der Erkundung, Entwicklung oder Erprobung neuer Produkte und Verfahren durchgeführt wird, unterliegt einer umweltrechtlichen Genehmigung oder Deklaration gemäß den Regeln vorgesehen im Erlass vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und gegebenenfalls Baugenehmigung im Sinne von Artikel D.IV.4. des Territorial Development Code.

**TITRE III. DES DEMANDES DE PERMIS EXCLUSIFS D'EXPLORATION ET
D'EXPLOITATION DES RESSOURCES DU SOUS-SOL
CHAPITRE Ier.- INTRODUCTION DES DEMANDES DE PERMIS EXCLUSIFS
D'EXPLORATION ET D'EXPLOITATION DES RESSOURCES DU SOUS-SOL**

Art. D.VI.13. § 1er. Les permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol sont octroyés par le Gouvernement ou son délégué à l'issue d'une procédure au cours de laquelle tous les demandeurs intéressés peuvent présenter une demande de permis.

La procédure est ouverte par un avis invitant à présenter les demandes, publié au Journal officiel de l'Union européenne et au Moniteur belge, soit à l'initiative du Gouvernement, soit à la suite de l'acceptation d'une requête, établie par courrier recommandé à la poste ou tout moyen permettant de conférer date certaine, à l'adresse du Gouvernement.

Tous les demandeurs disposent d'un délai de cent-vingt jours après la date de cette publication pour présenter un dossier de demande. La publication est demandée par le Gouvernement.

Les avis spécifient :

1° le type de permis;

2° la ou les aires géographiques faisant ou pouvant faire, en tout ou en partie, l'objet d'une demande;

3° l'objet de la demande;

4° l'observation des critères objectifs et non discriminatoires sur la base desquels la demande sera appréciée, à savoir :

a) les capacités techniques et financières des demandeurs pour entreprendre et conduire les travaux, ainsi que pour s'acquitter des charges résultant de l'octroi du permis;

b) la manière dont ils comptent procéder à l'exploration ou à l'exploitation de l'aire géographique en question;

c) la qualité des études préalables réalisées pour la définition du programme de travaux;

d) les mesures de postgestion que le demandeur envisage de mettre en œuvre au terme du permis exclusif ;

e) l'efficacité et la compétence dont les demandeurs ont fait preuve à l'occasion d'éventuelles autres autorisations, particulièrement en ce qui concerne la protection de l'environnement;

f) l'éventuelle proximité d'une zone déjà explorée ou exploitée par le(s) demandeur(s);

g) les répercussions positives envisagées pour le développement de la Région et des activités technologiques sur son territoire.

**TITEL III. ANTRAG AUF AUSSCHLIESSLICHE ERLAUBNISSE FÜR DIE EXPLORATION
UND EXPLOITATION VON BASIS-RESSOURCEN
KAPITEL I - EINLEITUNG VON ANTRÄGEN AUF EXKLUSIVE LIZENZEN FÜR DIE
ENTWICKLUNG UND AUSBEUTUNG VON GRUNDRESSOURCEN**

Art. D.VI.13. § 1. Exklusivlizenzen für die Erkundung und Nutzung unterirdischer Ressourcen werden von der Regierung oder ihrem Delegierten nach einem Verfahren erteilt, in dem alle interessierten Antragsteller einen Antrag auf Genehmigung stellen können.

Das Verfahren wird durch eine Aufforderung zur Einreichung von Anträgen eröffnet, die entweder auf Initiative der Regierung oder nach Annahme eines Antrags, der von der Vereinten Nationen veröffentlicht wurde, im Amtsblatt der Europäischen Union und im Moniteur Belge veröffentlicht wurde. Einschreiben oder ein beliebiges Mittel, um der Adresse der Regierung ein bestimmtes Datum zu geben.

Alle Bewerber haben nach dem Datum dieser Veröffentlichung hundert Tage Zeit, um einen Antrag einzureichen. Die Veröffentlichung wird von der Regierung angefordert.

Bewertungen angeben:

1 ° die Art der Genehmigung;

2° der geographische Bereich oder die geografischen Gebiete, die den Gegenstand einer Anmeldung ganz oder teilweise bilden oder möglich machen können;

3 ° den Antragsgegenstand;

4° Beachtung der objektiven und nichtdiskriminierenden Kriterien, anhand deren der Antrag geprüft wird, und zwar

a) die technische und finanzielle Fähigkeit der Antragsteller, die Arbeiten durchzuführen und durchzuführen sowie die Kosten zu zahlen, die sich aus der Erteilung der Genehmigung ergeben;

b) die Art und Weise, in der sie das betreffende geografische Gebiet erkunden oder ausbeuten wollen;

c) die Qualität der für die Festlegung des Arbeitsprogramms durchgeführten Vorstudien;

d) die Maßnahmen nach dem Management, die der Antragsteller nach der ausschließlichen Genehmigung umzusetzen beabsichtigt;

e) die Wirksamkeit und Kompetenz der Antragsteller in Bezug auf andere Genehmigungen, insbesondere im Hinblick auf den Umweltschutz;

f) die mögliche Nähe eines Gebiets, das vom Antragsteller / den Antragstellern bereits erkundet oder genutzt wurde;

g) die erwarteten positiven Auswirkungen auf die Entwicklung der Region und die technologischen Aktivitäten in ihrem Hoheitsgebiet.

Les références des conditions et exigences minimales relatives à l'exercice et l'arrêt des activités concernées fixées par le Gouvernement sont jointes à l'avis. Le Gouvernement peut déterminer d'autres critères objectifs et non discriminatoires pour apprécier la demande.

§ 2. Le Gouvernement ou son délégué peut décider de ne pas appliquer la procédure visée au paragraphe 1er, lorsque des considérations géologiques ou d'exploitation justifient qu'un permis exclusif pour une aire donnée soit accordé au détenteur du permis exclusif d'exploration ou d'exploitation pour une aire contiguë qui en fait la demande. Les détenteurs de permis exclusif d'exploration ou d'exploitation, de concessions de mines ou de permis de recherche et d'exploitation de pétrole et de gaz combustibles en cours de validité pour toute autre aire contiguë sont alors informés par le Gouvernement ou son délégué afin qu'ils puissent, dans les 120 jours de la réception de cette information, présenter également une demande.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1er, il n'y a pas de mise en concurrence lorsqu'un permis exclusif d'exploitation est sollicité par le titulaire du permis exclusif d'exploration visant les mêmes ressources, pour autant que la demande ait fait l'objet:

- soit d'une décision du fonctionnaire du sous-sol déclarant le caractère complet et recevable de la demande au sens de l'article D.VI.18 rendue avant l'expiration du permis exclusif d'exploration;
- soit d'une décision du fonctionnaire du sous-sol déclarant le caractère incomplet de la demande au sens de l'article D.VI.8 rendue avant l'expiration du permis exclusif d'exploration, pour autant que le demandeur ait communiqué les compléments d'information avant l'expiration du terme octroyé par la décision du fonctionnaire du sous-sol ;

Dans ce cas, toute demande de permis exclusif d'exploitation introduite par un tiers est déclarée irrecevable et le permis exclusif d'exploration est prorogé jusqu'à la décision du Gouvernement statuant sur la demande de permis exclusif d'exploitation.

Art. D.VI.14. La demande de permis est adressée au fonctionnaire du sous-sol. Le Gouvernement arrête les modalités et les conditions de l'introduction de la demande de permis.

CHAPITRE II.- CONTENU DES DEMANDES DE PERMIS EXCLUSIFS D'EXPLORATION ET D'EXPLOITATION

Art. D.VI.15. Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de la demande de permis exclusif d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol, ainsi que le nombre d'exemplaires qui doivent être introduits, l'échelle et le contenu des différents plans qui doivent être joints.

Die von der Regierung festgelegten Verweise auf die Bedingungen und Mindestanforderungen für die Ausübung und Beendigung der betreffenden Aktivitäten sind der Stellungnahme beigefügt. Die Regierung kann andere objektive und nichtdiskriminierende Kriterien für die Bewertung der Nachfrage festlegen.

§ 2. Die Regierung oder ihr Stellvertreter kann beschließen, das in Absatz 1 genannte Verfahren nicht anzuwenden, wenn geologische oder betriebliche Erwägungen es rechtfertigen, dem Inhaber der ausschließlichen Explorationsgenehmigung oder einer ausschließlichen Explorationsgenehmigung eine ausschließliche Genehmigung für ein bestimmtes Gebiet zu erteilen für einen angrenzenden Bereich, der es verlangt. Inhaber von ausschließlichen Explorations- oder Verwertungsgenehmigungen, Bergbaugenehmigungen oder gültigen Explorations- und Verwertungsgenehmigungen für Erdöl und brennbare Gase für jedes andere angrenzende Gebiet werden dann von der Regierung oder ihrem Delegierten informiert damit sie innerhalb von 120 Tagen nach Erhalt dieser Informationen auch einen Antrag stellen können.

§ 3. Abweichend von Absatz 1 findet kein Aufruf zum Wettbewerb statt, wenn der Inhaber der ausschließlichen Explorationslizenz für dieselbe Ressource eine ausschließliche Nutzungslizenz beantragt, sofern der Antrag gestellt wurde Thema:

- eine Entscheidung des Untergrundbeamten, in der die Vollständigkeit und die Wahrnehmbarkeit des Antrags im Sinne des Artikels D.VI.18 vor Ablauf der ausschließlichen Explorationsgenehmigung erklärt werden;
- entweder eine Entscheidung des Untergrundbeamten, mit der der Antrag vor Ablauf der Exklusiv-Explorationslizenz für unvollständig im Sinne von Artikel D.VI.8 ausgestellt wurde, vorausgesetzt, der Antragsteller hat die zusätzliche Informationen vor Ablauf der durch die Entscheidung des Untergrundbeamten gewährten Frist;

In diesem Fall wird ein von einem Dritten eingereichter Antrag auf ausschließliche Verwertungsgenehmigung für unzulässig erklärt und die ausschließliche Explorationslizenz verlängert, bis die Entscheidung der Regierung über den Antrag auf ausschließliche Verwertungserlaubnis entschieden hat.

Art. D.VI.14. Der Genehmigungsantrag wird an den Untergrundverantwortlichen gesendet. Die Regierung legt die Bedingungen für die Einführung des Genehmigungsantrags fest.

KAPITEL II.- INHALT VON ANTRÄGEN FÜR EXKLUSIVE EXPLORATIONS- UND EXPLOITATIONSERLAUBNISSE

Art. D.VI.15. Die Regierung legt Form und Inhalt des Antrags für eine ausschließliche Lizenz zur Erkundung und Nutzung der Ressourcen des Untergrunds sowie die Anzahl der einzubringenden Exemplare, den Umfang und den Inhalt der verschiedenen Pläne fest muss verbunden werden.

La demande doit notamment permettre de déterminer :

1° l'identité précise du ou des demandeur(s), son éventuelle appartenance à un groupe économique et les liens d'interdépendance entre le ou les demandeur(s) et le groupe ;

2° le type de permis sollicité;

3° la ou les aires géographiques faisant ou pouvant faire, en tout ou en partie, l'objet d'une demande ;

4° l'objet de la demande incluant les ressources et substances visées;

5° les critères objectifs et non discriminatoires sur la base desquels la demande sera appréciée, à savoir :

a) les capacités techniques et financières des demandeurs pour entreprendre et conduire les travaux, ainsi que pour s'acquitter des charges résultant de l'octroi du permis;

b) la manière dont ils comptent procéder à l'exploration ou à l'exploitation de l'aire géographique en question;

c) la qualité des études préalables réalisées pour la définition du programme de travaux;

d) les mesures de postgestion que le demandeur envisage de mettre en œuvre au terme du permis exclusif ;

e) l'efficacité et la compétence dont les demandeurs ont fait preuve à l'occasion d'éventuelles autres autorisations, particulièrement en ce qui concerne la protection de l'environnement;

f) l'éventuelle proximité d'une zone déjà explorée ou exploitée par les demandeurs;

g) les répercussions positives envisagées pour le développement de la Région et des activités technologiques sur son territoire.

Art. D.VI.16. La demande comporte un rapport sur les incidences environnementales conforme aux dispositions du Livre Ier du Code de l'Environnement et, le cas échéant, tous documents requis concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

Par dérogation à l'article D.56, § 4, du Livre Ier du Code de l'Environnement, le Gouvernement fixe par voie réglementaire, sur avis du Conseil du sous-sol, du Pôle Environnement, des communes et de toute autre instance qu'il juge utile de consulter, l'ampleur et le degré de précision des informations que le rapport sur les incidences environnementales doit contenir, pour chaque type de demande de permis exclusif, outre le contenu minimal visé à l'article D.56, § 3, du Livre Ier du Code de l'Environnement.

Der Antrag muss insbesondere die Feststellung ermöglichen:

1° die genaue Identität des Antragstellers / der Antragsteller, seine mögliche Mitgliedschaft in einer Wirtschaftsgruppe und die gegenseitige Abhängigkeit zwischen dem Antragsteller / den Antragstellern und der Gruppe;

2° die beantragte Lizenz;

3° das geografische Gebiet oder die Gebiete, in denen ein Antrag ganz oder teilweise erstellt werden kann oder kann;

4° den Gegenstand des Antrags einschließlich der betreffenden Ressourcen und Stoffe;

5° die objektiven und nichtdiskriminierenden Kriterien, anhand deren der Antrag bewertet wird, nämlich:

a) die technische und finanzielle Fähigkeit der Antragsteller, die Arbeiten durchzuführen und durchzuführen sowie die Kosten zu zahlen, die sich aus der Erteilung der Genehmigung ergeben;

b) die Art und Weise, in der sie das betreffende geografische Gebiet erkunden oder ausbeuten wollen;

c) die Qualität der für die Festlegung des Arbeitsprogramms durchgeführten Vorstudien;

d) die Maßnahmen nach dem Management, die der Antragsteller nach der ausschließlichen Genehmigung umzusetzen beabsichtigt;

e) die Wirksamkeit und Kompetenz der Antragsteller in Bezug auf andere Genehmigungen, insbesondere im Hinblick auf den Umweltschutz;

f) die mögliche Nähe eines Gebietes, das von den Antragstellern bereits erkundet oder genutzt wurde;

g) die erwarteten positiven Auswirkungen auf die Entwicklung der Region und die technologischen Aktivitäten in ihrem Gebiet.

Art. D.VI.16. Der Antrag enthält einen Umweltverträglichkeitsbericht gemäß den Bestimmungen von Buch I des Umweltgesetzbuchs und gegebenenfalls aller erforderlichen Dokumente zur Beherrschung von Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen.

Abweichend von Artikel D.56 § 4 des Buches I des Umweltgesetzbuches setzt die Regierung auf Anordnung des Untergrundrates, des Umweltministeriums, der Kommunen und anderer Stellen eine Verordnung durch dass es sinnvoll erscheint, den Umfang und die Genauigkeit der Informationen zu prüfen, die der Umweltverträglichkeitsbericht enthalten muss, und zwar für jede Art von Antrag auf ausschließliche Genehmigung zusätzlich zu dem in Artikel D.56 genannten Mindestinhalt; § 3 des Buches I des Umweltgesetzbuches.

CHAPITRE III.- INSTRUCTION DES DEMANDES DE PERMIS EXCLUSIFS D'EXPLORATION ET D'EXPLOITATION

Art. D.VI.17. § 1er. La demande est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis par ou en vertu des articles D.VI.15 et D.VI.16. § 2. La demande est irrecevable si : 1° elle a été introduite en violation des articles D.VI.14 à D.VI.16; 2° elle est jugée incomplète à deux reprises; 3° le demandeur ne fournit pas les compléments dans le délai visé à l'article D.VI.18, §2.

Art. D.VI.18. § 1er. Le fonctionnaire du sous-sol statue sur le caractère complet et recevable de la demande et envoie au demandeur la décision, dans un délai de trente jours à dater du jour où il reçoit la demande.

Si la demande est incomplète, le fonctionnaire du sous-sol envoie au demandeur la liste des documents manquants et précise que la procédure recommence à dater de leur réception.

§ 2. Le demandeur envoie au fonctionnaire du sous-sol les compléments demandés dans un délai de 60 jours à dater de l'envoi de la demande de compléments. Si le demandeur n'a pas envoyé les compléments demandés dans le délai prescrit, le fonctionnaire du sous-sol déclare la demande irrecevable. Les compléments sont fournis en autant d'exemplaires que la demande de permis initiale en compte.

§ 3. Dans les trente jours à dater de la réception des compléments par le fonctionnaire du sous-sol, celui-ci envoie au demandeur la décision sur le caractère complet et recevable de la demande. Si le fonctionnaire du sous-sol estime une seconde fois que la demande est incomplète, il la déclare irrecevable.

§ 4. Si la demande est irrecevable, le fonctionnaire du sous-sol informe le demandeur, dans les conditions et délais visés aux §§ 1er et 3.

Art. D.VI.19. §1er. Dans la décision par laquelle le fonctionnaire du sous-sol déclare la demande complète et recevable, celui-ci désigne les instances à consulter et les communes dont le territoire est sis dans le périmètre visé par la demande.

§ 2. Pour les demandes de permis exclusifs relatifs à l'exploration et l'exploitation des gîtes de géothermie profonde, le Pôle Energie est obligatoirement consulté.

§ 3. Le Gouvernement peut désigner les autres instances dont la consultation est obligatoire.

KAPITEL III - ANFORDERUNGEN AN EXKLUSIVE EXPLORATIONS- UND BETRIEBSERLAUBNISSE

Art. D.VI.17. § 1. Der Antrag ist unvollständig, wenn Informationen oder Unterlagen fehlen, die von oder nach den Abschnitten D.VI.15 und D.VI.16 gefordert werden. § 2. Die Klage ist unzulässig, wenn: 1 ° gegen die Artikel D.VI.14 bis D.VI.16 verstoßen wurde; 2 ° wird zweimal als unvollständig betrachtet; (3) der Antragsteller legt die Ergänzungen nicht innerhalb der in Artikel D.VI.18, §2 genannten Frist vor.

Art. D.VI.18. § 1. Der Untergrundbeauftragte entscheidet über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags und sendet dem Antragsteller die Entscheidung innerhalb von dreißig Tagen nach Erhalt des Antrags.

Wenn der Antrag unvollständig ist, sendet der Untergrundbeamte dem Antragsteller die Liste der fehlenden Dokumente und legt fest, dass das Verfahren ab dem Datum des Eingangs erneut beginnt.

§ 2. Der Antragsteller sendet die erbetenen Ergänzungen innerhalb von 60 Tagen nach Absenden des Ersuchens um zusätzliche Informationen an den Untergrundbeamten. Wenn der Antragsteller die beantragten Ergänzungen nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist übermittelt hat, erklärt der Untergrundbeamte den Antrag für unzulässig. Ergänzungen werden in so vielen Exemplaren zur Verfügung gestellt wie der ursprüngliche Genehmigungsantrag.

§ 3. Innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der Ergänzungen beim Untergrundbeamten schickt dieser dem Antragsteller die Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags. Wenn der Kellerbeamte ein zweites Mal der Ansicht ist, dass der Antrag unvollständig ist, erklärt er ihn für unzulässig.

§ 4. Wenn der Antrag unzulässig ist, unterrichtet der Untergrundbeamte den Antragsteller unter den in den §§ 1 und 3 genannten Bedingungen und innerhalb der Fristen.

Art. D.VI.19. §1. In der Entscheidung, mit der der Untergrundbeamte den Antrag für vollständig und zulässig erklärt, werden die zu konsultierenden Stellen und die Gemeinden, deren Gebiet in den Geltungsbereich des Antrags fällt, bestimmt.

§ 2. Für Anträge auf Erteilung ausschließlicher Genehmigungen im Zusammenhang mit der Exploration und Nutzung von tiefen geothermischen Lagerstätten muss der Energiesektor konsultiert werden.

§ 3. Die Regierung kann die anderen Stellen benennen, deren Konsultation obligatorisch ist.

Art. D.VI.20. Si le fonctionnaire du sous-sol n'a pas envoyé au demandeur la décision visée à l'article D.VI.18, § 1er, ou celle visée à l'article D.VI.18, § 3, la demande est considérée comme recevable, au terme des délais prévus par ces dispositions. La procédure est poursuivie.

Art. D.VI.21. [Tout projet faisant l'objet d'une demande de permis exclusif d'exploration ou d'exploitation des ressources du sous-sol est soumis à une enquête publique conformément aux dispositions du Livre Ier du Code de l'Environnement.

Art. D.VI.22. A la clôture de l'enquête publique, le ou les demandeur(s) dispose(nt) d'un délai de trente jours pour prendre connaissance du dossier d'enquête publique et répondre aux observations.

Passé ce délai, la commune communique dans les huit jours le dossier au fonctionnaire du sous-sol.

Art. D.VI.23. Le jour où il atteste du caractère complet et recevable de la ou des demande(s) conformément à l'article D.VI.18, § 1er, ou à l'expiration du délai prévu à l'article D.VI.18, § 3, le fonctionnaire du sous-sol envoie une copie du ou des dossier(s) de demande ainsi que ses compléments éventuels pour avis aux instances d'avis désignées et aux communes concernées.

Ces instances et communes envoient leur avis dans un délai de cent-vingt jours à dater de leur saisine par fonctionnaire du sous-sol.

Les instances d'avis peuvent proroger leur délai, sur décision motivée, une seule fois et au maximum de trente jours.

Passé ce délai, les avis sont réputés favorables par défaut.

Art. D.VI.24. § 1er. Sur la base des avis recueillis ou à l'expiration du délai visé à l'article précédent, le fonctionnaire du sous-sol établit dans un délai de centvingt jours un projet de rapport de synthèse qui contient une proposition de décision désignant, en cas de pluralité de demandes, la demande retenue et comprenant, le cas échéant, des conditions particulières.

Dans l'hypothèse visée à l'article D.VI.23, § 1er, alinéa 4, le délai imparti au fonctionnaire du sous-sol pour envoyer son projet de rapport de synthèse est prorogé d'un délai identique à celui fixé pour les instances d'avis et les communes.

Le projet de rapport de synthèse mentionne et prend en compte:

1° les résultats de l'enquête publique et les avis recueillis en cours de procédure;

2° la manière dont les incidences environnementales ont été intégrées dans la demande, ainsi que l'exposé des principales mesures de suivi des incidences non négligeables qui pourront être réalisées par le titulaire du permis exclusif;

Art. D.VI.20. Wenn der Untergrundbeamte dem Antragsteller nicht die in Artikel D.VI.18 Absatz 1 genannte Entscheidung oder die in Artikel D.VI.18 Absatz 3 genannte Entscheidung übermittelt hat, wird der Antrag geprüft soweit zulässig, nach Ablauf der in diesen Bestimmungen vorgesehenen Fristen. Das Verfahren wird fortgesetzt.

Art. D.VI.21. [Jedes Projekt, für das eine Exklusivlizenz beantragt wird, um die Ressourcen des Baugrundes zu erforschen oder zu nutzen, wird gemäß den Bestimmungen von Buch I des Umweltgesetzbuchs öffentlich abgefragt.

Art. D.VI.22. Am Ende der öffentlichen Untersuchung haben die Antragsteller dreißig (30) Tage Zeit, um die Akte der öffentlichen Untersuchung zur Kenntnis zu nehmen und auf die Bemerkungen zu antworten.

Nach dieser Frist teilt die Gemeinde die Akte dem Untergrundbeamten innerhalb von acht Tagen mit.

Art. D.VI.23. Der Tag, an dem er bescheinigt, dass der Antrag bzw. die Anträge gemäß Artikel D.VI.18 § 1 oder am Ende der in Artikel D.VI.18 vorgesehenen Frist vollständig und zulässig sind, § 3: Der Untergrundbeamte sendet eine Kopie der Antragsdatei (en) sowie zusätzliche Informationen zur Stellungnahme an die benannten Meldestellen und die betroffenen Gemeinden.

Diese Gremien und Gemeinden senden ihre Stellungnahme innerhalb von einhundertzwanzig Tagen nach ihrer Befassung durch einen Untergrundbeamten.

Mitteilungen können ihre Zeit nur einmal und höchstens dreißig Tage durch begründete Entscheidung verlängern.

Nach dieser Zeit gelten Benachrichtigungen als günstig.

Art. D.VI.24. § 1. Auf der Grundlage der eingegangenen Stellungnahmen oder am Ende der in dem vorhergehenden Artikel genannten Frist erstellt der Untergrundbeamte innerhalb von 120 Tagen einen Entwurf eines zusammenfassenden Berichts, der einen Vorschlag für eine Entscheidung enthält, in der er benannt wird Vielzahl von Bewerbungen, die erfolgreiche Bewerbung und gegebenenfalls auch besondere Bedingungen.

In dem in Artikel D.VI.23, § 1, Absatz 4 genannten Fall verlängert sich die Zeit, die dem Unteroffizier für die Übersendung seines Entwurfs eines zusammenfassenden Berichts eingeräumt wird, um den gleichen Betrag wie Behörden und Gemeinden.

Der Entwurf des zusammenfassenden Berichts erwähnt und berücksichtigt:

1 ° die Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung und die während des Verfahrens eingeholten Meinungen;

2° die Art und Weise, in der die Umweltauswirkungen in den Antrag einbezogen wurden, sowie die wichtigsten Maßnahmen zur Überwachung der erheblichen Auswirkungen, die der Inhaber der ausschließlichen Genehmigung vornehmen kann;

3° tous les éléments permettant d'apprécier les facultés financières et techniques du ou des demandeurs, ainsi que la manière dont ils comptent procéder à l'exploration ou à l'exploitation de l'aire géographique qui fait l'objet de la demande ;

4° tout manque d'efficacité et de responsabilité dont les demandeurs ont fait preuve dans le cadre d'activités réalisées au titre d'autorisations précédentes. Une évaluation des demandes, basée notamment sur les critères objectifs et non discriminatoires visés à D.VI.13, § 1er, alinéa 3, 4°, est proposée par le fonctionnaire du sous-sol.

§2. Le dossier comportant le projet de rapport de synthèse est soumis au Conseil du sous-sol, lequel rend son avis dans un délai de soixante jours à dater de réception de la demande du fonctionnaire du sous-sol.

Le Conseil du sous-sol peut proroger son délai, sur décision motivée, une seule fois et au maximum de vingt jours.

Passé ce délai, l'avis est réputé favorable par défaut.

§3. Dans les trente jours de la réception de l'avis du Conseil du sous-sol, le fonctionnaire du sous-sol transmet son rapport de synthèse au Gouvernement ou son délégué et au(x) demandeur(s).

Le délai visé à l'alinéa 1er peut être prorogé sur décision du fonctionnaire du sous-sol. La durée de la prorogation ne peut pas excéder trente jours. Cette décision est envoyée au(x) demandeur(s) dans le délai visé au § 1er.

Art. D.VI.25. § 1er. Si le rapport de synthèse n'a pas été envoyé dans le délai imparti, le Gouvernement ou son délégué poursuit la procédure en tenant compte de l'ensemble du dossier et de toute autre information à sa disposition. § 2. Si le Conseil du sous-sol n'a pas été consulté par le fonctionnaire du sous-sol en vertu de l'article D.VI.24, le Gouvernement ou son délégué sollicite son avis dans les 15 jours. Le Conseil du sous-sol rend son avis dans un délai de soixante jours à dater de réception de la demande du Gouvernement ou son délégué. Le Conseil du sous-sol peut proroger son délai, sur décision motivée, une seule fois et au maximum de vingt jours. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable par défaut. § 3. Dans le cas de demandes relatives à un permis exclusif d'exploitation des hydrocarbures et de gaz combustibles, le Gouvernement envoie le dossier pour avis à la Commission européenne.

Art. D.VI.26. §1er. Le Gouvernement ou son délégué notifie sa décision dans un délai de soixante jours:

3° alle Faktoren, anhand deren die finanziellen und technischen Fähigkeiten des oder der Antragsteller beurteilt werden können, sowie die Art und Weise, in der sie beabsichtigen, das von dem Antrag abgedeckte geografische Gebiet zu erkunden oder zu nutzen;

4° jeglicher Mangel an Effizienz und Verantwortung, den die Antragsteller im Rahmen von Tätigkeiten nachgewiesen haben, die im Rahmen früherer Genehmigungen durchgeführt wurden. Eine Bewertung der Anträge, die sich insbesondere auf die in D.VI.13 § 1 Absatz 3 Ziffer 4 genannten objektiven und nichtdiskriminierenden Kriterien stützt, wird vom Untergrundbeamten vorgeschlagen.

§2. Die Akte mit dem Entwurf des zusammenfassenden Berichts wird dem Subsoil Council vorgelegt, der innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang des Antrags des Teilfonds sein Gutachten abgibt.

Der Untergrundrat kann seine Frist durch begründeten Beschluss nur einmal und höchstens zwanzig Tage verlängern.

Nach dieser Frist gilt die Kündigung als günstig.

§3. Innerhalb von dreißig Tagen nach Erhalt der Stellungnahme des Untergrundrates übermittelt der Untergrundbeamte seinen zusammenfassenden Bericht der Regierung oder seinem Delegierten und dem / den Antragstellern.

Die in Absatz 1 genannte Frist kann durch Beschluss des Untergrundbeamten verlängert werden. Die Dauer der Verlängerung darf dreißig Tage nicht überschreiten. Diese Entscheidung ist innerhalb der in § 1 genannten Frist an den Antragsteller zu richten.

Art. D.VI.25. § 1. Wenn der zusammenfassende Bericht nicht fristgerecht übermittelt wurde, setzt die Regierung oder ihr Stellvertreter das Verfahren unter Berücksichtigung der gesamten Akte und aller ihr zur Verfügung stehenden Informationen fort.

§ 2. Wenn der Untergrundbeamte den Untergrundbeamten nicht gemäß Artikel D.VI.24 konsultiert hat, holt die Regierung oder ihr Delegierter innerhalb von 15 Tagen ihre Stellungnahme ein.

Der Untergrundrat gibt seine Stellungnahme innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang des Ersuchens der Regierung oder seines Delegierten ab.

Der Untergrundrat kann seine Frist durch begründeten Beschluss nur einmal und höchstens zwanzig Tage verlängern. Nach dieser Frist gilt die Kündigung als günstig.

§ 3. Bei Anträgen auf ausschließliche Genehmigung zur Nutzung von Kohlenwasserstoffen und brennbaren Gasen sendet die Regierung das Dossier zur Stellungnahme an die Europäische Kommission.

Art. D.VI.26. §1. Die Regierung oder ihr Delegierter unterrichtet ihre Entscheidung innerhalb von sechzig Tagen:

1° à dater de la réception de l'avis de la Commission européenne, ou de la décision de la Commission de ne pas émettre d'avis, dans le cas visé à l'article D.VI.25, §3 ;

2° à dater de la réception du rapport de synthèse ;

3° à dater de l'expiration du délai visé à l'article D.VI.25, §2, si le rapport de synthèse n'a pas été envoyé dans le délai imparti lorsque le fonctionnaire du sous-sol a consulté le Conseil du sous-sol;

4° à dater de la réception de l'avis du Conseil du sous-sol dans l'hypothèse où le rapport de synthèse n'a pas été envoyé dans le délai imparti et où le Gouvernement consulte le Conseil du sous-sol ;

5° à dater de l'expiration du délai imparti au Conseil du sous-sol dans l'hypothèse où le rapport de synthèse n'a pas été envoyé dans le délai imparti, où le Gouvernement ou son délégué doit consulter le Conseil du sous-sol et où le Conseil du sous-sol n'a pas remis son avis dans le délai imparti.

§ 2. La décision du Gouvernement ou son délégué est notifiée au demandeur et aux communes dont le territoire est concerné par la décision ainsi que, par pli ordinaire, au fonctionnaire du sous-sol, au fonctionnaire technique, au fonctionnaire délégué et au fonctionnaire chargé de la surveillance, ainsi qu'à chaque instance consultée.

§ 3. En cas d'absence de décision du Gouvernement ou son délégué dans le délai visé au § 1er, la décision est censée être arrêtée aux conditions du rapport de synthèse visé à l'article D.VI.24, § 3, dans le cas où le rapport de synthèse, envoyé dans le délai visé à l'article D.VI.24, § 3, conclut à l'octroi du permis exclusif.

Si le rapport de synthèse est défavorable ou n'a pas été envoyé dans le délai visé à l'article D.VI.24, § 3, le demandeur peut adresser au Gouvernement ou son délégué une lettre de rappel dans un délai d'un an à dater de la réception du rapport de synthèse ou du délai imparti pour rendre celui-ci.

En cas d'absence de lettre de rappel dans l'année, le demandeur est censé renoncer à sa demande. En cas d'absence de décision du Gouvernement ou son délégué dans les 60 jours de la réception de la lettre de rappel, le permis est réputé refusé.

Art. D.VI.27. Lorsqu'une demande de permis exclusif a fait l'objet de demandes en concurrence, la décision octroyant le permis à l'un des demandeurs prononce, en même temps, le rejet des autres demandes sur la surface comprise à l'intérieur du périmètre du permis.

La décision est notifiée aux demandeurs non retenus simultanément à l'envoi au bénéficiaire.

La décision par laquelle le Gouvernement décide de ne pas octroyer le permis est notifiée simultanément à tous les demandeurs.

1 ° nach Erhalt der Stellungnahme der Europäischen Kommission oder der Entscheidung der Kommission, keine Stellungnahme abzugeben, in dem in Artikel D.VI.25, §3 genannten Fall;

2 ° ab dem Tag des Eingangs des zusammenfassenden Berichts;

3 ° nach Ablauf der in Artikel D.VI.25, §2 genannten Frist, wenn der zusammenfassende Bericht nicht innerhalb der gesetzten Frist übermittelt wurde, als der Untergrundbeamte den Rat konsultierte Keller;

4. ab dem Zeitpunkt des Eingangs der Stellungnahme des Basement Council für den Fall, dass der zusammenfassende Bericht nicht fristgerecht übermittelt wurde und die Regierung den Untergrundrat konsultiert;

5 ° ab Ablauf der für den Subsoil Council gesetzten Frist, falls der zusammenfassende Bericht nicht innerhalb der vorgegebenen Frist übermittelt wurde, in der die Regierung oder ihr Delegierter den Rat des Unterausschusses konsultieren muss. und wo der Rat des Untergrundes seine Stellungnahme nicht innerhalb der vorgegebenen Zeit abgegeben hat.

§ 2. Die Entscheidung der Regierung oder ihres Vertreters wird dem Antragsteller und den Gemeinden, deren Gebiet von der Entscheidung betroffen ist, sowie dem ordentlichen Untergrundbeamten, dem technischen Offizier, dem beauftragten Beamten und dem zuständigen Beamten mitgeteilt. Überwachung und jeder konsultierten Behörde.

§ 3 Wenn innerhalb der in § 1 genannten Frist keine Entscheidung der Regierung oder ihres Stellvertreters vorliegt, gilt die Entscheidung nach Maßgabe des zusammenfassenden Berichts gemäß Artikel D.VI.24 der Fall, dass der zusammenfassende Bericht, der innerhalb der in Artikel D.VI.24 § 3 genannten Frist versandt wird, zu dem Schluss kommt, dass die ausschließliche Genehmigung erteilt wurde.

Wenn der zusammenfassende Bericht ungünstig ist oder nicht innerhalb der in Artikel D.VI.24, § 3 genannten Frist übermittelt wurde, kann der Antragsteller innerhalb einer Frist von einem Jahr an die Regierung oder seinen Bevollmächtigten ein Schreiben richten ab dem Tag des Eingangs des zusammenfassenden Berichts oder der Frist für die Erstellung.

In Ermangelung eines Erinnerungsschreibens innerhalb des Jahres soll der Antragsteller auf seinen Antrag verzichten. Wenn innerhalb von 60 Tagen nach Erhalt des Mahnschreibens keine Entscheidung der Regierung oder ihres Delegierten vorliegt, gilt die Genehmigung als abgelehnt.

Art. D.VI.27. Wenn ein Antrag auf ausschließliche Genehmigung Gegenstand konkurrierender Anträge war, muss die Entscheidung, mit der einem der Antragsteller die Genehmigung erteilt wird, gleichzeitig die anderen Anträge auf der Oberfläche innerhalb des Umfangs des Antrags ablehnen. ermöglichen.

Die Entscheidung wird erfolglosen Antragstellern gleichzeitig mit der Absendung an den Begünstigten mitgeteilt.

Die Entscheidung, mit der die Regierung beschließt, die Genehmigung nicht zu erteilen, wird allen Antragstellern gleichzeitig mitgeteilt.

Art. D.VI.28. § 1er. L'arrêté du Gouvernement statuant sur la demande de permis exclusif est accompagné d'une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans la décision, et dont le rapport sur les incidences environnementales et les avis émis ont été pris en considération, ainsi que les raisons du choix du plan ou du programme tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

§ 2. L'arrêté du Gouvernement et la déclaration environnementale sont publiés au Moniteur belge.

CHAPITRE IV.- REGISTRES ET INFORMATION ENVIRONNEMENTALE

Art. D.VI.29. § 1er. Le Gouvernement ou son délégué met en place et tient un registre des permis exclusifs d'exploration et des permis exclusifs d'exploitation des ressources du sous-sol accordés, cédés ou retirés.

Le Gouvernement détermine les modalités d'accès du public au registre.

§ 2. Les informations environnementales relatives aux permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol sont mises à la disposition du public conformément au Livre Ier du Code de l'Environnement.

TITRE IV.- CONTENU ET EFFETS DES PERMIS EXCLUSIFS D'EXPLORATION ET D'EXPLOITATION DES RESSOURCES DU SOUSSOL

CHAPITRE IER.- CONTENU ET EFFETS DU PERMIS EXCLUSIF D'EXPLORATION DES RESSOURCES DU SOUS-SOL

Section 1ère.- Contenu du permis exclusif d'exploration des ressources du sous-sol

Art. D.VI.30. § 1er. Le permis exclusif d'exploration contient au minimum :

- 1° le nom et l'adresse du titulaire du permis exclusif;
- 2° la ou les ressources visées par le permis exclusif ;
- 3° la durée de validité du permis et la date de sa délivrance;
- 4° le périmètre, et le cas échéant le volume, couverts par le permis exclusif ;

Art. D.VI.28. § 1. Der Entscheidung des Regierungsbeschlusses über den Antrag auf ausschließliche Genehmigung ist eine Umwelterklärung beigefügt, in der zusammengefasst ist, wie die Umweltaspekte in die Entscheidung einbezogen wurden und deren Bericht über die Umweltauswirkungen und die abgegebenen Stellungnahmen berücksichtigt wurden, sowie die Gründe für die Wahl des angenommenen Plans oder Programms, wobei andere vernünftige Alternativen in Betracht gezogen werden.

§ 2. Der Regierungsbeschluss und die Umwelterklärung werden im Moniteur belge veröffentlicht.

KAPITEL IV.- REGISTRIERUNGEN UND UMWELTINFORMATIONEN

Art. D.VI.29. § 1. Die Regierung oder ihr Bevollmächtigter führt ein Register mit ausschließlichen Explorationsgenehmigungen und ausschließlichen Lizenzen zur Nutzung der gewährten, übertragenen oder abgezogenen Untergrundressourcen und führt ein Register.

Die Regierung legt die Modalitäten für den Zugang der Öffentlichkeit zum Register fest.

§ 2. Umweltinformationen in Bezug auf ausschließliche Lizenzen zur Erkundung und Nutzung unterirdischer Ressourcen werden der Öffentlichkeit gemäß Buch I des Umweltgesetzbuches zur Verfügung gestellt.

TITEL IV.- INHALT UND AUSWIRKUNGEN VON EXKLUSIVEN EXPLORATIONS- UND EXPLOITATIONSERLAUBNISSEN VON SOUSSOL-RESSOURCEN

KAPITEL I - INHALT UND AUSWIRKUNGEN DER AUSSCHLIESSLICHEN ERLAUBNIS VON BASIS-RESSOURCEN

Abschnitt 1 - Inhalt der Exklusiv-Explorationslizenz für Ressourcen unter der Oberfläche

Art. D.VI.30. § 1. Die ausschließliche Explorationsgenehmigung enthält mindestens:

- 1° Name und Anschrift des Inhabers der ausschließlichen Genehmigung;
- 2° die von der ausschließlichen Genehmigung abgedeckten Ressourcen oder Ressourcen;
- 3° die Gültigkeitsdauer der Genehmigung und das Datum ihrer Erteilung;
- 4° der Umfang und gegebenenfalls das Volumen, für das die ausschließliche Genehmigung gilt;

5° le programme général des recherches;

6° la manière dont les incidences environnementales ont été intégrées dans la décision;

7° l'exposé des principales mesures de suivi des incidences non négligeables qui devront être réalisées par le titulaire du permis exclusif;

8° les conditions particulières de mise en œuvre du permis exclusif;

9° les informations à fournir périodiquement au Gouvernement ou son délégué;

10° les dépenses minimales à engager et leur indexation éventuelle;

11° le montant de la contribution du titulaire du permis exclusif au Fonds commun de garantie pour la réparation des dommages liés à l'exploitation des ressources du sous-sol visé à l'article D.IX.4;

12° un plan de postgestion, conformément à l'article D.VIII.5, ainsi que le montant de la sûreté y relative.

§ 2. Le Gouvernement peut fixer des mentions supplémentaires devant figurer dans le permis exclusif d'exploration.

Section 2.- Effets du permis exclusif d'exploration des ressources du sous-sol

Art. D.VI.31. § 1er. Le permis exclusif d'exploration confère, sans préjudice de l'obtention d'un permis d'environnement pour les activités et installations y relatives, l'exclusivité de prospecter, dans un périmètre ou un volume déterminé, les ressources du sous-sol qu'il énumère.

§ 2. Durant la période de validité d'un permis d'exploration, aucune autre activité ou acte incompatible avec l'objet du permis d'exploration ne peut être autorisé en vertu du présent Code ou en application d'une autre police administrative.

§ 3. Le permis d'exploration ne peut être délivré lorsque les activités y afférentes sont incompatibles avec d'autres activités ou installations autorisées en application d'une autre police administrative.

Art. D.VI.32. Sous réserve des obligations générales des titulaires de permis exclusifs et les conditions particulières du permis, tout titulaire d'un permis exclusif d'exploration a le droit de disposer des produits de l'exploration, mais seulement après constat par le fonctionnaire du sous-sol et pour autant que les activités et installations d'exploitation proprement dites soient autorisées et exécutées conformément aux dispositions du permis d'environnement ou de la déclaration.

5° das allgemeine Forschungsprogramm;

6° die Art und Weise, in der die Umweltauswirkungen in die Entscheidung einbezogen wurden;

7° eine Beschreibung der wichtigsten Maßnahmen zur Überwachung der wesentlichen Auswirkungen, die vom Inhaber der ausschließlichen Genehmigung vorzunehmen sind;

8° die besonderen Bedingungen für die Durchführung der ausschließlichen Genehmigung;

9° die Informationen, die der Regierung oder ihrem Vertreter regelmäßig zu übermitteln sind;

10° die minimal anfallenden Kosten und deren mögliche Indexierung;

11° die Höhe des Beitrags des Inhabers der ausschließlichen Genehmigung zum Gemeinsamen Garantiefonds für die Beseitigung von Schäden im Zusammenhang mit der Nutzung der in Artikel D.IX.4 genannten unterirdischen Ressourcen;

12 ° einen Post-Management-Plan gemäß Artikel D.VIII.5 sowie die Höhe des diesbezüglichen Sicherungsrechts.

§ 2. Die Regierung kann zusätzliche Angaben festlegen, die in die ausschließliche Explorationsgenehmigung aufzunehmen sind.

Abschnitt 2. Auswirkungen der exklusiven Explorationslizenz für Ressourcen unter der Oberfläche

Art. D.VI.31. § 1. Die ausschließliche Explorationsgenehmigung gewährt unbeschadet der Erlangung einer Umweltgenehmigung für die damit zusammenhängenden Tätigkeiten und Anlagen das ausschließliche Recht, innerhalb eines bestimmten Umfangs oder Volumens die Ressourcen des Untergrundes zu erkunden er zählt auf.

§ 2. Während der Gültigkeitsdauer einer Explorationsgenehmigung darf keine andere Tätigkeit oder Handlung, die mit dem Objekt der Explorationsgenehmigung unvereinbar ist, nach diesem Kodex oder gemäß einer anderen Verwaltungsrichtlinie genehmigt werden.

§ 3. Die Explorationsgenehmigung darf nicht erteilt werden, wenn die damit verbundenen Aktivitäten mit anderen Tätigkeiten oder Einrichtungen unvereinbar sind, die gemäß einer anderen Verwaltungsrichtlinie zugelassen sind.

Art. D.VI.32. Vorbehaltlich der allgemeinen Verpflichtungen der ausschließlichen Lizenzinhaber und der besonderen Lizenzbedingungen ist jeder Inhaber einer ausschließlichen Explorationslizenz berechtigt, über die Explorationsprodukte zu verfügen, jedoch nur nach Beobachtung durch den Untergrundbeamten und sofern die tatsächlichen Tätigkeiten und Betriebseinrichtungen gemäß den Bestimmungen der Umweltgenehmigung oder -erklärung genehmigt und ausgeführt werden.

Le constat porte sur l'origine des produits et les conditions de leur extraction. Le fonctionnaire du sous-sol adresse au titulaire un procès-verbal de constat dans les 30 jours de la demande qui lui en est faite.

Section 3.- Durée du permis exclusif d'exploration des ressources du sous-sol

Art. D.VI.33. Le permis exclusif d'exploration est octroyé pour une durée qui ne dépasse pas la durée nécessaire pour réaliser l'exploration, et au maximum pour sept ans. La durée de validité du permis se calcule à partir du lendemain de la notification qui en est faite au demandeur.

CHAPITRE II.- CONTENU ET EFFETS DU PERMIS EXCLUSIF D'EXPLOITATION DES RESSOURCES DU SOUS-SOL

Section 1ère.- Contenu du permis exclusif d'exploitation des ressources du sous-sol

Art. D.VI.34. § 1er. Le permis exclusif d'exploitation contient au minimum:

- 1° le nom et l'adresse du titulaire du permis exclusif;
- 2° la ou les ressources visées par le permis exclusif;
- 3° la durée de validité du permis et la date de sa délivrance;
- 4° le périmètre, et le cas échéant le volume, couverts par le permis exclusif d'exploitation;
- 5° les répercussions positives attendues du projet pour le développement de la Région et des activités technologiques sur son territoire;
- 6° le programme général d'exploitation;
- 7° la manière dont les incidences environnementales ont été intégrées dans la décision,
- 8° l'exposé des principales mesures de suivi des incidences non négligeables qui devront être réalisées par le titulaire du permis exclusif;
- 9° les conditions particulières de mise en œuvre du permis exclusif;
- 10° les informations à fournir périodiquement au Gouvernement ou son délégué;
- 11° les dépenses minimales à engager et leur indexation éventuelle;
- 12° le cas échéant, les indemnités revenant à l'inventeur, pour la découverte du gisement;

Der Bericht bezieht sich auf den Ursprung der Produkte und die Bedingungen ihrer Gewinnung. Der Untergrundbeamte schickt dem Inhaber innerhalb von 30 Tagen nach der an ihn gerichteten Aufforderung einen Bericht über die Feststellung.

Abschnitt 3.- Dauer der exklusiven Explorationslizenz für Ressourcen unter der Oberfläche

Art. D.VI.33. Die ausschließliche Explorationslizenz wird für einen Zeitraum gewährt, der die für die Durchführung der Exploration erforderliche Zeit nicht überschreitet, und für maximal sieben Jahre. Die Gültigkeitsdauer der Genehmigung wird ab dem Tag berechnet, der auf die Benachrichtigung des Antragstellers folgt.

KAPITEL II.- INHALT UND AUSWIRKUNGEN DER AUSSCHLISSLICHEN ERLAUBNIS FÜR DIE VERWENDUNG VON BASIS-RESSOURCEN

Abschnitt 1. - Inhalt der ausschließlichen Lizenz zur Nutzung der Ressourcen des Baugrundes

Art. D.VI.34. § 1. Die ausschließliche Verwertungsgenehmigung enthält mindestens:

- 1° Name und Anschrift des Inhabers der ausschließlichen Genehmigung;
- 2° die von der ausschließlichen Genehmigung abgedeckten Ressourcen oder Ressourcen;
- 3° die Gültigkeitsdauer der Genehmigung und das Datum ihrer Erteilung;
- 4° Umfang und gegebenenfalls Volumen unter der ausschließlichen Betriebserlaubnis;
- 5° die erwarteten positiven Auswirkungen des Projekts auf die Entwicklung der Region und die technologischen Aktivitäten in ihrem Hoheitsgebiet;
- 6° das allgemeine Programm der Ausbeutung;
- 7° die Art und Weise, in der die Umweltauswirkungen in die Entscheidung einbezogen wurden,
- 8° eine Beschreibung der wichtigsten Maßnahmen zur Überwachung der wesentlichen Auswirkungen, die vom Inhaber der ausschließlichen Genehmigung vorzunehmen sind;
- 9° die besonderen Bedingungen für die Durchführung der ausschließlichen Genehmigung;
- 10° die Informationen, die der Regierung oder ihrem Vertreter regelmäßig zu übermitteln sind;
- 11° die minimal anfallenden Kosten und deren mögliche Indexierung;
- 12° gegebenenfalls die Entschädigung, die dem Erfinder für die Entdeckung der Kautionszahlung zu zahlen ist;

13° le montant de la contribution du titulaire du permis exclusif au Fonds commun de garantie pour la réparation des dommages liés à l'exploitation des ressources du sous-sol visé à l'article D.IX.4 ;

12° un plan postgestion, conformément à l'article D.VIII.5, ainsi que le montant de la sûreté y relative.

§ 2. Le Gouvernement peut fixer des mentions supplémentaires devant figurer dans le permis exclusif d'exploitation des ressources du sous-sol.

Section 2.- Effets du permis exclusif d'exploitation des ressources du sous-sol

Art. D.VI.35. Le permis exclusif d'exploitation confère, sans préjudice de l'obtention d'un permis d'environnement pour les activités et installations y relatives, l'exclusivité sur l'exploitation, dans un périmètre ou un volume déterminé, des ressources du sous-sol qu'il énumère.

L'octroi d'un permis exclusif d'exploitation rend caduc le permis exclusif d'exploration, le permis de recherche de mines et le permis de recherche de pétrole et des gaz combustibles à l'intérieur du périmètre ou du volume visé par le permis exclusif d'exploitation pour les substances qui sont visées par ce dernier.

Art. D.VI.36. §1er. Sous réserve des obligations générales des titulaires de permis exclusifs et les conditions particulières du permis, tout titulaire d'un permis exclusif d'exploitation a la propriété des produits de l'exploitation visés par le permis, pour autant que les activités et installations d'exploitation proprement dites soient régulièrement autorisées.

Le titulaire du permis exclusif d'exploitation peut disposer des substances non visées par le permis exclusif dont les travaux entraînent nécessairement l'extraction, ainsi que de l'eau d'exhaure.

§ 2. Le propriétaire de la surface peut réclamer la disposition de celles des substances non concessibles qui ne sont pas utilisées à l'exploitation des ressources du sous-sol, moyennant paiement d'une indemnité correspondant aux frais normaux d'extraction.

§3. Le Gouvernement fixe le mode de calcul et le montant de la contribution annuelle due aux communes sises dans le périmètre visé par le permis exclusif d'exploitation pour l'exploitation des ressources du sous-sol.

La contribution est calculée au prorata de la superficie et en fonction de l'impact environnemental de la méthode d'exploitation utilisée.

13° die Höhe des Beitrags des Inhabers der ausschließlichen Genehmigung zum Gemeinsamen Garantiefonds für die Beseitigung von Schäden im Zusammenhang mit der Nutzung der unterirdischen Ressourcen gemäß Artikel D.IX.4;

12 ° einen Post-Management-Plan gemäß Artikel D.VIII.5 sowie die Höhe des diesbezüglichen Sicherungsrechts.

§ 2. Die Regierung kann zusätzliche Angaben festlegen, die in die ausschließliche Lizenz zur Nutzung der Ressourcen des Baugrundes aufgenommen werden.

Abschnitt 2. Auswirkungen der ausschließlichen Lizenz zur Nutzung der Ressourcen des Untergrunds

Art. D.VI.35. Die ausschließliche Nutzungsgenehmigung gewährt unbeschadet der Erlangung einer Umweltgenehmigung für die diesbezüglichen Tätigkeiten und Anlagen die ausschließliche Nutzung der innerhalb eines Umkreises oder eines bestimmten Volumens vorhandenen Ressourcen der Ressourcen Boden, den er aufzählt.

Die Erteilung einer ausschließlichen Betriebsgenehmigung macht die ausschließliche Explorationsgenehmigung, die Minensuchgenehmigung und die Erlaubnis zur Suche nach Öl und brennbaren Gasen innerhalb des von der Genehmigung abgedeckten Umfangs oder Volumens überflüssig ausschließliche Verwendung für die Substanzen, auf die letztere abzielen.

Art. D.VI.36. §1. Vorbehaltlich der allgemeinen Verpflichtungen der Inhaber der ausschließlichen Lizenz und der besonderen Lizenzbedingungen ist jeder Inhaber einer ausschließlichen Lizenz zur Ausübung des Betriebs Eigentum an den lizenzierten Produkten des Betriebs, vorausgesetzt, die Aktivitäten und Einrichtungen des Lizenznehmers Operationen selbst werden regelmäßig genehmigt.

Der Inhaber der ausschließlichen Verwertungsgenehmigung kann über die Stoffe verfügen, die nicht unter die ausschließliche Genehmigung fallen, deren Arbeit zwangsläufig die Gewinnung und das Entwässerungswasser erfordert.

§ 2. Der Eigentümer der Oberfläche kann die Verfügung über die nicht übertragbaren Stoffe, die nicht zur Nutzung der Ressourcen des Untergrundes verwendet werden, gegen Zahlung einer Entschädigung verlangen, die den normalen Gewinnungskosten entspricht.

§3. Die Regierung legt die Berechnungsmethode und die Höhe des jährlichen Beitrags fest, der sich auf die Gemeinden bezieht, die sich im Umkreis der Exklusivnutzungslizenz befinden, um die Ressourcen des Untergrunds zu nutzen.

Der Beitrag wird im Verhältnis zur Fläche und nach den Umweltauswirkungen der angewandten Verwertungsmethode berechnet.

Section 3.- Durée du permis exclusif d'exploitation des ressources du sous-sol

Art. D.VI.37. Le permis exclusif d'exploitation est octroyé pour une durée qui ne peut excéder 30 années, laquelle débute le lendemain de la notification qui est faite au demandeur.

Abschnitt 3. Dauer der ausschließlichen Lizenz zur Nutzung der Ressourcen des Baugrundes

Art. D.VI.37. Die ausschließliche Nutzungsgenehmigung wird für einen Zeitraum von höchstens 30 Jahren erteilt, der am Tag nach der Mitteilung an den Antragsteller beginnt.

**TITRE V.— CESSION, EXTENSION ET RENOUVELLEMENT DES PERMIS EXCLUSIFS
D'EXPLORATION ET D'EXPLOITATION**

**CHAPITRE IER.- CESSION DES PERMIS EXCLUSIFS D'EXPLORATION ET
D'EXPLOITATION, EXTENSION À D'AUTRES SUBSTANCES DANS LE MÊME GÎTE**

Art. D.VI.38. Moyennant autorisation accordée par le Gouvernement ou son délégué et après avis du Conseil du sous-sol, les permis exclusifs d'exploration et d'exploitation en cours de validité peuvent être: 1° cédés, totalement ou partiellement, sous quelque forme que ce soit ; 2° étendus à d'autres substances dans le même gîte et le même périmètre.

Art. D.VI.39. § 1er. Les demandes d'autorisation visées à l'article D.VI.38 sont adressées au fonctionnaire du sous-sol :

1° par le cessionnaire en cas de demande d'autorisation de cession;

2° par le titulaire du permis exclusif en cas de demande de recherche ou d'exploitation d'autres substances dans le même gîte dans le périmètre d'un permis exclusif.

§ 2. La demande d'extension contient un rapport sur les incidences environnementales au sens de l'article D.VI.16, l'exposé de la manière dont les incidences environnementales ont été intégrées dans la demande, ainsi que l'exposé des principales mesures de suivi des incidences non négligeables au sens de l'article D.VI.16.

§ 3. Le Gouvernement détermine la forme et le contenu de la demande, ainsi que le nombre d'exemplaires qui doivent être introduits, l'échelle et le contenu des différents plans qui doivent être joints.

§ 4. Dans les 60 jours de la réception du rapport sur les incidences environnementales visé au § 2, le fonctionnaire du sous-sol adresse un rapport au Conseil du sous-sol.

Le Conseil du sous-sol dispose d'un délai de 30 jours, à dater de la réception de la demande, pour rendre son avis. A défaut, celui-ci est réputé favorable.

§ 5. Le fonctionnaire du sous-sol adresse au Gouvernement ou son délégué son rapport, comprenant une proposition de décision, dans les 60 jours de la réception de l'avis du Conseil du sous-sol, ou, à défaut, à l'expiration du délai imparti au conseil du sous-sol pour rendre son avis.

§ 6. Le Gouvernement ou son délégué statue par arrêté motivé dans un délai de soixante jours à dater de la réception du rapport du fonctionnaire du sous-sol.

§ 7. Le Gouvernement détermine les obligations particulières du nouveau permis et la date d'expiration de celui-ci.

**Titel V. - Abtretung, Erweiterung und Erneuerung der ausschließlichen
Explorations- und Explorationsgenehmigungen**

**KAPITEL I - ÜBERTRAGUNG EXKLUSIVER EXPLORATIONS- UND
EXPLOITATIONSERLAUBNISSE, ERWEITERUNG VON ANDEREN STOFFEN IN EINEM
COTTAGE**

Art. D.VI.38. Vorbehaltlich der von der Regierung oder ihrem Stellvertreter erteilten Genehmigung und nach Anhörung des Untergrundrates können die derzeit geltenden ausschließlichen Lizenzen für die Exploration und Nutzung: 1 ° ganz oder teilweise in jeglicher Form übertragen werden ; 2 ° auf andere Substanzen in derselben Lagerstätte und im selben Umfang ausgedehnt.

Art. D.VI.39. § 1. Zulassungsanträge gemäß Artikel D.VI.38 werden an den U-Bahn-Beamten gerichtet:

1 ° durch den Erwerber im Falle eines Antrags auf Genehmigung der Übertragung;

2° durch den Inhaber der ausschließlichen Genehmigung im Falle eines Antrags, andere Stoffe in derselben Hinterlegung im Rahmen einer ausschließlichen Genehmigung zu suchen oder zu verwerten.

§ 2. Der Verlängerungsantrag muss einen Bericht über Umweltauswirkungen im Sinne von Artikel D.VI.16, eine Beschreibung der Art und Weise, wie die Umweltauswirkungen in den Antrag aufgenommen wurden, sowie die Erklärung von Hauptmaßnahmen zur Überwachung erheblicher Auswirkungen im Sinne von Artikel D.VI.16.

§ 3. Die Regierung bestimmt die Form und den Inhalt des Antrags sowie die Anzahl der einzuführenden Kopien, den Umfang und den Inhalt der verschiedenen Pläne, die beizufügen sind.

§ 4. Innerhalb von 60 Tagen nach Erhalt des in § 2 genannten Umweltverträglichkeitsberichts sendet der Untergrundbeamte einen Bericht an den Untergrundrat.

Der Untergrundrat hat eine Frist von 30 Tagen ab Erhalt des Antrags, um seine Stellungnahme abzugeben. Ansonsten ist es günstig.

§ 5. Der Untergrundbeamte übermittelt der Regierung oder seinem Stellvertreter seinen Bericht einschließlich eines Vorschlags für einen Beschluss innerhalb von 60 Tagen nach Erhalt der Stellungnahme des Untergrundrates oder, falls nicht, dem Ablauf der dem Rat des Untergrundes eingeräumten Zeit, um seine Stellungnahme abzugeben.

§ 6. Die Regierung oder ihr Stellvertreter hat innerhalb von sechzig Tagen nach Erhalt des Berichts des Untergrundbeamten eine begründete Entscheidung zu treffen.

§ 7. Die Regierung legt die besonderen Verpflichtungen der neuen Lizenz und deren Ablaufdatum fest.

La décision est notifiée au demandeur et publiée au Moniteur belge.

Art. D.VI.40. La décision par laquelle le Gouvernement ou son délégué autorise la cession ne prend effet qu'à partir du moment où le fonctionnaire du sous-sol reconnaît que la sûreté requise a été constituée.

CHAPITRE II.-EXTENSION ET RENOUELEMENT DES PERMIS EXCLUSIFS D'EXPLORATION ET D'EXPLOITATION

Art. D.VI.41. Les permis exclusifs d'exploration et d'exploitation peuvent être:

1° renouvelés une fois, à la demande de leur titulaire, lorsque la durée est insuffisante pour mener les recherches ou la mise à fruit;

2° étendus à un territoire contigu, pour autant que la superficie sollicitée ne dépasse pas le tiers de la superficie de la superficie visée par le permis exclusif d'exploitation, avec un maximum de 300 ha. Cette possibilité n'est valable qu'une seule fois et uniquement jusqu'à l'échéance du permis exclusif initial.

La superficie sur laquelle porte le nouveau permis peut être réduite; elle doit englober les gisements déjà reconnus par le titulaire du permis.

Art. D.VI.42. Les dispositions relatives à la demande de permis exclusif d'exploration et d'exploitation prévues aux articles D.VI.13 à D.VI.28 sont applicables à la demande de renouvellement de permis et à la demande d'extension à un territoire contigu, à l'exception de la mise en concurrence prévue à l'article D.VI.13, §1er.

Art. D.VI.43. Le Gouvernement peut déterminer une procédure de demande conjointe de renouvellement du permis exclusif et de permis d'environnement nécessaire aux activités et installations y afférentes, qui rencontre l'ensemble des garanties prévues par le présent Code.

TITRE VI. — RETRAIT ET RENONCIATION AUX PERMIS EXCLUSIFS D'EXPLORATION ET D'EXPLOITATION

Art. D.VI.44. §1er. Le titulaire d'un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation peut se voir retirer son permis exclusif dans l'un des cas suivants:

1° absence de mise en œuvre du programme général de travail dans les deux ans de la notification de l'octroi du permis;

2° absence de mise en œuvre ou mise en œuvre insuffisante du programme annuel durant deux années consécutives, notamment inactivité persistante ou activité manifestement sans rapport avec l'effort financier souscrit;

3° inobservation des obligations générales et des conditions particulières;

4° absence de paiement ou paiement insuffisant de la contribution au Fonds commun de garantie visé à l'article D.IX.4;

Die Entscheidung wird dem Antragsteller mitgeteilt und im Moniteur belge veröffentlicht.

Art. D.VI.40. Die Entscheidung, mit der die Regierung oder ihr Delegierter die Abtretung genehmigt, wird erst wirksam, wenn der Bedienstete des Baugrundes anerkennt, dass die erforderliche Sicherheit hergestellt wurde.

KAPITEL II.-VERLÄNGERUNG UND ERNEUERUNG DER EXKLUSIVEN EXPLORATIONS- UND EXPLOITATIONSERLAUBNIS

Art. D.VI.41. Ausschließliche Explorations- und Verwertungsgenehmigungen können sein:

1° auf Antrag ihres Inhabers einmal verlängert, wenn der Zeitraum nicht ausreicht, um die Forschung oder die Fruchtbarkeit durchzuführen;

2° auf ein zusammenhängendes Gebiet ausgedehnt, sofern die beantragte Fläche ein Drittel der Fläche, für die die ausschließliche Nutzungsgenehmigung gilt, mit einer Höchstgrenze von 300 ha nicht überschreitet. Diese Option ist nur einmal gültig und nur bis zum Ablauf der ursprünglichen Exklusivlizenz.

Die von der neuen Genehmigung abgedeckte Fläche kann reduziert werden. es muss Einlagen enthalten, die bereits vom Genehmigungsinhaber anerkannt wurden.

Art. D.VI.42. Die in den Abschnitten D.VI.13 bis D.VI.28 vorgesehenen Bestimmungen für den Antrag auf ausschließliche Explorations- und Verwertungslizenz gelten für den Antrag auf Erneuerung der Lizenz und für den Antrag auf Verlängerung in ein angrenzendes Gebiet, mit Ausnahme des Aufrufs zum Wettbewerb gemäß Artikel D.VI.13, §1.

Art. D.VI.43. Die Regierung kann ein gemeinsames Antragsverfahren für die Erneuerung der ausschließlichen Genehmigung und der für die damit verbundenen Tätigkeiten und Einrichtungen erforderlichen Umweltgenehmigung festlegen, das alle in diesem Kodex vorgesehenen Garantien erfüllt.

TITEL VI. - RÜCKNAHME UND VERLASSUNG EXKLUSIVER EXPLORATIONS- UND EXPLOITATIONSERLAUBNISSE

Art. D.VI.44. §1. Der Inhaber einer ausschließlichen Explorations- oder Verwertungsgenehmigung kann in einem der folgenden Fälle von seiner ausschließlichen Genehmigung ausgeschlossen werden:

1° Nichtumsetzung des allgemeinen Arbeitsprogramms innerhalb von zwei Jahren nach Bekanntgabe der Erteilung der Genehmigung;

2° Fehlende oder unzureichende Umsetzung des Jahresprogramms in zwei aufeinander folgenden Jahren, insbesondere anhaltende Inaktivität oder Tätigkeit, die eindeutig nicht mit dem gezeichneten finanziellen Aufwand zusammenhängt;

3° Nichtbeachtung der allgemeinen Verpflichtungen und besonderen Bedingungen;

4° keine oder unzureichende Zahlung des Beitrags zum Gemeinsamen Garantiefonds gemäß Artikel D.IX.4;

5° absence de paiement ou paiement insuffisant de la contribution annuelle due aux communes visée à l'article D.VI.36.

§ 2. Le Fonctionnaire du sous-sol, sur la base de l'examen du programme général et du programme annuel visés aux §§1er et 2, envoie au titulaire du permis exclusif:

1° une proposition de décision;

2° l'information selon laquelle le titulaire du permis exclusif a la possibilité d'envoyer ses observations dans un délai de trente jours à compter de la notification de la lettre et peut demander à être entendu;

3° la possibilité de se faire assister ou représenter par un conseil.

Le Fonctionnaire du sous-sol détermine, le cas échéant, le jour où le titulaire est invité, à exposer oralement sa défense.

§ 3. A l'échéance du délai visé au § 2 ou avant l'échéance de ce délai si le titulaire reconnaît les faits ou, le cas échéant, après avoir entendu le titulaire ou son conseil exposer oralement sa défense, le Fonctionnaire du sous-sol transmet son rapport contenant les documents visés au § 1er au Gouvernement ou son délégué.

§ 4. Dans les soixante jours de la réception du rapport, le Gouvernement ou son délégué statue sur le rapport du Fonctionnaire du sous-sol. L'arrêté prononçant le retrait d'un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation est publié au Moniteur belge et notifié au titulaire.

Art. D.VI.45. Le titulaire d'un permis exclusif peut y renoncer moyennant notification au fonctionnaire du sous-sol.

La renonciation prend effet, avec le déclenchement des obligations prévues à la partie VIII, dans les 90 jours de la notification qui en est faite.

Art. D.VI.46. Le retrait ou la renonciation au permis exclusif d'exploration ou d'exploitation emporte caducité du permis d'environnement et du permis unique en ce qu'il tient lieu de permis d'environnement délivrés pour l'exercice des activités et les installations nécessaires à l'exploration et l'exploitation, ou de la déclaration, à l'exception des activités et installations nécessaires à la remise en état et à la post gestion.

TITRE VII.- OBLIGATIONS DES TITULAIRES DE PERMIS EXCLUSIFS

5. Keine oder unzureichende Zahlung des jährlichen Beitrags an die in Artikel D.VI.36 genannten Gemeinden.

§ 2. Der Untergrundbeamte übermittelt dem Inhaber der ausschließlichen Lizenz auf der Grundlage der Überprüfung des allgemeinen Programms und des in den Absätzen 1 und 2 genannten Jahresprogramms Folgendes:

1 ° einen Vorschlag für eine Entscheidung;

2° die Information, dass der Inhaber der ausschließlichen Genehmigung die Möglichkeit hat, innerhalb von dreißig Tagen nach der Mitteilung des Schreibens seine Anmerkungen zu übermitteln, und beantragen kann, gehört zu werden;

3° die Möglichkeit, von einem Rat unterstützt oder vertreten zu werden.

Der Untergrundbeauftragte legt gegebenenfalls den Tag fest, an dem der etablierte Betreiber aufgefordert wird, seine Verteidigung mündlich vorzulegen.

§ 3. Nach Ablauf der in § 2 genannten Frist oder vor Ablauf dieser Frist erkennt der Inhaber den Sachverhalt an oder gegebenenfalls nach Anhörung des Inhabers oder seines Rechtsanwalts mündlich über die Verteidigung des Beamten -sol schickt seinen Bericht mit den in § 1 genannten Dokumenten an die Regierung oder ihren Vertreter.

§ 4. Innerhalb von sechzig Tagen nach Erhalt des Berichts entscheidet die Regierung oder ihr Stellvertreter über den Bericht des Untergrundbeauftragten. Die Anordnung zum Entzug einer ausschließlichen Explorations- oder Verwertungsgenehmigung wird im belgischen Staatsanzeiger veröffentlicht und dem Inhaber mitgeteilt.

Art. D.VI.45. Der Inhaber einer ausschließlichen Genehmigung kann durch Benachrichtigung des Untergrundbeamten darauf verzichten.

Der Verzicht wird mit Auslösen der Verpflichtungen aus Teil VIII innerhalb von 90 Tagen nach Bekanntgabe wirksam.

Art. D.VI.46. Der Entzug oder Verzicht auf die ausschließliche Explorations- oder Verwertungsgenehmigung führt zum Erlöschen der Umweltgenehmigung und der einzigen Erlaubnis, indem sie die für die Ausübung der Tätigkeiten und Anlagen erforderlichen Umweltgenehmigungen ersetzt Exploration und Nutzung oder Berichterstattung, mit Ausnahme der Aktivitäten und Einrichtungen, die für die Rekultivierung und Nachbearbeitung erforderlich sind.

TITEL VII.- VERPFLICHTUNGEN DER EXKLUSIVEN LIZENZNEHMERHALTER

CHAPITRE Ier.- OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES TITULAIRES DE PERMIS EXCLUSIFS D'EXPLORATION ET D'EXPLOITATION

Art. D.VI.47. Les titulaires de permis exclusifs d'exploration et d'exploitation respectent les obligations générales et les conditions particulières afférentes à leur permis.

Art. D.VI.48. Tout titulaire d'un permis exclusif d'exploration et d'exploitation est tenu:

1° d'élire un domicile administratif dans le périmètre visé par le permis exclusif et d'en informer le fonctionnaire du sous-sol;

2° de désigner en son sein une personne responsable chargée de la mise en œuvre de l'exploration ou de l'exploitation.

Art. D.VI.49. § 1er. Le titulaire du permis exclusif d'exploration ou d'exploitation est tenu de présenter au fonctionnaire sous-sol:

1° dans le mois de la délivrance du permis, le programme de travail pour le reste de l'année en cours;

2° avant le 31 décembre de chaque année, le programme de travail de l'année suivante, avec adaptation des mesures de postgestion et de la sûreté correspondante;

3° dans le premier trimestre, le compte rendu des travaux effectués au cours de l'année écoulée.

§ 2. Les titulaires de permis exclusif d'exploration et d'exploitation d'un gîte géothermique sont tenus de présenter au fonctionnaire du sous-sol, outre les informations visées au § 1er, un rapport sismique mensuel.

§ 3. Le Gouvernement peut fixer des modalités d'approbation des documents communiqués.

Art. D.VI.50. L'accès aux travaux et dépendances est interdit au public, sauf autorisation expresse et sous la responsabilité du titulaire du permis exclusif. L'interdiction est matérialisée par les soins du titulaire du permis exclusif, à l'aide de clôtures ou à défaut de clôtures, au moyen d'inscriptions précises.

Art. D.VI.51. Les titulaires de permis exclusifs sont tenus de fournir au fonctionnaire du sous-sol tous les renseignements qu'il juge utile de leur réclamer au sujet de l'exploitation qu'ils se proposent de réaliser, ainsi que des sièges d'extraction et des installations superficielles dont ils projettent l'établissement.

Art. D.VI.52. Indépendamment du permis délivré et sans préjudice des obligations imposées par d'autres dispositions, le titulaire d'un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation:

KAPITEL I. - ALLGEMEINE VERPFLICHTUNGEN DER INHABER VON EXKLUSIVEN EXPLORATIONS- UND BETRIEBSERLAUBNIS

Art. D.VI.47. Inhaber von ausschließlichen Explorations- und Verwertungsgenehmigungen beachten die allgemeinen Pflichten und Sonderbedingungen, die ihre Lizenz betreffen.

Art. D.VI.48. Jeder Inhaber einer ausschließlichen Explorations- und Verwertungslizenz ist verpflichtet

1° einen Verwaltungssitz in dem von der ausschließlichen Genehmigung abgedeckten Umkreis zu wählen und den Kellerbeamten darüber zu informieren;

2° innerhalb seiner Mitte eine Person zu benennen, die für die Durchführung der Exploration oder Ausbeutung verantwortlich ist.

Art. D.VI.49. § 1. Der Inhaber der ausschließlichen Explorations- oder Verwertungsgenehmigung muss beim Untergrundbeamten Folgendes einreichen:

1° im Monat der Erteilung der Genehmigung das Arbeitsprogramm für den Rest des laufenden Jahres;

2° vor dem 31. Dezember eines jeden Jahres das Arbeitsprogramm für das folgende Jahr mit Anpassung der Maßnahmen nach dem Management und der entsprechenden Sicherheit;

3° im ersten Quartal der Bericht über die im vergangenen Jahr geleistete Arbeit.

§ 2. Inhaber von ausschließlichen Lizenzen zur Erkundung und Nutzung einer geothermischen Lagerstätte müssen dem Untergrundbeamten zusätzlich zu den in § 1 genannten Informationen einen monatlichen seismischen Bericht vorlegen.

§ 3. Die Regierung kann Verfahren zur Genehmigung der übermittelten Dokumente festlegen.

Art. D.VI.50. Der Zugang zu den Werken und Nebengebäuden ist der Öffentlichkeit untersagt, außer mit ausdrücklicher Genehmigung und unter der Verantwortung des Inhabers der ausschließlichen Genehmigung. Das Verbot wird vom Inhaber der ausschließlichen Genehmigung durch Zäune oder in Abwesenheit von Zäunen durch genaue Inschriften verwirklicht.

Art. D.VI.51. Inhaber von ausschließlichen Genehmigungen müssen dem Untergrundbeauftragten alle Informationen übermitteln, die sie für angemessen erachten, um den vorgeschlagenen Betrieb, die Entnahmesitze und die Einrichtungen zu nennen. oberflächliche Projekte, die sie projizieren.

Art. D.VI.52. Der Inhaber einer ausschließlichen Explorations- oder Verwertungsgenehmigung erlaubt ungeachtet der erteilten Genehmigung und unbeschadet der Verpflichtungen aus anderen Bestimmungen.

1° prend toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire les dangers, nuisances ou inconvénients pour la sûreté publique, la conservation des édifices et la salubrité des travaux et les propriétés, résultant de la mise en œuvre de son permis exclusif ou y remédier;

2° signale immédiatement au fonctionnaire du sous-sol et au fonctionnaire technique, tout accident ou incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés au 1°;

3° fournit toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien les actions visées à l'article D.146, 1°, 2° et 3° du Livre Ier du Code de l'Environnement;

4° informe le fonctionnaire du sous-sol et le fonctionnaire technique de toute interruption significative du programme de travail visé à l'article D.VI.49 au moins dix jours avant cette opération sauf cas de force majeure;

5° informe le fonctionnaire du sous-sol et le fonctionnaire technique de la réorganisation judiciaire ou de la faillite dans les dix jours de son prononcé sauf cas de force majeure;

6° informe le fonctionnaire du sous-sol et le fonctionnaire technique de leur décision de cessation d'activités au moins six mois avant celle-ci.

CHAPITRE II. - TENUE DES PLANS

Art. D.VI.53. Tout titulaire d'un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation des ressources du sous-sol tient des plans exacts et des registres d'avancement de tous les travaux entrepris dans le périmètre du permis exclusif.

Le Gouvernement précise les obligations relatives à la tenue des plans.

Art. D.VI.54. Le titulaire d'un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation fait placer, conformément aux instructions du fonctionnaire du sous-sol, des bornes en des points de surface à l'intérieur du périmètre visé par le permis exclusif à désigner par celui-ci, pour en marquer les limites et certains points importants. Cette opération aura lieu à la requête et en présence du fonctionnaire du sous-sol, qui en dresse procès-verbal.

Art. D.VI.55. Le titulaire du permis exclusif d'exploration ou d'exploitation tient à jour, en double expédition, un plan parcellaire de la surface sur lequel sont représentés les limites du périmètre visé par le permis, l'emplacement des bornes et des points de repère, les principales voies de communication, les édifices publics et les travaux d'art importants, la position des puits, des bâtiments et autres constructions intéressant l'exploration ou l'exploitation, ainsi que toutes les habitations et constructions existantes à la surface dans le périmètre et dans un rayon de cent mètres autour du périmètre du permis.

1° alle erforderlichen Vorkehrungen treffen, um die Gefahren, Belästigungen oder Unannehmlichkeiten für die öffentliche Sicherheit, die Erhaltung von Gebäuden und die Sicherheit der Arbeiten und der Immobilien, die sich aus der Umsetzung ihrer ausschließlichen Genehmigung ergeben, zu vermeiden, zu verringern oder Abhilfe zu schaffen;

2° umgehend den Untergrundbeamten und den technischen Offizier über jeden Unfall oder Vorfall zu informieren, der geeignet ist, die unter 1. genannten Interessen zu beeinträchtigen;

3° alle erforderliche Unterstützung leisten, damit die für die Durchführung der in Artikel D.146, 1., 2. und 3. Buch I, Buch I des Umweltgesetzbuchs zuständigen, zuständigen Maßnahmen befugt sind;

4° den Untergrundbeamten und den technischen Offizier mindestens zehn Tage vor dieser Operation über jede bedeutende Unterbrechung des in Artikel D.VI.49 genannten Arbeitsprogramms zu informieren, außer in Fällen höherer Gewalt;

5° den Untergrundbeamten und den Technischen Offizier innerhalb von zehn Tagen nach Lieferung über die gerichtliche Sanierung oder den Konkurs zu informieren, außer in Fällen höherer Gewalt;

6° den Unteroffizier und den Technischen Offizier über ihre Entscheidung, den Betrieb mindestens sechs Monate vor dem Ende der Tätigkeiten einzustellen, zu unterrichten.

KAPITEL II. - BEHALTEN DER PLÄNE

Art.D.VI.53. Jeder Inhaber einer ausschließlichen Lizenz zur Erkundung oder Nutzung der unterirdischen Ressourcen verfügt über genaue Pläne und Aufzeichnungen über den Fortschritt aller Arbeiten, die im Rahmen der ausschließlichen Genehmigung ausgeführt werden.

Die Regierung legt die Pflichten im Zusammenhang mit der Aufrechterhaltung der Pläne fest.

Art. D.VI.54. Der Inhaber einer ausschließlichen Explorations- oder Verwertungsgenehmigung muss gemäß den Anweisungen des Untergrundoffiziers Poller an Oberflächenpunkten innerhalb des Umkreises angeordnet haben, für die die ausschließliche Genehmigung gilt, die von dieser Person bestimmt wird. hier, um die Grenzen und einige wichtige Punkte zu markieren. Diese Operation findet auf Ersuchen und in Anwesenheit des Untergrundbeamten statt, der einen Bericht erstellt.

Art. D.VI.55. Der Inhaber der ausschließlichen Explorations- oder Verwertungsgenehmigung führt in zweifacher Ausfertigung einen Paketplan der Oberfläche, auf dem die Grenzen des von der Genehmigung abgedeckten Umfangs dargestellt sind, die Position der Markierungen und Landmarken. die wichtigsten Kommunikationswege, öffentliche Gebäude und bedeutende Kunstwerke, die Lage von Brunnen, Gebäuden und anderen für die Exploration oder Nutzung relevanten Bauten sowie alle vorhandenen Wohngebäude und Konstruktionen auf der Oberfläche. innerhalb des Umkreises und in einem Umkreis von einhundert Metern um den Umfang der Genehmigung.

CHAPITRE III.- MODIFICATION DES CONDITIONS PARTICULIÈRES DES PERMIS EXCLUSIFS

Art. D.VI.56. D'initiative ou à la demande de l'exploitant, le Gouvernement ou son délégué peut, sur avis du fonctionnaire du sous-sol et des instances désignées par le Gouvernement, compléter ou modifier les conditions particulières du permis d'exploration ou du permis d'exploitation des ressources du sous-sol dans le cas où il constate que ces conditions ne sont plus appropriées pour éviter, réduire les dangers, nuisances ou inconvénients à l'environnement ou à la sécurité ou la santé de l'Homme ou y remédier.

Le Gouvernement peut déterminer les procédures d'application du présent article.

PARTIE VII.- DROITS REELS, OCCUPATION DES TERRAINS D'AUTRUI, SERVITUDES ET ACQUISITION D'IMMEUBLES AUX FINS D'EXPLORATION ET D'EXPLOITATION DES RESSOURCES DU SOUS-SOL

TITRE I.- PRINCIPES

CHAPITRE IER.- ACTIVITÉS ET INSTALLATIONS SOUTERRAINES JUSQU'À VINGT MÈTRES DE PROFONDEUR

Art. D.VII.1. Le titulaire d'un permis exclusif d'exploitation des ressources du sous-sol, à l'exception des permis relatifs aux mines à ciel ouvert, doit disposer des droits réels sur les terrains qui comprennent des activités et installations souterraines nécessaires à l'exploitation des ressources du sous-sol jusqu'à et y compris vingt mètres de profondeur.

CHAPITRE II.- ACTIVITÉS ET INSTALLATIONS OU OUVRAGES DE SURFACE ET SOUTERRAINS ENTRE VINGT MÈTRES ET CENT MÈTRES DE PROFONDEUR

Art. D.VII.2. §1er. Pour les activités et installations ou ouvrages de surface et les activités et installations ou ouvrages souterrains entre vingt mètres et cent mètres de profondeur, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du périmètre déterminé par le permis exclusif d'exploration ou d'exploitation, ainsi que les voies de communication et les canalisations privées de transport de fluide ou d'énergie, le Gouvernement peut décréter qu'il y a utilité publique à établir de telles installations ou ouvrages et à exercer de telles activités, sous, sur ou au-dessus des terrains privés ou du domaine privé.

Cette déclaration d'utilité publique confère au titulaire du permis exclusif au profit de qui elle est faite le droit d'établir de telles installations sous, sur ou au-dessus de ces terrains privés ou du domaine privé, d'en assurer la surveillance et d'exécuter les travaux nécessaires à leur fonctionnement et à leur entretien, le tout aux conditions déterminées dans ladite déclaration.

KAPITEL III - ÄNDERUNG DER BESONDEREN BEDINGUNGEN DER AUSSCHLIESSLICHEN ZULASSUNGEN

Art. D.VI.56. Auf eigene Initiative oder auf Ersuchen des Betreibers kann die Regierung oder ihr Stellvertreter auf Anraten des Untergrundbeamten und der von der Regierung benannten Behörden die besonderen Bedingungen der Explorationsgenehmigung oder der Genehmigung ergänzen oder ändern Nutzung der Ressourcen des Untergrundes für den Fall, dass diese Bedingungen nicht mehr angemessen sind, um Gefahren, Belästigungen oder Unannehmlichkeiten für die Umwelt oder die Sicherheit oder Gesundheit des Menschen zu vermeiden, zu verringern oder Abhilfe zu schaffen.

Die Regierung kann die Verfahren für die Anwendung dieses Artikels festlegen.

TEIL VII.- ECHTE RECHTE, BESCHÄFTIGUNG UNSERER LÄNDER, BETRIEB UND ERWERB VON GEBÄUDEN FÜR DIE ENTDECKUNG UND AUSBEUTUNG VON BASIS-RESSOURCEN

TITEL I. - GRUNDSÄTZE

KAPITEL I - AKTIVITÄTEN UND INSTALLATIONEN IM UNTERGRUND BIS ZWEI METER IN TIEFE

Art. D.VII.1. Der Inhaber einer ausschließlichen Lizenz zum Abbau von unterirdischen Ressourcen mit Ausnahme der Tagebaugenehmigungen muss Rechte an dem Land besitzen, das unterirdische Aktivitäten und Anlagen umfasst, die für den Betrieb erforderlich sind Untergrundressourcen bis zu zwanzig Meter tief.

KAPITEL II.- AKTIVITÄTEN UND INSTALLATIONEN ODER WERKE VON OBERFLÄCHEN UND UNTERGRUND ZWISCHEN 20 METERN UND EINEM HUNDERTEN METER TIEFE

Art. D.VII.2. §1. Für Tätigkeiten und Installationen oder Oberflächenarbeiten sowie Tätigkeiten und Installationen oder Untertagearbeiten zwischen zwanzig und hundert Metern Tiefe, sowohl innerhalb als auch außerhalb des Umfangs, der durch die ausschließliche Explorationsgenehmigung oder bestimmt wird Betrieb, sowie die Kommunikationswege und die privaten Transportwege für Flüssigkeiten oder Energie, kann die Regierung festlegen, dass es der Öffentlichkeit nützlich ist, solche Anlagen oder Arbeiten zu errichten und solche Aktivitäten unter, am oder am über privatem Land oder Privatbesitz.

Diese Erklärung der gemeinnützigen Zwecke verleiht dem Inhaber der ausschließlichen Genehmigung, zu deren Gunsten er berechtigt ist, solche Einrichtungen unter, über oder über diese privaten Ländereien oder den privaten Bereich zu errichten, um die Überwachung und die Gewährleistung zu gewährleisten die für ihren Betrieb und die Instandhaltung erforderlichen Arbeiten unter den in der genannten Erklärung angegebenen Bedingungen durchzuführen.

Les travaux ne peuvent être entamés qu'après l'expiration d'un délai de deux mois à dater de la notification qui en est faite aux détenteurs de droits réels et locataires intéressés, par lettre recommandée à la poste.

§ 2. Le bénéficiaire de la servitude prévue au paragraphe 1er est tenu au paiement d'une indemnité au profit du propriétaire du fonds grevé de cette servitude ou de détenteurs de droits réels attachés à ce fonds.

L'indemnité fait l'objet d'un paiement unique qui tient lieu d'indemnité forfaitaire.

En cas d'indivision entre plusieurs détenteurs de droits réels sur le terrain grevé de la servitude, le montant de l'indemnité forfaitaire est réparti entre eux au prorata de leurs quotités respectives dans l'indivision.

En cas de démembrement du droit de propriété attaché au terrain grevé de la servitude, le montant de l'indemnité forfaitaire est payé au détenteur du droit réel de jouissance sur l'immeuble concerné, sans préjudice du recours éventuel du nupropriétaire, du bailleur emphytéotique ou du tréfoncier contre ce détenteur du droit réel sur la base des règles de droit civil auxquelles sont soumises leurs relations.

En cas de servitude contractuelle ou légale existante grevant le terrain occupé, le montant de l'indemnité forfaitaire est payé intégralement au propriétaire du fonds qui en est grevé, sans préjudice du recours éventuel du bénéficiaire de la servitude existante contre ce propriétaire sur la base des règles de droit civil auxquelles sont soumises leurs relations.

§ 3. Le Gouvernement détermine:

1° la procédure à suivre pour la déclaration d'utilité publique visée au paragraphe 1er, notamment la forme de la demande, les documents qui doivent l'accompagner, l'instruction du dossier et les délais dans lesquels l'autorité compétente doit statuer et notifier sa décision au demandeur;

2° le mode de calcul et d'indexation de l'indemnité visée au paragraphe 2. Il peut fixer des valeurs de base différentes à utiliser pour ce calcul en fonction notamment du type d'installations concernées, de la situation géographique et de l'affectation des terrains occupés.

Art. D.VII.3. L'occupation partielle de terrains privés ou du domaine privé doit respecter l'usage auquel ceux-ci sont affectés. Elle n'entraîne aucune dépossession mais est constitutive d'une servitude légale d'utilité publique interdisant tout acte de nature à nuire aux installations ou à leur exploitation.

Le Gouvernement détermine les interdictions et prescriptions à observer par quiconque exécute, fait exécuter ou envisage d'exécuter des actes et travaux à proximité des installations.

Die Arbeiten können erst nach Ablauf einer Frist von zwei Monaten ab dem Datum der Benachrichtigung der betreffenden Rechteinhaber und Mieter per Einschreiben an die Poststelle aufgenommen werden.

§ 2. Der Begünstigte der in Absatz 1 vorgesehenen Erleichterung haftet dem Eigentümer des dieser Erleichterung unterliegenden Fonds oder den Inhabern der mit diesem Fonds verbundenen wirklichen Rechte als Entschädigung.

Die Zulage ist eine einmalige Zahlung, die eine Pauschalentschädigung ersetzt.

Im Falle eines ungeteilten Eigentums zwischen mehreren Inhabern realer Rechte an dem mit der Knechtschaft belasteten Land wird der Betrag der festen Vergütung im Verhältnis zu ihren jeweiligen Anteilen am ungeteilten Eigentum auf sie aufgeteilt.

Im Falle der Aufhebung des Eigentumsrechts des mit der Erleichterung verbundenen Grundstücks wird die Höhe der festen Entschädigung an den Inhaber des tatsächlichen Genussrechts der betreffenden Immobilie ausgezahlt, unbeschadet der möglichen Inanspruchnahme des Eigentümers, des ausführenden Vermieters oder des Verpflichteten der Treuhänder gegen den Inhaber des wirklichen Rechts auf der Grundlage der bürgerlichen Vorschriften, denen seine Beziehungen unterliegen.

Bei bestehender vertraglicher oder gesetzlicher Dienstpflicht auf dem besetzten Land wird der Betrag der Pauschalentschädigung unbeschadet des etwaigen Rückgriffs des Begünstigten der bestehenden Dienstpflicht gegen den Eigentümer des belasteten Fonds in voller Höhe an den Eigentümer des belasteten Fonds gezahlt zivilrechtliche Vorschriften, denen ihre Beziehungen unterliegen.

§ 3. Die Regierung bestimmt:

1° das Verfahren für die Anmeldung des öffentlichen Nutzens gemäß Absatz 1, insbesondere die Form des Antrags, die ihm beigefügten Unterlagen, die Prüfung der Unterlagen und die Fristen, innerhalb deren die zuständige Behörde entscheiden muss, und die Entscheidung dem Antragsteller mitteilen;

2° Berechnungsmethode und Indexierung der Entschädigung gemäß Absatz 2. Sie kann verschiedene Grundwerte für die Berechnung festlegen, insbesondere in Bezug auf die Art der betroffenen Anlagen, die geografische Lage und die geografische Lage Zuteilung von besetztem Land.

Art. D.VII.3. Bei der teilweisen Belegung von privatem Land oder der privaten Domäne muss die Verwendung berücksichtigt werden, der sie zugewiesen sind. Es ist keine Enteignung, sondern eine gemeinwirtschaftliche Vereinfachung, die jede Handlung verbietet, die die Einrichtungen oder ihre Nutzung schädigen könnte.

Die Regierung legt die Verbote und Anforderungen fest, die von Personen eingehalten werden müssen, die Handlungen und Arbeiten in der Nähe der Anlagen durchführen, ausgeführt oder in Betracht gezogen haben.

En cas d'infraction aux interdictions et prescriptions prévues par ou en vertu du présent article, le bénéficiaire de la servitude a le droit de démolir les constructions érigées et les plantations et de remettre les lieux dans leur état primitif, ainsi que de prendre toutes les mesures conservatoires jugées utiles, le tout aux frais du contrevenant, sans préjudice des dommages et intérêts auxquels l'infraction pourrait donner lieu.

Si l'infraction ne fait pas obstacle à une intervention nécessaire d'urgence sur les installations bénéficiant de la servitude, le bénéficiaire de la servitude est cependant tenu de mettre préalablement le contrevenant en demeure de mettre fin immédiatement à l'infraction et de remettre les lieux dans leur état primitif. Il fixe à cet effet au contrevenant un délai qui ne peut être inférieur à trente jours.

Art. D.VII.4. Le propriétaire du fonds grevé de cette servitude peut, dans le délai fixé par le Gouvernement, informer le Gouvernement qu'il demande au bénéficiaire de cette servitude d'acheter, en tout ou en partie le terrain occupé.

Il en va de même, si les travaux entrepris ne sont que temporaires, lorsque l'occupation des terrains prive le propriétaire du sol de la jouissance du revenu au-delà d'une année ou lorsque, après les travaux, les terrains ne sont plus propres à leur utilisation normale.

Si aucun accord de vente amiable n'intervient entre le propriétaire du fonds grevé et le bénéficiaire de la servitude, les dispositions de l'article D.VII.7 trouvent application. Lorsque le titulaire du permis exclusif achète ou fait exproprier à la demande du propriétaire tout ou partie du terrain occupé par ce dernier, l'indemnité forfaitaire perçue en contrepartie de la servitude d'utilité publique grevant le terrain concerné est constitutive d'une avance sur le prix d'acquisition ou l'indemnisation d'expropriation à convenir à l'amiable ou à fixer le cas échéant par le juge dans le cadre de la procédure d'expropriation.

Pour la fixation de ce prix ou de cette indemnité d'expropriation, il n'est pas tenu compte de la moins-value résultant des contraintes liées à l'occupation du terrain par les installations du titulaire du permis exclusif.

Le cas échéant, le solde positif entre le prix d'acquisition ou l'indemnisation d'expropriation et l'avance perçue est majoré d'un intérêt calculé au taux d'intérêt légal en vigueur sur la période prenant cours à la date du début d'occupation effective du terrain par le titulaire du permis exclusif et prenant fin à la date de la première offre amiable d'acquisition adressée par le titulaire du permis exclusif au propriétaire.

Art. D.VII.5. § 1er. Les installations doivent être déplacées et, s'il y a lieu, enlevées à la requête du propriétaire du fonds grevé ou de celui qui est en droit d'y ériger des constructions, s'ils désirent user de ce droit. Le Gouvernement peut octroyer un délai supplémentaire au bénéficiaire de la servitude pour lui permettre d'obtenir les autorisations requises par ce déplacement.

Im Falle eines Verstoßes gegen die Verbote und Anforderungen, die in diesem Artikel oder in diesem Artikel vorgesehen sind, hat die zur Erleichterung berechnete Person das Recht, die errichteten Gebäude und Plantagen abzureißen und die Räumlichkeiten in ihren ursprünglichen Zustand zu versetzen sowie alle zu übernehmen Schutzmaßnahmen, die sich auf Kosten des Täters als nützlich erwiesen haben, unbeschadet der Schäden und Interessen, aus denen sich die Zuwiderhandlung ergeben könnte.

Wenn die Straftat keinen notwendigen Soforteinsatz bei den von der Dienstbarkeit begünstigten Einrichtungen ausschließt, muss der Begünstigte der Dienstbarkeit jedoch den Täter im Voraus benachrichtigen, um die Straftat unverzüglich zu beenden und die Straftat aufzugeben Orte in ihrem primitiven Zustand. Zu diesem Zweck wird dem Täter eine Verspätung zugewiesen, die nicht unter dreißig Tagen liegen darf.

Art. D.VII.4. Der Eigentümer des Fonds, für den diese Erleichterung gilt, kann der Regierung innerhalb der von der Regierung festgesetzten Frist mitteilen, dass er den Begünstigten dieser Dienstpflicht auffordert, das gesamte besetzte Land ganz oder teilweise zu erwerben.

Gleiches gilt, wenn die geleistete Arbeit nur vorübergehend ist, wenn der Landbesitzer durch die Besetzung des Grundstücks über ein Jahr hinaus von seinem Einkommen profitiert oder wenn das Land nach der Arbeit nicht mehr geeignet ist ihre normale Verwendung.

Kommt zwischen dem Eigentümer des belasteten Fonds und dem Begünstigten der Dienstbarkeit keine einvernehmliche Vereinbarung zustande, gelten die Bestimmungen des Artikels D.VII.7. Wenn der Inhaber der ausschließlichen Genehmigung auf Antrag des Eigentümers ganz oder teilweise das vom Eigentümer besetzte Land kauft oder enteignet, stellt die pauschale Entschädigung, die als Gegenleistung für die gemeinwirtschaftliche Dienstbarkeit des betreffenden Grundstücks erhalten wird, einen Vorschuss dar der Ankaufspreis oder die Entschädigung für die Enteignung werden im Rahmen des Enteignungsverfahrens einvernehmlich vereinbart oder vom Richter festgelegt.

Bei der Festsetzung dieses Preises oder dieser Enteignungsentschädigung wird die Abwertung, die sich aus den mit der Nutzung des Grundstücks verbundenen Einschränkungen durch die Einrichtungen des Inhabers der ausschließlichen Genehmigung ergibt, nicht berücksichtigt.

Falls zutreffend, wird der positive Saldo zwischen dem Anschaffungspreis oder der Entschädigung für die Enteignung und dem erhaltenen Vorschuss um einen Zinssatz erhöht, der mit dem gesetzlichen Zinssatz für den Zeitraum ab dem Datum des Beginns berechnet wird. die effektive Besetzung des Grundstücks durch den Inhaber der ausschließlichen Genehmigung und endet am Tag des ersten gütlichen Erwerbsangebots, das der Inhaber der ausschließlichen Genehmigung an den Eigentümer übermittelt hat.

Art. D.VII.5. § 1. Die Anlagen müssen auf Antrag des Inhabers des belasteten Fonds oder der zur Errichtung von Gebäuden berechtigten Person verlegt und erforderlichenfalls entfernt werden, wenn sie dieses Recht in Anspruch nehmen möchten. Die Regierung kann dem Dienstinhaber zusätzliche Zeit gewähren, um die für diese Reise erforderlichen Genehmigungen zu erhalten.

Si les intéressés usent de ce droit sans exiger le déplacement ou l'enlèvement des installations, le bénéficiaire de la servitude conserve le droit d'exercer la surveillance de ces installations et d'exécuter les travaux nécessaires à leur fonctionnement, à leur entretien et à leur réparation.

Le coût du déplacement ou de l'enlèvement des installations est à la charge du bénéficiaire de la servitude; toutefois, les personnes mentionnées à l'alinéa 1er sont tenues de prévenir par écrit six mois au moins avant d'entreprendre les travaux projetés.

§ 2. Nonobstant le paragraphe 1er, afin d'éviter de déplacer les installations, le bénéficiaire de la servitude peut proposer au propriétaire d'acheter le terrain occupé. Il en informe le Gouvernement. Si aucun accord amiable n'intervient entre le propriétaire du fonds grevé et le gestionnaire des installations, les dispositions de l'article D.VII.7 s'appliquent.

Art. D.VII.6. Le titulaire du permis exclusif est tenu à la réparation des dommages causés par les travaux auxquels il a procédé lors de l'établissement ou de l'exploitation de ses installations, ainsi qu'à l'indemnisation des dommages causés à des tiers, soit du fait de ses travaux, soit du fait de l'utilisation du fonds grevé de la servitude. Les indemnités du chef des dommages causés sont entièrement à charge du titulaire du permis exclusif. Elles sont dues aux personnes qui subissent ces dommages; leur montant est déterminé soit à l'amiable, soit par les tribunaux.

Art. D.VII.7. Le titulaire du permis exclusif au profit duquel un arrêté du Gouvernement de déclaration d'utilité publique a été pris peut, sur sa demande et dans les limites de cet arrêté, être autorisé par le Gouvernement à poursuivre à ses frais, au nom de la Région ou en son nom propre s'il dispose du pouvoir d'exproprier en vertu d'une disposition décrétales, les expropriations nécessaires. La procédure d'extrême urgence prévue par les articles 2 à 20 de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique est applicable à ces expropriations.

Art. D.VII.8. Dans la portion de son tracé en domaine privé non bâti, aucune construction en élévation ou enterrée, ni plantation arbustive ne peut être établie au-dessus du raccordement, sur la surface s'étendant de part et d'autre de l'axe de la canalisation jusqu'à une distance d'un mètre cinquante centimètres à partir de cet axe.

CHAPITRE III.- ACTIVITÉS, INSTALLATIONS ET OUVRAGES SOUTERRAINS AU-DELÀ DE CENT MÈTRES DE PROFONDEUR

Art. D.VII.9. Le placement d'installations ou ouvrages souterrains nécessaires à l'exploitation des ressources du sous-sol au-delà de cent mètres de profondeur et l'exercice des activités qui s'y rapportent sont constitutifs d'une servitude légale d'utilité publique, à charge pour le titulaire du permis exclusif d'exploration ou d'exploitation d'en assurer la surveillance et d'exécuter les travaux nécessaires à leur fonctionnement et à leur entretien.

Wenn die betroffenen Personen von diesem Recht Gebrauch machen, ohne dass die Einrichtungen entfernt oder entfernt werden müssen, behält sich der Diensteanbieter das Recht vor, diese Einrichtungen zu überwachen und die für deren Betrieb, Wartung und Reparatur erforderlichen Arbeiten durchzuführen. ihre Reparatur

Die Kosten für den Umzug oder die Entfernung der Einrichtungen liegen in der Verantwortung des Empfängers der Dienstbarkeit; Die in Absatz 1 genannten Personen müssen jedoch mindestens sechs Monate vor Durchführung der geplanten Arbeiten schriftlich kündigen.

§ 2. Um den Umzug der Einrichtungen zu vermeiden, kann der Begünstigte der Unterhaltsvereinbarung ungeachtet des Absatzes 1 vorschlagen, das besetzte Grundstück zu kaufen. Er informiert die Regierung. Wird zwischen dem Eigentümer des belasteten Fonds und dem Facility Manager keine einvernehmliche Vereinbarung getroffen, gelten die Bestimmungen des Artikels D.VII.7.

Art. D.VII.6. Der Inhaber der ausschließlichen Genehmigung haftet für den Schaden, der durch die Arbeiten verursacht wird, die er während der Errichtung oder des Betriebs seiner Anlagen geleistet hat, sowie für den Ersatz von Schäden, die Dritten entstanden sind entweder aus der Verwendung des Staffelungsfonds. Die Entschädigung für Schäden liegt ausschließlich in der Verantwortung des ausschließlichen Genehmigungsinhabers. Sie sind auf die Menschen zurückzuführen, die diesen Schaden erleiden; ihre Höhe wird entweder einvernehmlich oder von den Gerichten festgelegt.

Art. D.VII.7. Der Inhaber der ausschließlichen Genehmigung, für die ein Beschluss der Regierung der gemeinnützigen Einrichtung erlassen wurde, kann auf seinen Antrag und im Rahmen dieser Verordnung von der Regierung ermächtigt werden, diese auf eigene Kosten im Namen der Region zu verfolgen oder in seinem eigenen Namen, wenn er befugt ist, die erforderlichen Enteignungen kraft eines Dekrets zu enteignen. Das in den Artikeln 2 bis 20 des Gesetzes vom 26. Juli 1962 über das Verfahren der äußersten Dringlichkeit bei Enteignung aus Gründen des öffentlichen Nutzens vorgesehene Verfahren ist auf diese Enteignungen anwendbar.

Art. D.VII.8. In dem Teil seiner Anlage in einem nicht errichteten privaten Bereich darf keine erhöhte oder vergrabene Bau- oder Strauchpflanzung oberhalb der Verbindung auf der Oberfläche errichtet werden, die sich auf beiden Seiten der Achse des Damms erstreckt Rohr bis zu einem Abstand von einem Meter fünfzig Zentimeter von dieser Achse.

KAPITEL III.- AKTIVITÄTEN, INSTALLATIONEN UND UNTERGRUNDWERKE ÜBER EINEN HUNDERTEN TIEFERMESSER

Art. D.VII.9. Die Unterbringung von unterirdischen Anlagen oder Arbeiten, die für die Nutzung der unterirdischen Ressourcen über eine Tiefe von mehr als 100 Metern erforderlich sind, und die Durchführung der damit zusammenhängenden Tätigkeiten stellen eine rechtliche Knechtschaft dar, der Inhaber der ausschließlichen Explorations- oder Verwertungsgenehmigung, um die für deren Betrieb und Wartung erforderlichen Arbeiten zu überwachen und auszuführen.

CHAPITRE IV.- AUTRES CAS NÉCESSITANT L'ACQUISITION DE DROITS RÉELS

Art. D.VII.10. Le Gouvernement peut déterminer d'autres cas où la mise en œuvre du permis exclusif et la demande de permis d'urbanisme et d'environnement relatifs aux activités et installations d'exploitation des ressources du sous-sol visées à l'article D.I.1. sont subordonnées à l'acquisition de droits réels par le titulaire du permis sur les biens concernés par l'exploitation.

CHAPITRE V.- MENTIONS DANS LES ACTES DE CESSION

Art. D.VII.11. Dans tout acte entre vifs, sous seing privé ou authentique, de cession, qu'il soit déclaratif, constitutif ou translatif de droit réel ou personnel de jouissance de plus de neuf ans, d'emphytéose ou de superficie de tout ou partie du terrain, relatif à un immeuble bâti ou non bâti, y compris dans les actes constatant un bail à ferme, il est fait mention:

1° de l'existence d'un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation des ressources du sous-sol et sa durée;

2° de l'existence d'un permis de recherche de mines ou d'une concession de mines;

3° de l'existence d'un permis exclusif de recherches ou d'exploitation de roches bitumeuses, du pétrole et des gaz combustibles;

4° de l'existence de la servitude visée à l'article D.VII.2;

5° des installations et activités souterraines faisant l'objet ou ayant fait l'objet d'un permis d'urbanisme, d'un permis d'environnement ou d'une déclaration au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

6° de l'existence d'un ancien puits de mine ayant fait l'objet d'un arrêté de fermeture octroyé par la Députation permanente du Conseil provincial visés à l'article 16 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 avril 1992 fixant la procédure et les conditions pour le retrait d'un titre minier, ou prises en vertu des législations antérieures ou ayant fait l'objet d'un constat de fermeture et de sécurisation par le fonctionnaire du sous-sol;

7° de l'existence de toute activité présente ou passée ou cavité ainsi que les installations de gestion de déchets de l'activité extractive répertoriées par le Service géologique de Wallonie dont l'information date de moins de 6 mois.

TITRE II- ACQUISITION DE TERRAINS

Art. D.VII.12. § 1er. Le Gouvernement peut décréter qu'il y a utilité publique à exproprier tout immeuble généralement quelconque nécessaire à la recherche et à l'exploitation des ressources du sous-sol visées à l'article D.I.1, 1° à 4°, et 7°, à l'aménagement de leurs voies d'accès ou aux travaux complémentaires d'infrastructure.

KAPITEL IV.- ANDERE FÄLLE, DIE DEN ERWERB VON WIRKLICHEN RECHTEN ERFORDERN

Art. D.VII.10. Die Regierung kann andere Fälle festlegen, in denen die Umsetzung der ausschließlichen Genehmigung und der Antrag auf eine Planungs- und Umweltgenehmigung für Tätigkeiten und Einrichtungen zur Nutzung der unterirdischen Ressourcen gemäß Artikel D.I.1. dem Erwerb von dinglichen Rechten des Lizenznehmers an dem von der Nutzung betroffenen Grundstück unterstellt sind.

KAPITEL V. MENTIONEN IN DEN ÜBERTRAGUNGEN

Art. D.VII.11. Bei jeder Handlung, die unter privater oder authentischer Handlung vollzogen wird, ist die Abtretung, ob deklarativ, konstitutiv oder die Übertragung eines tatsächlichen Rechts oder persönlichen Genusses von mehr als neun Jahren, einer Emphyteusis oder eines Gebiets des gesamten oder eines Teils des Landes, In Bezug auf ein gebautes oder unbebautes Gebäude, einschließlich in den Unterlagen, aus denen ein Pachtvertrag für die Landwirtschaft hervorgeht, wird darauf hingewiesen

1° das Vorhandensein einer ausschließlichen Lizenz zur Erkundung oder Nutzung der Ressourcen des Untergrunds und dessen Dauer;

2° das Vorhandensein einer Bergbaulizenz oder einer Bergbaugenehmigung;

3° das Vorhandensein einer ausschließlichen Genehmigung zur Erkundung oder Nutzung von bituminösen Gesteinen, Erdöl und brennbaren Gasen;

4° das Vorliegen der Dienstbarkeit nach Artikel D.VII.2;

5° unterirdische Anlagen und Tätigkeiten, die Gegenstand einer Baugenehmigung, einer Umweltgenehmigung oder einer Erklärung im Sinne des Erlasses vom 11. März 1999 sind oder waren, für die die Genehmigung erteilt wurde Umwelt;

6° das Vorhandensein eines ehemaligen Minenschachts, gegen den von der Ständigen Delegation des Provinzialrats gemäß Abschnitt 16 des Beschlusses des wallonischen Regionalausschusses vom 30 eine Schließungsentscheidung erlassen wurde April 1992 zur Festlegung des Verfahrens und der Bedingungen für die Rücknahme eines Bergbautitels oder aufgrund vorheriger Rechtsvorschriften oder als Gegenstand einer Erklärung über die Schließung und Sicherung durch den Bediensteten des Baugrundes;

7° das Vorhandensein einer gegenwärtigen oder vergangenen Tätigkeit oder eines Hohlraums und der Abfallentsorgungseinrichtungen der im Geologischen Vermessungsbericht der Wallonie aufgeführten Extraktionstätigkeit, deren Informationen weniger als 6 Monate alt sind.

TITEL II - ERWERB VON LAND

Art. D.VII.12. § 1. Die Regierung kann erklären, dass es im öffentlichen Interesse liegt, Gebäude zu enteignen, die allgemein für die Erforschung und Nutzung der unterirdischen Ressourcen gemäß Artikel DI1 Absätze 1 bis 4 und 7 erforderlich sind. die Erschließung ihrer Zufahrtsstraßen oder die ergänzenden Arbeiten der Infrastruktur.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1er, la Région, les provinces, les communes et les personnes de droit public désignées par le Gouvernement peuvent procéder à l'expropriation et à l'acquisition pour cause d'utilité publique des immeubles nécessaires à l'exploitation des carrières, à l'aménagement de leurs voies d'accès ou aux travaux complémentaires d'infrastructure, pour autant que les réserves de gisement faisant l'objet de l'expropriation ne soient pas nécessaires à la continuation de l'activité industrielle ou à l'amortissement satisfaisant des installations d'une entreprise similaire voisine qui les détenait.

Les provinces, les communes et les personnes de droit public doivent être autorisées à cette fin par le Gouvernement.

§ 3. Un plan est joint à l'arrêté. Il indique la situation, les limites des emprises ainsi que, le cas échéant les limites des terrains à l'usage de l'exploitation, les voies d'accès et les travaux complémentaires d'infrastructure.

§ 4. L'arrêté est précédé d'une enquête publique, faite par les soins de l'expropriant selon les modalités définies au Livre Ier du Code de l'Environnement. En outre, celui-ci adresse un avertissement à chacune des personnes qui, selon les indications du cadastre, sont propriétaires ou copropriétaires des immeubles compris dans les terrains susdits ou des immeubles nécessaires à l'aménagement des voies d'accès de ces terrains ou aux travaux complémentaires d'infrastructure.

Les chemins qui traversent les immeubles expropriés sont désaffectés. Les servitudes qui grèvent ces immeubles sont éteintes.

Le droit de rétrocession prévu par l'article 23 de la loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ne peut être invoqué pour les expropriations visées par le présent article.

§ 5. Quelle que soit la personne de droit public intéressée, les comités d'acquisition peuvent être chargés de procéder à toutes les acquisitions ainsi que d'exercer les poursuites et diriger les procédures d'expropriation d'immeubles à effectuer en application du présent décret. Les présidents des comités d'acquisition sont compétents pour représenter en justice la personne de droit public expropriante.

Lorsqu'il ne fait pas appel au comité, le Gouvernement ou la personne de droit public concernée doit soumettre au visa de celui-ci toute offre qu'elle compte faire à l'amiable ou en justice; ce projet d'offre est accompagné d'un rapport justificatif. Le comité doit notifier son visa ou son refus de viser dans un délai d'un mois à dater de la réception du dossier contenant le projet d'offre. En cas de nécessité, ce délai peut être prorogé d'un mois à la demande du comité. Le Gouvernement peut passer outre au refus de viser du comité, par arrêté dûment motivé et à la demande de la personne de droit public concernée.

§ 6. En cas d'expropriation, il est procédé conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

§ 2. Abweichend von Absatz 1 können die Region, die Provinzen, die Gemeinden und die von der Regierung benannten Personen des öffentlichen Rechts die Enteignung und den Erwerb der für die EU erforderlichen Gebäude zu öffentlichen Zwecken vornehmen Ausbeutung von Steinbrüchen, Bau ihrer Zufahrtsstraßen oder ergänzende Arbeiten der Infrastruktur, vorausgesetzt, die Ablagerungsreserven, die Gegenstand der Enteignung sind, sind für die Fortsetzung der industriellen Tätigkeit nicht erforderlich oder zufriedenstellende Abschreibung der Einrichtungen eines ähnlichen benachbarten Unternehmens, dem sie gehörten.

Provinzen, Gemeinden und Personen des öffentlichen Rechts müssen zu diesem Zweck von der Regierung genehmigt werden.

§ 3. Dem Erlass ist ein Plan beigefügt. Sie gibt die Situation, die Grenzen der Wegrechte sowie gegebenenfalls die Grenzen des für die Nutzung des Betriebs genutzten Geländes, der Zufahrtsstraßen und der zusätzlichen Infrastrukturarbeiten an.

§ 4. Der Bestellung geht eine öffentliche Untersuchung voraus, die von der enteignenden Partei nach den in Buch I des Umweltgesetzbuchs festgelegten Methoden durchgeführt wird. Darüber hinaus hat letzterer jede Person zu warnen, die gemäß den Angaben im Kataster die in den vorgenannten Ländern enthaltenen Grundstücke oder die für die Erschließung der Zufahrtsstraßen zu diesen Grundstücken oder Grundstücken erforderlichen Immobilien besitzt ergänzende Infrastrukturarbeit.

Die Straßen, die durch die enteigneten Gebäude führen, werden aufgegeben. Die Erleichterungen, die diese Gebäude belasten, werden gelöscht.

Das in Artikel 23 des Gesetzes vom 17. April 1835 über die Enteignung aus Gründen des öffentlichen Nutzens vorgesehene Rücktrittsrecht kann nicht für Enteignungen geltend gemacht werden, die unter diesen Artikel fallen.

§ 5. Unabhängig davon, welche öffentliche Behörde von Interesse ist, können die Beschaffungsausschüsse für alle Akquisitionen sowie für die Verfolgung und Leitung der Enteignung von Immobilien verantwortlich sein Dekret. Die Vorsitzenden der Übernahmekommissionen sind befugt, die enteignende Person des öffentlichen Rechts vor Gericht zu vertreten.

Wenn keine Beschwerde beim Ausschuss eingereicht wird, muss die betreffende Regierung oder die Person des öffentlichen Rechts ein Angebot unterbreiten, das sie beabsichtigt, einvernehmlich oder vor Gericht zu machen. Dieser Angebotsentwurf wird von einem begründenden Bericht begleitet. Der Ausschuss muss sein Visum oder seine Ablehnung innerhalb eines Monats nach Erhalt der Akte, die den Angebotsentwurf enthält, mitteilen. Diese Frist kann erforderlichenfalls auf Antrag des Ausschusses um einen Monat verlängert werden. Die Regierung kann die Weigerung, sich an den Ausschuss zu wenden, durch einen ordnungsgemäß begründeten Erlass und auf Antrag der betroffenen Person des öffentlichen Rechts aufheben.

§ 6. Im Falle der Enteignung wird das Verfahren des extrem dringenden Verfahrens in Sachen Enteignung aus Gründen des öffentlichen Nutzens gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 26. Juli 1962 angewandt.

§ 7. Des expropriations décrétées successivement en vue de la création d'un ensemble nécessaire à l'exploitation industrielle sont, pour l'estimation de la valeur des biens expropriés, considérées comme formant un tout.

Dans l'appréciation de la valeur du bien exproprié, il ne peut donc être tenu compte d'une plus-value par suite de son inclusion dans cet ensemble.

Art. D.VII.13. § 1er. Les terrains acquis en application des articles D.VII.12 sont mis à la disposition des utilisateurs par location, amodiation, emphytéose ou vente.

L'acte de mise à disposition doit contenir une clause précisant l'activité économique qui devra être exercée sur le terrain, ainsi que les autres modalités de son utilisation et, notamment, la date à laquelle l'activité devrait commencer.

En cas de vente, l'acte doit aussi contenir une clause selon laquelle la Région ou la personne de droit public intéressée a la faculté de racheter le terrain, si l'utilisateur cesse l'activité économique indiquée ou s'il ne respecte pas les modalités d'utilisation.

Dans cette hypothèse, et à défaut d'accord entre les parties, le prix de rachat des terrains est déterminé par les comités d'acquisition institués auprès du Ministre qui a les Finances dans ses attributions, agissant dans le cadre de la procédure en matière d'expropriation.

D'autre part, et à défaut d'accord entre les parties, le matériel et l'outillage, les bâtiments construits et l'infrastructure établie depuis que le bien a été cédé par la Région ou par une personne de droit public sont payés à leur valeur vénale lors du rachat du terrain. Cette valeur est déterminée par les comités d'acquisition d'immeubles visés à l'alinéa 4.

En cas de vente, l'utilisateur ne peut revendre le bien que moyennant l'accord de la Région ou de la personne de droit public vendeuse; les clauses visées aux alinéas 2 et 3 doivent figurer dans l'acte de revente.

§ 2. Quelle que soit la personne de droit public intéressée, les comités d'acquisition institués auprès du Ministre qui a les Finances dans ses attributions, ainsi que les receveurs des domaines, ont qualité de procéder, sans formalités spéciales et suivant les modalités prévues au paragraphe 1er, à la vente de gré à gré, à la location de gré à gré, pour une période ne dépassant pas nonante-neuf ans, des immeubles acquis ou expropriés en vertu du présent décret ou des immeubles domaniaux, auxquels le Gouvernement déciderait de donner une affectation prévue par le présent décret. Il peut être délivré des grosses des actes visés au présent alinéa.

Les personnes de droit public intéressées peuvent procéder elles-mêmes à la vente, à la location ou à l'amodiation des immeubles acquis ou expropriés par elles en vertu du présent décret. Lorsqu'elle ne fait pas appel au comité ou au receveur, la personne de droit public doit soumettre au visa de l'un de ceux-ci le projet d'acte de vente, de location ou de l'amodiation. Le comité ou le receveur doit notifier son visa ou son refus de viser dans un délai d'un mois à dater de la réception du dossier. En cas de nécessité, ce délai peut être prorogé d'un mois à la demande du comité ou du receveur.

§ 7. Enteignungen, die sukzessive für die Schaffung eines für die industrielle Nutzung erforderlichen Satzes angeordnet wurden, werden bei der Schätzung des Wertes des enteigneten Vermögens als Ganzes betrachtet.

Bei der Aufwertung des enteigneten Vermögens kann daher kein Mehrwert aufgrund seiner Einbeziehung in diesen Satz berücksichtigt werden.

Art. D.VII.13. § 1. Land, das gemäß den Artikeln D.VII.12 erworben wurde, wird den Nutzern durch Vermietung, Leasing, Langzeitmiete oder Verkauf zur Verfügung gestellt.

Die Bereitstellung muss eine Klausel enthalten, in der die in dem Feld auszuführende wirtschaftliche Tätigkeit sowie die anderen Verwendungsmethoden und insbesondere das Datum, an dem die Tätigkeit beginnen soll, festgelegt sind.

Im Falle des Verkaufs muss die Urkunde auch eine Klausel enthalten, wonach die Region oder die interessierte Person des öffentlichen Rechts die Möglichkeit hat, das Land zurückzukaufen, wenn der Nutzer die angegebene wirtschaftliche Tätigkeit beendet oder das Land nicht respektiert Nutzungsbedingungen.

In diesem Fall wird, sofern keine Vereinbarung zwischen den Parteien besteht, der Rücknahmepreis des Grundstücks von den mit dem Finanzminister beauftragten Akquisitionskomitees festgelegt, die im Rahmen der Enteignung.

Andererseits werden, sofern keine Vereinbarung zwischen den Parteien besteht, die Ausrüstung und die Werkzeuge, die errichteten Gebäude und die Infrastruktur, die errichtet wurde, da die Liegenschaft von der Region oder von einer Person mit öffentlichem Recht abgetreten wurde ihren Marktwert beim Kauf des Landes. Dieser Wert wird von den in Absatz 4 genannten Ausschüssen für Immobilienerwerb bestimmt.

Im Falle des Verkaufs kann der Nutzer die Immobilie nur mit Zustimmung der Region oder des öffentlich-rechtlichen Verkäufers weiterverkaufen; Die in den Absätzen 2 und 3 genannten Klauseln müssen im Wiederverkauf enthalten sein.

§ 2. Für wen auch immer die Person des öffentlichen Rechts interessiert ist, haben die mit dem Minister, der in seinen Zuschreibungen finanziert ist, sowie mit den Empfängern der Domains eingesetzten Akquisitionsausschüsse Qualität, ohne besondere Formalitäten und gemäß den vorgesehenen Modalitäten in Absatz 1 für den einvernehmlichen Verkauf der Gebäude, die aufgrund dieses Dekrets erworben oder enteignet wurden, für einen Zeitraum von höchstens neunundneunzig Jahren für den Zeitraum des einvernehmlichen Vertrags oder der öffentlichen Gebäude, die die Regierung beschließen würde eine in diesem Beschluss vorgesehene Aufgabe zu erteilen. Große Bescheinigungen der in diesem Absatz genannten Handlungen können ausgestellt werden.

Interessierte Personen des öffentlichen Rechts können selbst Immobilien verkaufen, mieten oder vermieten, die sie aufgrund dieses Beschlusses erworben oder enteignet haben. Wenn es nicht an den Ausschuss oder den Empfänger gerichtet ist, muss die Person des öffentlichen Rechts einem von ihnen den Entwurf des Kaufvertrages über den Verkauf, das Leasing oder die Pacht vorlegen. Das Komitee oder der Empfänger muss innerhalb eines Monats nach Erhalt des Antrags sein Visum oder die Ablehnung des Ziels mitteilen. Bei Bedarf kann diese Frist auf Antrag des Ausschusses oder des Empfängers um einen Monat verlängert werden.

En cas de refus de viser, le comité ou le receveur détermine, en les motivant, les conditions qu'il exige pour donner le visa. Le visa est censé être accordé lorsque le comité ou le receveur laisse écouler le délai déterminé à l'alinéa précédent.

TITRE III.- DU DROIT D'OCCUPATION ET D'EXPLOITATION DES TERRES D'AUTRUI POUR L'EXPLOITATION DES CARRIÈRES ET DES MINES À CIEL OUVERT

Art. D.VII.14. A défaut du consentement du propriétaire, le Gouvernement peut donner le droit à toute entreprise qui en fait la demande d'occuper et d'exploiter les terres d'autrui en vue d'assurer l'approvisionnement d'un siège d'exploitation d'une carrière ou d'une mine à ciel ouvert où l'on extrait ces mêmes substances depuis cinq ans au moins, à condition que ces terres soient enclavées dans son champ d'exploitation ou y fassent saillie et qu'elles entravent l'exploitation économique et rationnelle du gisement, et pour autant que les réserves de gisement faisant l'objet du droit ne soient pas nécessaires à la continuation de l'activité industrielle ou à l'amortissement satisfaisant des installations d'une entreprise similaire voisine qui les détenait.

La procédure à suivre pour l'obtention de tels droits est définie par le Gouvernement et comprend notamment une enquête publique selon les modalités définies au Livre Ier du Code de l'Environnement.

Le bénéficiaire du droit d'occuper et d'exploiter les terres d'autrui verse au propriétaire une indemnité qui, à défaut d'accord de gré à gré entre les parties, est déterminée selon la procédure prévue par la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

TITRE IV.- DU BAIL A FERME DES TERRAINS FAISANT L'OBJET D'UN PERMIS D'ENVIRONNEMENT OCTROYE POUR UNE CARRIERE OU UNE MINE A CIEL OUVERT AINSI QUE LEURS DEPENDANCES

Art. D.VII.15. En cas de bail à ferme relatif à des terrains faisant l'objet d'un permis d'environnement octroyé pour une carrière ou une mine à ciel ouvert ainsi que leurs dépendances, et à défaut d'accord entre les parties, l'exploitant peut disposer des terrains faisant l'objet d'un permis d'environnement au plus tôt après la récolte des produits croissant au moment de la délivrance de ce permis. Les indemnités dues au preneur sont celles prévues par les articles 45 et 46 de la loi du 4 novembre 1969 relative au bail à ferme.

TITRE V.- LEVEE OU REVISION DES RESTRICTIONS IMPOSEES LORS DE LA FERMETURE DES PUIITS DE MINE

Art. D.VII.16. Le fonctionnaire du sous-sol peut lever ou réviser les impositions faites dans les décisions de la Députation permanente du Conseil provincial visés à l'article 16 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 avril 1992 fixant la procédure et les conditions pour le retrait d'un titre minier, ou prises en vertu des législations antérieures, à la demande du propriétaire de la surface, ou à l'occasion de demandes de permis d'urbanisme ou d'urbanisation au sens du Code du développement territorial.

Im Falle einer Weigerung, zu zielen, legt das Komitee oder der Empfänger durch Motivierung die Bedingungen fest, die für die Erteilung des Visums erforderlich sind. Das Visum soll erteilt werden, wenn der Ausschuss oder der Empfänger die im vorigen Absatz festgelegte Frist verstreichen lässt.

TITEL III.- RECHT AUF BESCHÄFTIGUNG UND AUSBEUTUNG VON ANDEREN LÄNDERN FÜR DIE AUSBEUTUNG VON KARRIERN UND MINEN MIT OFFENEN HIMMELN

Art. D.VII.14. In Ermangelung der Zustimmung des Eigentümers kann die Regierung jedem Unternehmen, das von ihm verlangt, das Land eines anderen belegen und ausbeuten, um die Belieferung eines Geschäftssitzes sicherzustellen. ein Steinbruch oder ein Tagebau, in dem die gleichen Stoffe seit mindestens fünf Jahren abgebaut werden, sofern dieses Land in seinem Betriebsbereich umschlossen oder aufgezogen ist und die wirtschaftliche Nutzung behindert und die hinterlegten Depotreserven sind für die Fortführung der gewerblichen Tätigkeit oder für die zufriedenstellende Abschreibung der Anlagen eines ähnlichen Nachbarunternehmens, in dessen Besitz sie sich befinden, nicht erforderlich.

Das Verfahren zur Erlangung solcher Rechte wird von der Regierung festgelegt und umfasst insbesondere eine öffentliche Untersuchung nach den in Buch I des Umweltgesetzbuchs festgelegten Methoden.

Der Begünstigte des Rechts, das Land anderer zu besetzen und auszubeuten, zahlt dem Eigentümer eine Entschädigung, die mangels einvernehmlicher Vereinbarung zwischen den Parteien nach dem Verfahren bestimmt wird, das im Gesetz vom 26. Juli 1962 über das Gesetz vorgesehen ist das Verfahren der äußersten Dringlichkeit bei Enteignung aus Gründen des öffentlichen Nutzens.

TITEL IV.- VERMIETUNG HAT GESCHLOSSENE LÄNDER MIT UMWELTBESTIMMUNGEN ERLAUBT, DIE FÜR EINE OFFENE KARRIERE ODER OFFENE MINE UND IHRE ABHÄNGIGKEIT ERTEILT WERDEN

Art. D.VII.15. Im Falle eines landwirtschaftlichen Pachtvertrags für Land, für das eine Umweltgenehmigung für einen Tagebau oder eine Schachtgrube sowie für deren Nebengebäude erteilt wurde, ist der Betreiber berechtigt, sofern keine Vereinbarung zwischen den Parteien vorliegt die Gebiete, für die eine Umweltgenehmigung gilt, frühestens nach der Ernte der zum Zeitpunkt der Erteilung der Genehmigung wachsenden Produkte entsorgen. Die Entschädigungszahlungen an den Mieter sind in den Artikeln 45 und 46 des Gesetzes vom 4. November 1969 über den Pachtvertrag vorgesehen.

TITEL V. - VERLUST ODER ÜBERARBEITUNG VON BESCHRÄNKUNGEN, DIE WÄHREND DES ABSCHLUSSES VON GEWINNEN FÜHREN

Art. D.VII.16. Der Untergrundbeauftragte kann die Anklagen aufheben oder überarbeiten, die in den Entscheidungen der Ständigen Delegation des Provinzialrats gemäß Artikel 16 der wallonischen Regionalverfügung vom 30. April 1992 über das Verfahren und die Bedingungen für der Entzug eines Bergbautitels oder nach den vorherigen Rechtsvorschriften auf Ersuchen des Oberflächeninhabers oder zum Zeitpunkt der Beantragung einer Baugenehmigung oder Urbanisierung im Sinne des Kodex für territoriale Entwicklung.

**PARTIE VIII.- DISPOSITIONS RELATIVES A LA POSTGESTION DES PERMIS
EXCLUSIFS
TITRE IER.- PRINCIPES**

Art. D.VIII.1. § 1er. Les droits attachés à un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation des ressources du sous-sol prennent fin soit à l'échéance du permis exclusif, soit par retrait ou renonciation du titulaire.

§ 2. L'échéance, le retrait ou la renonciation au permis exclusif d'exploration ou d'exploitation laissent entièrement subsister les dispositions relatives à la postgestion, jusqu'à ce que le fonctionnaire du sous-sol ait constaté que les obligations de postgestion sont entièrement remplies et donné son accord à la libération de la sûreté y afférente.

§ 3. Au plus tard deux années avant l'échéance du permis exclusif d'exploration ou d'exploitation, le titulaire du permis exclusif :

1° soit dépose une demande de renouvellement du permis exclusif ou, le cas échéant, une nouvelle demande;

2° soit met en œuvre les premières opérations de la remise en état prévues dans le permis d'environnement et les opérations de postgestion.

Art. D.VIII.2. Les sociétés dissoutes ne peuvent clore leur liquidation avant que le fonctionnaire du sous-sol ait constaté la réalisation complète des obligations de postgestion imposées par le permis exclusif et autorisé la levée de la sûreté y afférente ou réalisé d'office des obligations et activé la sûreté.

Art. D.VIII.3. § 1er. Dans les 60 jours de la renonciation, de l'échéance du délai visé à l'article D.VIII.1 ou du retrait, le Gouvernement ou son délégué peut décider de suspendre la réalisation des obligations de postgestion dans le cas où la Région décide de reprendre elle-même l'exploitation ou l'exploration ou de procéder à une mise en concurrence visée à l'article D.VI.13.

Dans un tel cas, le titulaire du permis exclusif est tenu de procéder, pendant une durée de trois ans à dater de la notification de la décision du Gouvernement ou son délégué, à l'entretien des travaux et installations souterrains, en ce compris les fosses à ciel ouvert, nécessaires à leur conservation. En cas de reprise effective de l'exploration ou de l'exploitation, le délai de trois ans peut être réduit par le Gouvernement ou son délégué.

Cette décision emporte suspension des obligations de remise en état.

**TEIL VIII.- BESTIMMUNGEN BETREFFEND DIE POSTGESTION EXKLUSIVER
ERLAUBNISSE
TITEL IER.- GRUNDSÄTZE**

Art. D.VIII.1. § 1. Die Rechte an einer ausschließlichen Lizenz zur Erkundung oder Nutzung der Ressourcen des Baugrundes erlöschen entweder mit Ablauf der ausschließlichen Genehmigung oder durch Entzug oder Verzicht des Inhabers.

§ 2. Durch das Auslaufen, den Rückzug oder den Verzicht auf die ausschließliche Explorations- oder Verwertungsgenehmigung bleiben die Post-Management-Bestimmungen vollständig erhalten, bis der Untergrundbeamte die Post-Management-Verpflichtungen festgelegt hat vollständig erfüllt sind und der Freigabe der entsprechenden Sicherheit zustimmen.

§ 3. Spätestens zwei Jahre vor Ablauf der ausschließlichen Explorations- oder Verwertungsgenehmigung darf der Inhaber der ausschließlichen Genehmigung

1° einen Antrag auf Erneuerung der ausschließlichen Genehmigung oder gegebenenfalls einen neuen Antrag stellen;

2° Durchführung der ersten in der Umweltgenehmigung und den Nachmanagementvorgängen vorgesehenen Rekultivierungsmaßnahmen.

Art. D.VIII.2. Die aufgelösten Unternehmen können ihre Liquidation nicht beenden, bis der Untergrundbeamte die vollständige Erfüllung der durch die ausschließliche Lizenz auferlegten Post-Management-Verpflichtungen zur Kenntnis genommen und die Aufhebung des entsprechenden Sicherheitsrechts oder die automatische Erfüllung der Verpflichtungen genehmigt und die Sicherheit aktiviert hat .

Art. D.VIII.3. § 1. Innerhalb von 60 Tagen nach dem Verzicht, dem Ablauf der in Artikel D.VIII.1 genannten Frist oder dem Rücktritt kann die Regierung oder ihr Stellvertreter beschließen, die Erfüllung von Nachverwaltungspflichten auszusetzen, falls die Region entscheidet die Operation oder Exploration selbst zu übernehmen oder einen Aufruf zum Wettbewerb gemäß Artikel D.VI.13 zu machen.

In diesem Fall führt der Inhaber der ausschließlichen Genehmigung für einen Zeitraum von drei Jahren nach Bekanntgabe der Entscheidung der Regierung oder seines Vertreters die Instandhaltung der unterirdischen Anlagen und Anlagen einschließlich der Gruben durch. im Freien, notwendig für ihre Erhaltung. Im Falle einer wirksamen Wiederaufnahme der Exploration oder Ausbeutung kann die Dreijahresfrist von der Regierung oder ihrem Delegierten verkürzt werden.

Diese Entscheidung beinhaltet die Aufhebung der Rehabilitierungsverpflichtungen.

§ 2. La renonciation du titulaire au permis exclusif d'exploitation emporte de plein droit l'obligation d'entretien visée au paragraphe § 1er, sauf si le fonctionnaire du sous-sol en dispense le titulaire par une décision qui constate que le gisement est mis à fruit ou n'est plus économiquement exploitable.

Art. D.VIII.4. A défaut pour le titulaire de permis exclusif de se conformer à ses obligations de postgestion ou d'entretien, le fonctionnaire du sous-sol peut y pourvoir d'office aux frais du titulaire du permis exclusif après mise en demeure de celui-ci. En cas d'urgence, le fonctionnaire du sous-sol peut y faire procéder même sans cette formalité.

TITRE II.- PLAN DE POSTGESTION

Art. D.VIII.5. § 1er. Le plan de post gestion fixe les objectifs et le cadre global, à l'échelle du périmètre du permis exclusif:

1° de la réintégration des sites d'activité d'exploration et d'exploitation et des zones influencées par ces activités dans leur environnement;

2° de la surveillance après remise en état;

3° ou des actions palliatives des conséquences négatives pérennes, telles que le démergement.

§ 2. Le plan de post gestion contient au minimum les dispositions opérationnelles relatives:

1° aux effets de la subsidence;

2° aux risques géotechniques associés aux ouvrages souterrains;

3° au régime des eaux souterraines et de surface;

4° à la sismicité induite;

5° aux remontées de gaz et d'éléments radioactifs;

6° à la conservation, création, suppression d'habitats naturels;

7° au démergement. Le Gouvernement peut compléter et préciser le contenu minimal du plan.

PARTIE IX.- DE LA REPARATION DES DOMMAGES

TITRE I.- DISPOSITIONS GENERALES

Art. D.IX.1. § 1er. Le titulaire d'un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation des ressources du sous-sol est tenu de plein droit de réparer tous les dommages causés, soit par l'exploration, soit par l'exploitation des ressources du sous-sol.

§ 2. Der Verzicht des Inhabers auf die ausschließliche Nutzungslizenz beinhaltet automatisch die in Absatz 1 genannte Unterhaltspflicht, es sei denn, der Untergrundbeamte verzichtet auf den Inhaber durch eine Entscheidung, in der die Hinterlegung angegeben ist Früchte tragen oder wirtschaftlich nicht mehr verwertbar sind.

Art. D.VIII.4. Wenn der Inhaber der ausschließlichen Genehmigung seinen Nacherfüllungs- oder Unterhaltspflichten nicht nachkommt, kann der Kellerbeauftragte die Vakanz automatisch auf Kosten des Inhabers der ausschließlichen Genehmigung nach Aufforderung kündigen. Im Notfall kann der Untergrundbeamte dies auch ohne diese Formalität erledigen lassen.

TITEL II.- POSTGESTION PLAN

Art. D.VIII.5. § 1. Der Post-Management-Plan legt die Ziele und den allgemeinen Rahmen auf der Grundlage des Umfangs der ausschließlichen Genehmigung fest:

- 1° die Wiedereingliederung von Explorations- und Explorationsstandorten und der von diesen Aktivitäten beeinflussten Zonen in ihrer Umgebung;
- 2° Überwachung nach Restaurierung;
- 3° oder palliative Maßnahmen von mehrjährigen negativen Folgen wie Auszahlungen.

§ 2. Der Post-Management-Plan enthält mindestens die betrieblichen Bestimmungen in Bezug auf

- 1° zu den Auswirkungen der Absenkung;
- 2° geotechnische Risiken im Zusammenhang mit Untertagearbeiten;
- 3° Grundwasser- und Oberflächenwasserregime;
- 4° zur induzierten Seismizität;
- 5° der Aufstieg von Gas und radioaktiven Elementen;
- 6° die Erhaltung, Schaffung und Entfernung natürlicher Lebensräume;
- 7° zur Auszahlung. Die Regierung kann den Mindestinhalt des Plans ergänzen und festlegen.

TEIL IX.- REPARATUR VON SCHÄDEN TITEL I.- ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

Art. D.IX.1. § 1. Der Inhaber einer ausschließlichen Lizenz zur Erkundung oder Nutzung der Ressourcen des Untergrunds ist automatisch verpflichtet, alle durch die Exploration oder durch die Nutzung der Ressourcen des Untergrunds verursachten Schäden zu reparieren soiless.

§ 2. Sans préjudice de sa part contributive au Fonds commun de garantie pour la réparation des dommages visé à l'article D.IX.4, le titulaire du permis d'exploration ou d'exploitation peut être tenu de fournir une garantie, si les travaux sont de nature à causer, dans un délai rapproché, un dommage déterminé et s'il est à craindre que ses ressources ne soient pas suffisantes pour faire face à sa responsabilité éventuelle.

Le fonctionnaire du sous-sol fixe la nature et le montant de la garantie visée à l'alinéa 1er.

§ 3. En cas de transfert ou de dévolution des droits conférés par un permis de recherche ou d'exploitation, la responsabilité des dommages provenant de travaux déjà faits au moment du transfert ou de la dévolution, incombe solidairement à l'ancien et au nouveau titulaire du permis exclusif.

Art. D.IX.2. Le titulaire du permis exclusif d'exploration ou d'exploitation des ressources du sous-sol, échu, retiré, ou auquel il a renoncé, demeure tenu de réparer les dommages causés par ses travaux, en ce compris les puits, galeries et autres ouvrages souterrains établis à demeure, jusqu'à la décision du fonctionnaire du sous-sol attestant de la réalisation complète de ses obligations de post gestion.

Art. D.IX.3. § 1er. Toute demande introductive d'instance en matière d'indemnisation d'une personne propriétaire lésée par les actes et travaux d'exploitation des ressources du sous-sol est préalablement soumise, à la requête d'une des parties, à fin de conciliation, au juge compétent pour en connaître au premier degré de juridiction.

En cas de contestation de responsabilité, le titulaire du permis exclusif le déclare lors de la comparution en conciliation.

En l'absence de contestation de sa responsabilité, le titulaire du permis exclusif est tenu de faire une offre transactionnelle irrévocable au demandeur dans les six mois de la requête. Pour le cas d'urgence, un délai plus court est fixé par le juge compétent. Si un accord intervient, le procès-verbal de conciliation en constate les termes et l'expédition est revêtue de la formule exécutoire.

§ 2. Les experts seront pris parmi les personnes porteuses du diplôme d'ingénieur civil des mines ou d'ingénieur civil des mines et géologue, ou parmi les personnes notables et expérimentées dans le fait des mines et de leurs travaux.

§ 3. Nul plan ne sera admis comme pièce probante dans une contestation, s'il n'a été levé ou vérifié par une personne porteuse diplôme d'ingénieur civil des mines ou d'ingénieur civil des mines et géologue. La vérification des plans est toujours gratuite.

TITRE II.- FONDS COMMUN DE GARANTIE POUR LA RÉPARATION DES DOMMAGES LIÉS À L'EXPLOITATION DES RESSOURCES DU SOUS-SOL

§ 2. Unbeschadet seines beitragsabhängigen Anteils an dem in Artikel D.IX.4 genannten Gemeinsamen Fonds für Schadensersatz kann der Inhaber der Explorations - oder Verwertungsgenehmigung verpflichtet sein, eine Garantie zu stellen, wenn Es ist wahrscheinlich, dass die Arbeit in kurzer Zeit einen entschiedenen Schaden verursacht und wenn befürchtet wird, dass ihre Ressourcen nicht ausreichen, um ihrer eventuellen Verantwortung nachzukommen.

Der Untergrundbeamte legt Art und Höhe der in Absatz 1 genannten Sicherheit fest.

§ 3. Im Falle der Übertragung oder der Übertragung der Rechte aus einer Forschungs- oder Verwertungsgenehmigung ist die Verantwortung für den Schaden, der sich aus bereits zum Zeitpunkt der Übertragung oder der Auflösung bereits geleisteter Arbeit ergibt, die alte und die neue Sache. Inhaber der ausschließlichen Genehmigung.

Art. D.IX.2. Der Inhaber der ausschließlichen Lizenz zur Erkundung oder Nutzung der abgelaufenen oder zurückgezogenen unterirdischen Ressourcen ist weiterhin verpflichtet, die durch seine Arbeiten verursachten Schäden, einschließlich Brunnen, Galerien und anderer Werke, zu reparieren bis zur Entscheidung des Untergrundbeamten, der die volle Erfüllung seiner Post-Management-Verpflichtungen bescheinigt.

Art. D.IX.3. § 1. Jede Forderung, die ein Verfahren in Bezug auf die Entschädigung einer Person einleitet, die durch Handlungen und Ausbeutungsarbeiten der Ressourcen des Baugrundes verletzt wurde, wird zunächst auf Verlangen einer der Parteien zur Schlichtung eingereicht. kompetent, um den ersten Grad der Zuständigkeit zu kennen.

Im Streitfall der Haftung erklärt der Inhaber der ausschließlichen Genehmigung diese während des Schlägers im Schlichtungsverfahren.

In Ermangelung einer Anfechtung seiner Haftung muss der Inhaber der ausschließlichen Lizenz dem Antragsteller innerhalb von sechs Monaten nach Antragstellung ein unwiderrufliches Transaktionsangebot unterbreiten. In dringenden Fällen wird vom zuständigen Richter eine kürzere Frist festgelegt. Wenn eine Einigung erzielt wird, muss der Schlichtungsbericht die Bedingungen enthalten, und der Versand trägt das Ausführungsformular.

§ 2. Die Sachverständigen werden von Personen genommen, die das Diplom des Bauingenieurs der Minen oder des Bauingenieurs der Minen und des Geologen tragen, oder von den bemerkenswerten Personen, die Erfahrung mit den Minen und ihren Werken haben.

§ 3. Kein Plan darf als Beweismittel in einem Wettbewerb zugelassen werden, es sei denn, er wurde von einer Person, die ein Bergbau-Diplom oder einem Ingenieur und Geologe besitzt, aufgehoben oder überprüft. Die Überprüfung der Pläne ist immer kostenlos.

TITEL II.- GEMEINSAME FUNKTIONEN DER GARANTIE FÜR DIE REPARATUR VON SCHÄDEN BEI DER AUSBEUTUNG DER RESSOURCEN DES BASISES

Art. D.IX.4. § 1er. Il est institué un Fonds commun de garantie pour la réparation des dommages liés à l'exploitation des ressources du sous-sol.

§ 2. Le Fonds est alimenté par:

1° les titulaires de permis exclusif d'exploration ou d'exploitation des ressources du sous-sol selon la répartition suivante:

a) une partie forfaitaire de la contribution doit être versée avant la mise en œuvre du permis. Le versement effectif de la contribution conditionne le caractère exécutoire du permis;

b) une partie de la contribution est versée annuellement en fonction de l'état d'avancement des travaux d'exploration et d'exploitation.

2° une contribution forfaitaire des titulaires de concessions de mine et de permis exclusifs de recherche et d'exploitation du pétrole et des gaz combustibles, d'un montant de 30 euros par puits recensé sur la concession ou le périmètre du permis exclusif.

§ 3. La contribution annuelle au Fonds pour les titulaires de permis exclusifs visée au §2 est proportionnelle au volume exploité annuellement. Elle est déterminée en fonction de la technique d'exploitation utilisée par le biais d'un facteur environnemental d'exploitation, fixé par le Gouvernement, favorisant les techniques respectueuses de l'environnement.

Le calcul se fait selon la formule suivante:

$$C.F. = f \times V \times tF$$

où:

1° $C.F.$ est la contribution annuelle au fonds, exprimée en euros;

2° f est le facteur environnemental d'exploitation;

3° V est le volume exploité durant l'année écoulée, sous-produits et stériles inclus, exprimé en Nm^3 . Pour la géothermie profonde, V est la production annuelle d'énergie exprimée, selon le cas, en kWh thermique ou kWh électrique;

4° tF est le taux de contribution au fonds exprimé en euro/ Nm^3 . Pour la géothermie profonde, il est exprimé, selon le cas, en euro/kWh thermique ou euro/kWh électrique.

Le Gouvernement détermine les valeurs du taux tF par type de substance exploitée.

Art. D.IX.5. § 1er. Le Fonds intervient pour la réparation des dommages aux biens bâtis, infrastructures et voiries causés par les exploitations exercées en vertu d'un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation ou en vertu d'un permis exclusifs de recherche et d'exploitation du pétrole et des gaz combustibles, lorsque le titulaire du permis est insolvable ou n'existe plus, à la condition que les biens endommagés soient régulièrement autorisés par un permis d'urbanisme au sens de l'article D.IV.4 du CoDT ou par un permis d'environnement.

Art. D.IX.4. § 1. Hiermit wird ein Gemeinsamer Garantiefonds für die Beseitigung von Schäden eingerichtet, die mit der Nutzung der Ressourcen des Baugrundes zusammenhängen.

§ 2. Der Fonds wird finanziert durch:

1° die Inhaber einer ausschließlichen Lizenz zur Erkundung oder Nutzung der Ressourcen des Baugrundes in der folgenden Verteilung:

a) Vor der Umsetzung der Genehmigung muss ein Pauschalbetrag des Beitrags gezahlt werden. Die tatsächliche Zahlung des Beitrags bestimmt die Vollstreckbarkeit der Genehmigung.

b) Ein Teil des Beitrags wird jährlich auf der Grundlage des Fortschritts der Explorations- und Verwertungsarbeiten gezahlt.

2° ein Pauschalbetrag von Inhabern von Minenkonzessionen und ausschließlichen Genehmigungen für die Erforschung und Nutzung von Erdöl und brennbaren Gasen in Höhe von 30 € je Bohrung, die auf der Konzession oder im Umkreis der ausschließlichen Genehmigung angegeben sind.

§ 3. Der jährliche Beitrag zum Fonds für ausschließliche Lizenzinhaber, auf den in Absatz 2 verwiesen wird, ist proportional zu dem jährlichen Volumen. Sie wird gemäß der durch einen von der Regierung festgelegten Umweltbetriebsfaktor verwendeten Betriebstechnik bestimmt, wobei umweltfreundliche Techniken bevorzugt werden.

Die Berechnung erfolgt nachfolgender Formel:

$$C.F. = f \times V \times tF$$

wo:

1 ° C , ist der jährliche Beitrag zum Fonds in Euro;

2 ° f ist der Umgebungsbetriebsfaktor;

3 ° V ist die im letzten Jahr verbrauchte Menge, einschließlich Nebenprodukte und steril, ausgedrückt in Nm^3 . Für die tiefe Geothermie ist V die jährliche Energieproduktion, ausgedrückt in thermischen kWh oder elektrischen kWh;

4 ° tF ist der Beitragssatz des Fonds in Euro / Nm^3 . Für die tiefe Geothermie wird dies in Euro / kWh Wärme oder Euro / kWh Strom ausgedrückt.

Die Regierung bestimmt die Werte für die Rate tF nach der Art des verwendeten Stoffes.

Art. D.IX.5. § 1. Der Fonds setzt sich für die Reparatur von Schäden an gebauten Grundstücken, Infrastrukturen und Straßen ein, die durch Vorgänge verursacht wurden, die im Rahmen einer ausschließlichen Explorations- oder Verwertungsgenehmigung oder einer ausschließlichen Lizenz für die Erforschung und Nutzung von Öl durchgeführt wurden und brennbare Gase, sofern der Inhaber der Lizenz zahlungsunfähig ist oder nicht mehr besteht, sofern das beschädigte Eigentum regelmäßig durch eine Baugenehmigung im Sinne von Artikel D.IV.4 der CoDT oder durch a Umweltgenehmigung.

§ 2. Le Fonds intervient pour la réparation des dommages aux biens bâtis, infrastructures et voiries causés par les exploitations exercées en vertu d'une concession de mine, existante ou retirée, lorsque le concessionnaire est insolvable ou n'existe plus, aux conditions suivantes:

1° les procédures de demandes de réparation prévues par la loi ont été préalablement mises en œuvre par le demandeur et qu'elles n'ont pu aboutir à l'indemnisation;

2° le dommage est lié l'exploitation de la concession ou à d'anciens puits qui y sont compris;

3° les biens endommagés sont régulièrement autorisés par un permis d'urbanisme au sens de l'article D.IV.4 du CoDT ou par un permis d'environnement.

Art. D.IX.6. § 1er. Le Fonds intervient dans les cas suivants:

1° pour les demandes de réparation, sur la base d'un jugement ou d'une convention obligeant le titulaire défaillant du permis à la réparation de dommages;

2° pour les travaux de sécurisation ordonnés par le Bourgmestre, le fonctionnaire chargé de la surveillance ou le fonctionnaire du sous-sol selon les procédures fixées à l'article D.X.3 et à l'article D.149 du Livre Ier du Code de l'Environnement, à la condition que ces travaux aient reçu l'approbation préalable du fonctionnaire du sous-sol (pour tout ou partie des travaux soumis à approbation), sans préjudice des autres autorisations requises;

3° pour les travaux de sécurisation à réaliser sur ses biens par le propriétaire non exploitant de ressources du sous-sol et à condition que ces travaux aient reçu l'approbation préalable du fonctionnaire du sous-sol (pour tout ou partie des travaux soumis à approbation), sans préjudice des autres autorisations requises;

§ 2. Le Gouvernement prévoit la procédure d'accord préalable des travaux ainsi que la procédure de remboursement des travaux de sécurisation.

§ 3. La bonne réalisation des travaux est constatée par le fonctionnaire du sous-sol. L'intervention est basée sur une facture d'une entreprise agréée par le Centre scientifique et technique de la Construction.

Art. D.IX.7. Le Gouvernement détermine les règles de fonctionnement et d'intervention du Fonds commun de garantie pour la réparation des dommages liés à l'exploitation des ressources du sous-sol.

PARTIE X.- DE LA SURVEILLANCE, DES MESURES ADMINISTRATIVES, DES INFRACTIONS ET DES SANCTIONS

TITRE IER.- DE LA SURVEILLANCE ET DES MESURES ADMINISTRATIVES

§ 2. Der Fonds greift für die Reparatur von Schäden an gebauten Grundstücken, Infrastrukturen und Straßen ein, die durch die unter einer von mir erteilten Konzession durchgeführten Operationen verursacht wurden, wenn der Konzessionär zahlungsunfähig ist oder nicht mehr besteht, und zwar unter folgenden Bedingungen :

1° Die gesetzlich vorgesehenen Verfahren zur Einreichung von Rechtsmitteln wurden zuvor vom Kläger eingeführt und konnten nicht zu einer Entschädigung führen.

2° der Schaden hängt mit der Durchführung der Konzession oder den darin enthaltenen alten Brunnen zusammen;

3° Die beschädigte Immobilie wird regelmäßig durch eine Planungsgenehmigung im Sinne von Artikel D.IV.4 des CoDT oder durch eine Umweltgenehmigung genehmigt.

Art. D.IX.6. § 1. Der Fonds greift in folgenden Fällen ein:

1° für Schadensersatzansprüche aufgrund eines Urteils oder einer Vereinbarung, wonach der mangelhafte Lizenzinhaber einen Schaden reparieren muss;

2° für die vom Bürgermeister, dem für die Überwachung verantwortlichen Beamten oder dem für den Untergrund zuständigen Beamten gemäß den Verfahren in Artikel DX3 und Artikel D.149 des Buches I des Code de l festgelegten Verfahrens Umwelt, sofern für diese Arbeiten die vorherige Genehmigung des Untergrundbeamten (für alle oder einen Teil der zur Genehmigung vorgelegten Arbeiten) unbeschadet der anderen erforderlichen Genehmigungen erteilt wurde;

3° für Sicherheitsarbeiten, die auf seinem Grundstück von dem Eigentümer des Untergrunds durchgeführt werden, der keine Eigentümer der Ressourcen ist, und sofern die Arbeit die vorherige Zustimmung des Untergrundbeamten erhalten hat (für alle oder einen Teil der ihm vorgelegten Arbeiten). Genehmigung), unbeschadet anderer erforderlicher Genehmigungen;

§ 2. Die Regierung sieht das Verfahren der vorherigen Absprache der Arbeiten sowie das Verfahren zur Erstattung der Sicherheitsarbeiten vor.

§ 3. Der erfolgreiche Abschluß der Arbeit wird vom Beamten des Soussols festgestellt. Die Intervention basiert auf einer Rechnung eines Unternehmens, das vom Wissenschaftlich-Technischen Bauzentrum genehmigt wurde.

Art. D.IX.7. Die Regierung legt die Betriebs- und Eingriffsregeln des Gemeinsamen Garantiefonds für die Beseitigung von Schäden fest, die mit der Ausbeutung der unterirdischen Ressourcen zusammenhängen.

TEIL X.- ÜBERWACHUNG, VERWALTUNGSMASSNAHMEN, STÖRUNGEN UND SANKTIONEN

TITEL I - ÜBERWACHUNG UND VERWALTUNGSMASSNAHMEN